

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'INTÉGRATION DES IRANIENS DE PREMIÈRE GÉNÉRATION :
ANALYSE COMPARÉE MONTRÉAL-TORONTO

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
AGHDAS DADASHZADEH

JANVIER 2003

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Table des matières

1. Introduction.....	2
1.1 Pourquoi l'adaptation des Iraniens au Québec?.....	2
2. Problématique : l'immigration.....	4
2.1 L'émigration, la migration et l'immigration.....	5
2.2 Quelles sont les causes et les défis de l'immigration?.....	6
3. Tensions, difficultés et conflits sociaux liés à l'immigration.....	11
3.1 Les boucs émissaires ?.....	11
3.2 Le multiculturalisme.....	12
3.3 La discrimination.....	14
3.4 L'ethnicité.....	17
3.5 Le racisme.....	18
3.6 L'identité.....	21
3.7 L'ethnocentrisme.....	23
3.8 L'apport de l'immigration.....	24
3.9 L'adaptation, l'intégration et l'assimilation.....	25
3.9.1 L'adaptation.....	25
3.9.2 L'intégration.....	26
3.9.3 L'assimilation.....	30
4. Quelques données historiques sur l'immigration au Canada et au Québec.....	32
5. L'IRAN : Problèmes sociaux et politiques à l'origine de l'émigration d'une partie de la population iranienne.....	37
5.1 La situation géographique et démographique.....	37
5.2 Les causes principales de l'immigration des Iraniens.....	37
5.3 L'Iran : problèmes sociaux, économiques et politiques.....	39
5.4 La religion des Iraniens : source de valeurs.....	45
6. Méthodologie.....	55
6.1 Objet de recherche.....	55
6.2 Pourquoi la comparaison avec Toronto?.....	55
6.3 Augmentation dans les deux dernières décennies?.....	56
6.4 Le choix des matériaux.....	57
6.5 La population.....	58
6.6 Le choix des interviewés.....	59
6.7 Difficultés reliées à la cueillette d'information.....	59
6.8 Méthode d'analyse.....	61
7. Analyse des matériaux.....	63
7.1 Analyse descriptive des réponses au questionnaire.....	63
7.2 Analyse de contenu.....	78
7.2.1 Adaptation fonctionnelle comparée des Iraniens au Québec et des Iraniens de Toronto.....	78
7.2.2 Adaptation sociale comparée des Iraniens au Québec et des Iraniens de Toronto.....	89
7.2.3 Adaptation culturelle comparée des Iraniens au Québec et des Iraniens de Toronto.....	91
7.2.4 Adaptation structurelle comparée des Iraniens au Québec et des Iraniens de Toronto.....	92
7.2.5 Les difficultés d'adaptation et le rôle de l'État.....	92
8. Conclusion.....	95
ANNEXE I.....	104
ANNEXE II.....	109

Résumé du mémoire

L'objectif de ma recherche était de comparer l'intégration et l'adaptation des Iraniens du Québec et ceux qui ont choisi de s'établir en Ontario, précisément à Toronto. Une analyse des causes et des conditions d'immigration de cette diaspora nous a permis d'abord d'éclairer le choix d'immigrer. Puis la comparaison a été établie à partir de données recueillies selon deux techniques : des questionnaires fermés remplis par une centaine d'Iraniens des deux villes, et des entrevues en profondeur menées auprès d'un nombre plus restreint de personnes, soit une vingtaine.

À la lumière de ces résultats, quelques éléments d'interprétation paraissent significatifs. Une adaptation réussie passe avant tout par une adaptation fonctionnelle (reconnaissance des acquis professionnels et insertion sur le marché du travail) qui assure un minimum de sécurité économique, laquelle permet par la suite d'effectuer les autres phases de l'adaptation. Or, il est clair qu'à Toronto les immigrants Iraniens ont davantage réussi leur adaptation fonctionnelle (90% des répondants ont un emploi qu'ils jugent satisfaisant à Toronto par rapport à 70% au Québec). Certaines lacunes peuvent être décelées, comme l'absence d'une communauté iranienne organisée au Québec et le rôle du gouvernement québécois qui ne paraît pas assez prépondérant en ce qui concerne l'adaptation de ces immigrants.

Il est clair que la reconnaissance des acquis professionnels est beaucoup plus difficile à obtenir au Québec. Les équivalences universitaires sont en majorité obtenues à la baisse au Québec comparé à Toronto. Les Iraniens au Québec ont pour la plupart une formation académique poussée, mais leurs connaissances et leur compétence ne sont pas reconnues et ils sont de ce fait découragés (67% des Iraniens au chômage qui ont été interrogés au Québec ont une formation universitaire alors qu'à Toronto 40% des Iraniens qui ne travaillent pas sont des universitaires). Ce phénomène ne favorise pas l'adaptation professionnelle des Iraniens au Québec et amplifie leurs difficultés. Par ailleurs, le gouvernement devrait davantage miser sur l'impact et le rôle positif que pourraient jouer les pionniers dans l'adaptation des nouveaux immigrants en veillant à la mise en place d'une infrastructure d'aide. En favorisant l'entraide par la communauté iranienne elle-même grâce à des moyens adéquats, le gouvernement faciliterait ainsi le processus d'intégration au lieu d'agir à titre palliatif quand l'isolement des immigrants est déjà chose faite.

L'immigrante

Prise par l'avion,
Comme un moineau
Au bras d'un aigle,
je vole et je pleure
Je regarde de là-haut,
Tout me semble si beau
Adieu les arbres,
Adieu les rues,
Adieu les déserts,
Je ne vous verrai plus,
Adieu mon nid, adieu ma terre,
Adieu mes amis, adieu mon père
Adieu mes collègues, adieu mes élèves,
Adieu mes plans, adieu mes rêves
Des années plus tard,
Je me trouve dans une gare,
Seule, triste et déçue,
Mon nom est immigrante reçue.

Aghdas, 22 mars 2002

Remerciements

Touchée par un cancer durant la rédaction de mon mémoire, j'étais fragile tant physiquement que moralement. Madame Micheline Milot m'a aidée à passer à travers cette épreuve grâce à son humanité, son empathie et sa gentillesse. Sans son attention, sa patience et la qualité de son encadrement, je n'aurais pas pu achever ce travail qui représente tant pour moi. Je la remercie énormément du fond de mon cœur. Je me dois également de remercier tous les professeurs dévoués que j'ai eu la chance de connaître durant mon cursus universitaire à l'UQAM et madame Ariane Martin, pour sa prévenance et son affabilité.

Je remercie également mes enfants, Sanaz, Houfar et Yasha pour leur soutien quotidien.

Aghdas Dadashzadeh

1. Introduction

1.1 Pourquoi l'adaptation des Iraniens au Québec?

Il n'y a pas un seul immigrant qui n'est pas préoccupé par la réalité d'adaptation à sa société d'accueil, même si ce terme ne lui est pas familier. Moi-même, en tant qu'immigrante, j'ai été confrontée à cela depuis de nombreuses années. Dès le début de mon établissement dans le pays d'accueil, le phénomène de l'adaptation m'est apparu une problématique générale et essentielle en matière d'immigration. À chaque fois que je rencontrais un immigrant, je ne pouvais pas m'empêcher de poser ces questions : Depuis quand avez-vous quitté votre pays ? Parlez-vous la langue du pays d'accueil ? Est-ce que vous avez un travail ?

Ma curiosité ne se résumait pas à ces questions, si notre relation devenait plus intime, alors je leur demandais de quoi vivaient-ils ? Qu'est-ce qu'ils envisageaient de faire dans l'avenir ? Comment se sentaient-ils dans leur nouveau pays ?

Je préciserais d'ailleurs que cette curiosité fut à l'origine de mon choix d'objet de recherche. En effet, l'intérêt que je porte à ce dernier vient sans doute du fait que j'ai immigré deux fois dans ma vie (d'abord dix ans en France après avoir fui l'Iran et depuis sept ans, je suis au Canada). J'ai participé activement, tant en France qu'au Québec, aux diverses réunions communautaires des Iraniens sur des thèmes, concernant les écoles enseignant le persan, les droits de l'homme, la liberté d'expression. J'y ai rencontré de nombreux compatriotes immigrés ou réfugiés politiques. Tout au long de mes conversations et rencontres avec ces derniers, j'ai réussi à connaître un peu plus leur degré d'adaptation à la société d'accueil. J'ai travaillé également dans le centre communautaire et culturel des Iraniens à Montréal pendant presque un an (à temps plein). Grâce à ces expériences, j'ai découvert que l'immigration au Québec a ses particularités, ses problématiques (conditions sociales, économiques, politiques, linguistiques, ...) qui influencent les immigrants iraniens et que ces problématiques peuvent contribuer à faciliter ou freiner leur processus d'adaptation.

Ce sont ces particularités de la société d'accueil et la réaction des Iraniens qui y immigrent qui m'ont motivée, en tant qu'étudiante en sociologie, à entreprendre une recherche dans ce domaine.

Dans cette perspective, la comparaison avec un autre contexte, celui de Toronto, m'est apparue intéressante, car je pourrais mieux examiner les effets de ces particularités du Québec au niveau de l'adaptation, en les comparant avec celles d'une autre province, dont les politiques d'intégration et le contexte culturel et linguistique sont différents.

2. Problématique : l'immigration

Je pense que l'être humain aussi aventurier qu'il puisse être n'a jamais cherché à se déraciner de sa terre natale et à se séparer de tout ce à quoi il est attaché par habitude, car l'homme par sa nature s'attache à son environnement et ses habitudes. C'est pourquoi dès que l'homme primitif a pu subvenir à sa subsistance sans être obligé de se déplacer continuellement, il est devenu sédentaire et il a mis fin à sa vie nomade.

L'immigration a été imposée à l'homme par divers événements et phénomènes historiques : les guerres, la famine et la répression politique notamment. Selon la plupart des sociologues qui se sont intéressés à la question, quelles qu'en soient les causes et les défis de l'immigration, il y a toujours des problèmes qui en découlent. C'est pourquoi, à l'heure actuelle, cette dernière fait l'objet de débats politiques et sociologiques des plus importants. Le phénomène migratoire a créé des tensions et des conflits omniprésents au sein de plusieurs des sociétés modernes, et ces difficultés mettent en question la liberté, la démocratie, l'identité de même que les droits des minorités et la question de la citoyenneté.

Dans cette partie, après avoir examiné quelques définitions concernant les termes essentiels liés à l'immigration et avoir posé un bref regard sur les causes et les défis de cette dernière à travers le temps, dans le monde en général et au Canada – ainsi qu'au Québec – en particulier, nous allons étudier différentes dimensions qui s'y rattachent. Ces concepts nous serviront tout au long de notre travail.

2.1 L'émigration, la migration et l'immigration

Les termes émigration, migration et immigration sont souvent utilisés dans le même contexte. Nous allons examiner quelques définitions et voir ainsi ce qui les distingue les uns des autres.

“ L'émigration consiste à quitter son pays pour aller s'établir dans un autre, momentanément ou définitivement. ”¹ Aux époques les plus éloignées, l'émigration prenait la forme d'invasion souvent violente. Il y a aussi et surtout une migration. Bertrand Badie, en parlant de la migration, affirme : “ qu'il ne s'agit pas simplement du mouvement d'un individu dans l'espace, mais de la traversée d'une frontière indiquant un changement de juridiction ; et si le mouvement est durable, il conduit aussi à un changement d'appartenance, au passage d'une communauté politique à une autre. ”²

Quant à l'immigration, elle est : “ l'entrée dans un pays de personnes non-autochtones venant y chercher un emploi. ”³

Si on ne rapporte aux acteurs mêmes, on constate alors que “ les émigrés et les immigrés sont indissociablement les mêmes, qui ont quitté les pays où ils sont nés et où ils ont été élevés pour s'installer dans un autre, soit qu'ils aient été chassés par la misère, les persécutions ou la peur des persécutions, soit qu'ils aient été attirés par la richesse, la liberté ou la modernité du pays d'installation. ”⁴

De plus, dans ma perspective, le fait que l'immigration se réalise dans la plupart des cas, sous l'effet de contraintes (politique, économique ou sociologique) peut engendrer une

¹ Rey, A, *Le Robert, dictionnaire de la langue française*, Paris, 1995.

² Badie, B, De Wenden, C. W, *Le défi migratoire, Questions de relations internationales*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1994, p. 41.

³ Collection Dictionnaire Le Robert / Seuil, *Dictionnaire de sociologie* sous la direction d'André Akoun et Pierre Ansart, Édition Gonzague Raynaud (Le Robert) et Louis Schlegel (seuil), 1999.

⁴ Boudon, R, Besnard, P, Cherkaoui, M, Lécuyer, BP, *Dictionnaire de sociologie*, Références Larousse, Paris, 1993.

redéfinition identitaire des migrants, dans certaines conditions. Il serait par conséquent nécessaire de fournir une définition précise du déplacement identitaire.

Le déplacement identitaire est un état dans lequel l'individu a le sentiment qu'il ne s'appartient plus et qu'il est soumis à des éléments hors de son contrôle et qu'il n'est plus reconnu par son entourage comme auparavant. Nous allons montrer l'impact de ce phénomène dans la problématique de l'identité dans la section qui s'y rattache.

2.2 Quelles sont les causes et les défis de l'immigration?

Le résultat obtenu grâce à mes lectures sur ce sujet (les défis et les causes de l'immigration) m'amène à la synthèse suivante.

Les migrations existent depuis la nuit des temps. Dès l'Antiquité, les grandes conquêtes des rois et des empereurs furent à l'origine de grandes migrations. À une époque lointaine jusqu'à la première guerre mondiale, le seul principe déterminant à cette fin était celle de l'uniformisation religieuse. Par exemple : “ les juifs espagnols qui ont résisté à la conversion, sont expulsés par la nouvelle monarchie en 1492. ” Certains économistes, par exemple Malthus, jugent que la cause unique de l'émigration dans l'Antiquité est l'insuffisance des subsistances⁵.

À l'époque du mercantilisme (XVI^{ème}-XVIII^{ème} siècle), la population était considérée comme une grande richesse, elle représentait en fait la ressource la plus précieuse (le capital humain) pour mobiliser l'économie et servir la force militaire. Jean Bodin disait : “ il n'est de richesses et de puissance que d'hommes. ”⁶ C'est pourquoi au fil du temps, l'exploitation des esclaves, la famine, la guerre, la colonisation furent les principales causes de l'immigration.

⁵ Gonnard, R, *histoire de l'émigration*, Librairie Valois, Paris, 1927, p. 36.

⁶ Badie, B, De Wenden, C. W, *Le défi migratoire, Questions de relations internationales*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1994, p. 43.

L'avènement du capitalisme industriel, l'utilisation de vapeur et une foule de progrès techniques qui ont provoqué les changements dans l'agriculture ont entamé les grandes migrations. En effet, l'émigration prend son accroissement du 19^e siècle à cause de la baisse de natalité ainsi qu'au développement de plus en plus généralisé de l'industrialisme.

Ainsi ce dernier a été l'origine de la plus grande immigration récente de l'Occident par laquelle près de 51 millions d'immigrants se sont installés dans le Nouveau Monde, à cause de la famine en Europe, la crise économique ou des guerres et l'attrait pour l'“ American way of life ”. Cette immigration continue jusqu'en 1939 (le commencement de la deuxième guerre mondiale). “ La crise des années 1930, la forte progression de la productivité du travail ont mis un terme à l'immigration massive. ”⁷

Comme le déclarent plusieurs sociologues, tous les éléments étiologiques de l'immigration résident à l'intérieur de deux facteurs que l'on nomme *expulsif* et *attractif*, chassés de leur propre pays par la misère, les persécutions, attirés par la richesse, la liberté ou la modernité du pays d'accueil, comme nous le signalions plus tôt.. Le facteur expulsif a trait aux conditions repoussant l'individu de son pays d'origine et le facteur attractif, lui se rapporte aux éléments attirant l'individu dans la société d'accueil qu'il perçoit au départ comme un “ Eldorado ”, ce qui ne lui facilitera peut-être pas la tâche. Sur ce sujet, comme l'estime André Jacques, “ cet ailleurs est rarement à la hauteur de l'espoir placé en lui : Les pays d'accueil ont leurs exigences, leurs problèmes; en temps que crise, les populations entrent en concurrence, s'affrontent; les mouvements de refus, de xénophobie, de racisme, se nourrissent de griefs, vrais ou faux ”⁸. Nous pouvons constater que la première problématique provient de l'immigrant et de ses propres attentes. La souffrance évoquée par son cheminement et son parcours, en plus d'être confronté à la réalité du déracinement, l'amènera à des attentes encore plus élevées de bien-être et de réussite.

⁷George, P, *Les migrations internationales*, PUF, Paris, 1976, p. 42.

⁸ *Les Canadiens et les Québécois face à l'immigration*, Cahier n° 2, septembre 1991, Direction de la coordination des réseaux, Service aux communautés culturelles, Gouvernement du Québec, Ministère de l'Éducation, p. 12.

La source des deux facteurs mentionnés ci-dessus (expulsif et attractif), se trouve au cœur des besoins économiques, politiques et démographiques, et ce autant pour la société d'accueil que pour les immigrants.

Or pour les immigrants, la pauvreté, le chômage, la guerre, l'oppression du régime dictatorial, la surpopulation sont des sources de motivation ou d'obligation à émigrer. L'immigration des Iraniens est causée par un mélange de tous les problèmes évoqués. Au début de la révolution en 1979 en Iran, ce fut la peur des représailles du régime islamique (fuite des royalistes et autres opposants au régime en place). Ensuite vient la peur de la guerre Iran-Irak et puis actuellement, la cause principale est constituée par les problèmes économiques, le chômage élevé qui force la population très jeune grandissante à immigrer. En ce qui concerne le pays d'émigration, le besoin de main-d'œuvre ou de spécialistes, la dénatalité et la condition socio-politique sont des facteurs à l'origine du fait que celui-ci reçoit les immigrants.

Cette condition socio-politique est l'un des défis les plus importants pour les pays d'émigration. Pour illustrer ce propos, je vais examiner la perspective de quelques analystes qui ont abordé ce sujet.

Gérard Fuchs, député socialiste de Paris, en parlant des immigrants, déclare “ qu'on les a fait venir parce que nous avons besoin de leur force de travail durant nos années de forte croissance ”⁹. Il confirme donc la dimension économique et plus spécifiquement le besoin de mains-d'œuvre de l'origine de l'immigration (en France). Ceci dit, il rajoute par la suite que le besoin de main-d'œuvre n'était pas le seul facteur et que la France a accueilli les immigrants parce que c'est la France, et qu'elle a retenu l'attention par sa manière de se comporter par rapport aux droits de l'homme et par cela il confirme l'étiologie socio-politique : “ Le droit d'asile est un droit que la France s'est toujours enorgueillie de respecter. Elle a accueilli au long des décennies des réfugiés politiques de bien des pays, fuyant des dictatures, des régimes totalitaires. Ce fut tout à son honneur. Ce fut également

⁹ Fuchs, G, *Ils resteront, le défi de l'immigration* (1987), Éditions Syros, p. 140.

utile à son rayonnement. »¹⁰ Même si la réalité pratique se différencie parfois de cet idéal, il n'en demeure pas moins que cet idéal peut continuer d'attirer plusieurs immigrants.

Au 16^e siècle, l'amalgame qui existait entre les pouvoirs politiques et religieux, poussait les minorités religieuses à fuir et immigrer. Par exemple, les autorités espagnoles des provinces nommées "pays bas" ordonnèrent aux protestants, soit de retourner à l'Église romaine, soit d'émigrer. Ceci confirme encore une fois l'influence de la politique (même sous une forme religieuse) en ce qui concerne les défis de l'immigration.

Aristide R. Zolberg, (1981) fut sans doute l'un des premiers auteurs à aborder la dimension politique des flux migratoires. Il estime que "tout mouvement de population peut se penser comme le résultat des efforts de trois acteurs distincts : les migrants eux-mêmes, cherchant à améliorer leurs conditions en modifiant l'emplacement de leurs activités ; et les pays d'origine ainsi que de destination, s'efforçant de contrôler le mouvement de ces individus d'après leurs intérêts propres. »¹¹

Les auteurs classiques du 19^e siècle, tels que John Stuart Mill, Malthus et Marx, se préoccupaient essentiellement de l'impact de la migration sur l'économie du pays d'émigration tenant compte du fait que le bénéfice pour le pays d'accueil était certain.¹²

Il est indéniable que les pays d'immigration sont les premiers à bénéficier ainsi qu'à contrôler le phénomène de l'immigration. C'est pourquoi les politiques d'immigration varient selon les besoins des pays d'émigration. À titre d'exemple, à l'époque de l'industrialisation intense, c'est la main-d'œuvre ou particulièrement les travailleurs non qualifiés qui ont été en demande alors que présentement, à l'inverse, tous les pays luttent contre l'immigration non qualifiée et temporaire et de plus en plus, encouragent un séjour durable des immigrants qualifiés. Autrement dit, l'immigration se réalise par la voie d'une sélection officielle. Nous pouvons donc ajouter que "lorsqu'un pays accepte des immigrants ou des réfugiés, ce n'est

¹⁰ Idem.

¹¹ Badie, B, De Wenden, C. W, *Le défi migratoire, Questions de relations internationales*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1994, p. 42.

¹² Badie, B, De Wenden, C. W, *Le défi migratoire, Questions de relations internationales*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1994, p. 93-95

pas dans un but désintéressé ou par acte de charité, même si on invoque des raisons humanitaires. Au Canada, le volume d'entrée de la catégorie d'immigrants est étroitement dépendante du contexte économique."¹³

Micheline Labelle, quant à elle, précise que l'immigration au Canada n'apporte pas une valeur ajoutée à court terme à l'économie, et que ses effets bénéfiques ne sont pas décelables dans une courte période. Cependant, à long terme l'immigration apporte le soutien démographique et l'infrastructure nécessaire à la croissance et à la prospérité économique.¹⁴ Pendant très longtemps, les économistes et les chercheurs en sciences sociales ont considéré la migration comme le résultat d'un dysfonctionnement économique et social. Toutefois, la plupart des chercheurs et sociologues tel que Bertrand Badie démontrent que la migration est un processus indispensable au bon fonctionnement du système économique international.¹⁵

Il est indéniable que, quels que soient les défis et les causes de l'immigration, il y a des tensions qui s'y rattachent, tant pour la société d'accueil que pour les immigrants eux-mêmes.

¹³ Services aux communautés culturelles, *Les canadiens et les Québécois face à l'immigration*, Ministère de l'éducation, 1992, p. 37.

¹⁴ Micheline Labelle, *Immigration, main-d'œuvre et société d'accueil : Réalités, contradictions, Nouvelles Pratiques sociales*, vol.1, no 2., 1990. p. 398.

¹⁵ Badie, B, De Wenden, C. W, *Le défi migratoire, Questions de relations internationales*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1994, p. 89-103

3. Tensions, difficultés et conflits sociaux liés à l'immigration

3.1 Les boucs émissaires ?

Malgré la nécessité qu'éprouve le pays d'émigration à l'égard des immigrants (tel que nous l'avons mentionné), ces derniers sont parfois considérés comme des boucs émissaires par rapport à différents problèmes ou malaises sociaux inhérents à la société d'accueil, lors des récessions économiques, par exemple.

Selon un sondage réalisé en octobre 1985, lorsque la question suivante a été posée aux Français : “ approuvez vous ou désapprouvez-vous les prise de position de Le Pen sur l'immigration? ”, les résultats donnèrent 31% de Français qui affirmèrent “ j'approuve ” avec trois points de plus par rapport à mai 84. En effet, Le Pen, le chef du front national lors de la campagne de 1985, avait déclaré qu'à l'heure actuelle, il y avait 3 millions de chômeurs et également 3 millions d'immigrés en France, prétendant que ces derniers sont les seuls “ responsables ” de la crise du chômage. Gérard Fuchs compare d'ailleurs cette déclaration à celle du début des années trente en Autriche qui avançait : “ 700 000 juifs-700 000 chômeurs ”. Il en déduit : “ on sait où a conduit l'aventure de ceux qui ont réussi à construire un pouvoir totalitaire en période de crise à partir de la désignation des boucs émissaires. ”¹⁶

Gérard Fuchs estime que selon les données statistiques en octobre 1986, il y a 1,6 million d'actifs étrangers en France et parmi eux seulement 298 000 chômeurs. Il affirme qu'on peut donc considérer qu'il existe 1,3 million d'étrangers exerçant un emploi.¹⁷ Au contraire des idées politiques comme celles de Le Pen avançant que les immigrants sont à l'origine du chômage, certains résultats de recherche démontrent que non seulement les immigrants ne sont pas source de chômage, mais en fait les immigrants arrivent lorsque l'économie est au

¹⁶ Fuchs, G, *Ils resteront, le défi de l'immigration* (1987), Éditions Syros, p. 45.

¹⁷ Fuchs, G, *Ils resteront, le défi de l'immigration* (1987), Éditions Syros, p. 12-47.

beau fixe. À titre d'exemple, on peut mentionner que les années 1973-1974, qui sont des années de croissance économique en France notamment, sont aussi des années de flux d'émigration.

En 1987, dans une étude menée pour le Conseil des communautés culturelles et de l'immigration au Québec, l'économiste Josée Lamoureux conclut que “ l'impact sur le taux de chômage est très marginal. En fait, il semble que le niveau de chômage soit davantage lié à la demande. C'est la conjoncture et l'environnement économique qui expliqueraient l'immigration, et non l'inverse.”¹⁸ Malgré cela, en situation de crise économique, les immigrants sont perçus comme des “ voleurs de jobs ”. L'effet bouc émissaire ne se retrouve pas seulement dans un cadre économique. En effet, on le retrouve également dans des préjugés politiques ou sociaux de tous les jours. Nous pouvons donner l'exemple de la déclaration de Jacques Parizeau, qui au lendemain de la défaite du référendum de 1995, affirma que le Québec n'était pas souverain à cause des votes ethniques. Cette déclaration a eu un impact chez les immigrants, tout particulièrement chez les Iraniens qui sont en bonne partie pour un Québec souverain.

En approfondissant le sujet, nous pouvons constater que l'immigration internationale a été l'un des facteurs qui a engendré le multiculturalisme dans les nouvelles sociétés. Nous allons regarder brièvement ces problématiques.

3.2 Le multiculturalisme

À cette étape, il est préférable de définir le concept du multiculturalisme, et avant tout selon la conception véhiculée par le gouvernement Canadien. Par ailleurs, ajoutons que ce sont les spécialistes des sciences sociales qui ont fait pour la première fois au Canada l'étude systématique du multiculturalisme à la demande de la commission royale concernant le bilinguisme et le biculturalisme (1970).

¹⁸ Lamoureux, J, *Les impacts économiques de l'immigration*, Étude pour le conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec, 1987, p. 22.

Dans le bulletin d'actualité " Le multiculturalisme canadien ", Abdou Saouab déclare que le terme " multiculturalisme " " sur le plan socio-démographique sous-entend que les diverses composantes de la population d'un pays ont des antécédents raciaux, ethniques, culturels, linguistiques ou religieux différents . La façon dont ces différences sont perçues individuellement ou collectivement par ces divers groupes déterminera en grande partie le genre de relations que ces groupes entretiendront les uns avec les autres ". De plus, sur le plan institutionnel, il définit ce concept comme l' " ensemble des diverses mesures prises par le gouvernement afin d'améliorer les relations entre les minorités ethniques et les composantes de la population qui représentent la majorité " ¹⁹. Les termes de majorité et de minorités ne sont pas employés pour décrire seulement le nombre, mais plutôt pour parler du pouvoir politique, économique et culturel de ces groupes.

Dans le cadre de cette étude, nous considérons le multiculturalisme comme la cohabitation dans une société de plusieurs groupes ethniques qui ont différentes cultures (la culture locale et les autres) qui partagent certaines valeurs communes de la culture majoritaire, tout en conservant certains traits de leur culture d'origine.

Quant au concept de culture, parmi plusieurs définitions de la culture proposées par de grands anthropologues et sociologues, nous avons choisi celle de Claude Lévi-Strauss qui définit ainsi la culture : " toute culture peut être considérée comme un ensemble de systèmes symboliques au premier rang desquels se placent le langage, les règles matrimoniales, les rapports économiques, l'art, la science, la religion. Tous ces systèmes visent à exprimer certains aspects de la réalité physique et de la réalité sociale, et plus encore, les relations que ces deux types de réalité entretiennent entre eux et que les systèmes symboliques eux-mêmes entretiennent les uns avec les autres. " ²⁰

Dans la brochure concernant le programme du multiculturalisme (Patrimoine canadien), il est indiqué que le multiculturalisme est une caractéristique fondamentale de la société canadienne qui a été établie depuis 1971 par la décision du gouvernement fédéral. La

¹⁹ Abdou Saouab, Bulletin d'actualité " *Le multiculturalisme canadien* " publié dans les publications gouvernementales de la bibliothèque du parlement, 1987, p. 2.

²⁰ Denys Cluche, *La notion de culture dans les sciences sociales*, Éditions La Découverte, 1996, p. 44.

politique du multiculturalisme a contribué à la conception d'une représentation de cette société qui se base sur les valeurs telles que l'égalité et le respect mutuel, où la race l'origine ethnique, la langue ou la religion ne rentrent pas en ligne de compte : mais où chacun a quand même droit à sa libre expression.²¹

Est-ce que cette politique égalitariste est bien respectée comme pratique sociale ? Cette question a été examinée en constatant les conflits sociaux concernant la multiplicité ethnique (l'inégalité qui touche socialement, culturellement et économiquement les diverses ethnies). Selon les statistiques publiées, la Commission des droits de la personne du Québec a déclaré en janvier 1999, que seulement dix personnes provenant de minorités culturelles ont été embauchées par la fonction publique entre 1986 et 1997²².

3.3 La discrimination

Le Conseil des relations interculturelles déclare que le taux de chômage, qui était de 11,6% en avril 1996 dans l'ensemble du Québec, atteint 10,9% parmi les non-immigrants, c'est-à-dire les personnes nées au Canada et 19% parmi les immigrants, soit les personnes nées hors du Canada.²³ Il déclare aussi "qu'au cours de nos consultations, la discrimination a souvent été mentionnée comme un facteur rendant plus difficile l'obtention d'un emploi, en particulier pour les personnes noires; même si l'impact du phénomène est difficile à mesurer, le conseil croit que les indications sur les torts causés par la discrimination suffisent pour justifier des mesures pour neutraliser ce genre d'attitude."²⁴

Également, selon cette recherche qui a été effectuée entre 1990 -1991, le groupe a rencontré 84 leaders provenant de 4 groupes ethnoculturels : haïtiens, italiens, juifs et libanais. Les leaders déclarent qu'il existe de la discrimination raciale ou ethnique, soit directe soit

²¹ *Multiculturalisme, Respect Égalité Diversité*, lignes directrices du programme, Patrimoine Canadien, p. 1.

²² Bhattacharjee Colin, *Perspectives de la FCRP*, Bulletin de la fondation canadienne des relations raciales, Automne 1999, p. 3.

²³ *La capacité du Québec d'accueillir de nouveaux immigrants*, en 1998, 1999, 2000, Conseil des relations interculturelles, Gouvernement du Québec, Octobre 1997, p. 9.

²⁴ *La capacité du Québec d'accueillir de nouveaux immigrants*, en 1996, 1997, Conseil des relations interculturelles, Gouvernement du Québec, Octobre 1997, p. 37.

indirecte. Selon eux, la discrimination, ne se fait pas seulement par les habitants “ locaux ” (les Québécois dits “ de souche ”) à l’égard des immigrants, mais elle se fait entre les différentes minorités ethniques elles-mêmes.

En ce qui concerne la question de l’embauche, certains leaders de groupes ethniques, déclarent que 35% à 60% des membres de leur communauté se trouvent au chômage. Ceci peut bien entraver leur réussite sociale et par conséquent les pousser dans les rangs inférieurs de la société (économiquement et politiquement)²⁵. Les immigrants ne seront pas des vrais citoyens s’ils ne participent pas activement à l’intérieur de la société d’accueil, leur marginalisation va à l’encontre de la politique de l’immigration. Selon le sociologue Dahlström : “ La discrimination et la ségrégation négative vont souvent de paire, en ce que les membres sans pouvoir des minorités présentent des caractéristiques de pauvreté (logement, école, etc.), ce qui n’est pas le cas pour la majorité. ”²⁶

C’est la raison pour laquelle ces dernières années, les gouvernements provinciaux ont pris des mesures afin de s’assurer de l’accès égalitaire de la population en matière d’embauche dans le secteur public. Par exemple, le gouvernement de la Colombie-Britannique a créé un secrétariat d’égalité d’accès qui surveillera l’application des normes d’équité en matière d’emploi en secteur public. Le gouvernement du Québec a décidé de mettre en place une série de mesures particulières dans le but de s’assurer que 25% des personnes qui seront engagées à la fonction publique feront partie des communautés culturelles²⁷.

De plus, il y a des discriminations qui se produisent au sein de la société et que nous ne pouvons pas observer directement. Par exemple, la discrimination que les immigrants subissent se vit aussi dans les écoles, en milieu de travail, dans les services sociaux. “ Il

²⁵ Labelle M, Lévy, J.J, *Ethnicité et enjeux sociaux. Le Québec vu par des leaders de groupes ethnoculturels*. Montréal, Liber. , 1995, p. 106-253.

²⁶ *Pluralisme culturel et identité culturelle, La situation au Canada, en Finlande et en Yougoslavie*, Unesco, 1986, page 87.

²⁷ Bhattacharjee Colin, *Perspectives de la FCRP*, Bulletin de la fondation canadienne des relations raciales, Automne 1999, p. 3.

existerait une variété de pratiques discriminatoires aux différentes étapes du processus d'embauche, des conditions de travail et de promotion. ”²⁸

“ Ce sont les nouveaux arrivants et les groupes les plus récemment installés qui en subissent les effets les plus marquants de la discrimination. ”²⁹ Les inégalités que subissent les membres des groupes ethniques dans les pays d'accueil ont rarement engendré des réactions de défense de leur part, beaucoup de membres des groupes désavantagés ont accepté les inégalités comme une épreuve incontournable. La peur, l'ignorance de la langue du pays d'accueil et des lois, sont souvent à l'origine de leur résignation.

Michel Wieviorka estime que : “ La différence culturelle fait problème précisément parce qu'elle inclut ou véhicule des significations d'un autre ordre, parce qu'elle va de pair avec des inégalités, des relations de subordination, d'exploitation, de discrimination, de rejet, de négation, parce qu'elle concerne des personnes qui se sentent plus ou moins menacées dans leur être, niées, écrasées ou exclues à la fois comme individus et comme membres d'une collectivité. On le voit particulièrement nettement avec l'immigration ”³⁰ .

En effet, la multiplicité ethnique dans les sociétés actuelles a engendré une relation de supériorité-infériorité et un rapport de dominant-dominé où ceux qui subissent la situation sont la plupart du temps inaptes à se défendre à cause de la méconnaissance de la langue locale et/ou de la loi.

Étant donné que le concept de multiculturalisme est souvent associé à celui d'ethnicité, nous devons aborder ce thème brièvement selon l'optique de quelques sociologues.

²⁸ Labelle M, Lévy, J.J, *Ethnicité et enjeux sociaux. Le Québec vu par des leaders de groupes ethnoculturels*. Montréal, Liber. , 1995, p. 95-109.

²⁹ Labelle M, Lévy, J.J, *Ethnicité et enjeux sociaux. Le Québec vu par des leaders de groupes ethnoculturels*. Montréal, Liber. , 1995, p. 110.

³⁰ Wieviorka, M, “ *culture, société et démocratie* ”, *Une société fragmentée. Le multiculturalisme au débat*. Paris , Éditions La Découverte, 1996, p. 56.

3.4 L'ethnicité

Selon Lange et Westin (1981), “toutes les définitions reconnaissent dans l’ethnicité un noyau objectif. Ce noyau peut prendre la forme de traits culturels (langue, religion, valeurs, normes), de traits territoriaux (région, pays, nationalité) ou de traits biologiques (ascendance, race, tribu)”³¹. Barth, en 1969, donnait la définition ethnologique d’un groupe ethnique comme un peuple qui se reproduit biologiquement, partage les mêmes valeurs et normes collectives dans une sphère établie de communication et d’interactions, ce peuple est identifié par lui-même et les autres comme un groupe distinct.³² Micheline Labelle déclare que “ l’ethnicité ne repose ni sur l’hérédité ni sur une socialisation incontournable et absolue, mais sur un processus complexe, basé sur des stratégies multiples (abandon, conservation, sélection, réorganisation, réinterprétation des traits identitaires.) ”³³

Le dictionnaire Larousse définit le mot ethnie comme un “ groupement de familles dans une aire géographique variable, dont l’unité repose sur une structure familiale économique et sociale commune, et sur une culture commune ”³⁴. Au Canada, le terme ethnique désigne tout simplement “ toute personne dont l’origine est autre que britannique ou française ”³⁵.

Nous avons mentionné que ce pluralisme de nos jours a ouvert dans la plupart des sociétés multiethniques, la problématique du racisme, de l’identité et de l’ethnocentrisme, ceci qui nous pousse à définir les trois concepts (racisme, identité et l’ethnocentrisme) précités.

³¹ *Pluralisme culturel et identité culturelle, La situation au Canada, en Finlande et en Yougoslavie*, Unesco, 1986, p. 89.

³² *Pluralisme culturel et identité culturelle, La situation au Canada, en Finlande et en Yougoslavie*, Unesco, 1986, p. 89.

³³ Labelle M, Lévy, J.J, *Ethnicité et enjeux sociaux. Le Québec vu par des leaders de groupes ethnoculturels*. Montréal, Liber, 1995, p. 198.

³⁴ Larousse, p.410, édition 1968.

³⁵ John Ciaccia, *Les communautés ethniques au Québec* 1979, Bibliothèque HEC, (Le nom de l’édition n’est pas écrit).

3.5 Le racisme

Le racisme est une conception de la supériorité d'un groupe ou d'une ethnie sur l'autre basée sur la différence de couleur de peau, de nationalité de religion ou de culture en général, qui implique l'exclusion de l'autre, des jugements et comportements biaisés, subjectifs, qui affectent l'exercice de la citoyenneté. En effet, la plupart du temps on identifie des groupes ethniques par un certain nombre de traits spécifiques, c'est-à-dire que c'est en se basant sur des "stéréotypes", qu'on fait des généralités à partir de cas isolés. C'est pourquoi la question de la multiethnicité reste un sujet assez controversé et complexe. Il est évident que dans une telle société multiculturelle, chaque individu interprète la différence culturelle à sa manière et par ses connaissances et à partir de ses propres expériences.

En réalité, la véritable doctrine du racisme a été formée entre le 18^e siècle et le 20^e siècle. En effet, celui-ci a été commencé par la colonisation en Afrique et la découverte du Nouveau Monde. De nos jours, la plupart des sociétés multiethniques font face au problème du racisme et c'est devenu le grand souci des sociologues contemporains. Comme l'affirment Michael Walzer et Nahman Galzer, le racisme entrave grandement l'intégration des groupes ethniques ; ils estiment que, jusqu'à ce que le racisme soit présent, les groupes ethniques vont chercher protection *dans leur propre communauté*³⁶. C'est pour cette raison que j'ai porté une certaine attention à la question du racisme au Canada ainsi qu'au Québec afin de savoir s'il est une variable significative dans l'adaptation des Iraniens.

Les résultats des sondages menés sur le comportement raciste des Québécois et des études concernant le racisme nous apprennent que ce dernier est bien présent au sein de la société, sans être considéré comme une problématique qui nécessite une réelle intervention.³⁷

Pineo, Berry, Kalin et Taylor (1977) affirment qu'il existe une inégalité sociale entre les groupes ethniques au Canada. En fait, ils s'appuient sur les données de nouvelles recherches canadiennes, selon lesquelles on apprend que les Canadiens français et les Canadiens anglais

³⁶ Wieviorka, M, " *Culture, société et démocratie* ", *Une société fragmentée. Le multiculturalisme au débat*. Paris , Éditions La Découverte, 1996, p. 43.

perçoivent le rang social des divers groupes ethniques de la manière suivante : les Canadiens occupent la première place et ensuite les Européens (les Européens du Sud et de l'Est sont plus bas), et on retrouve à la dernière place les minorités visibles³⁸. Jean-pierre Rogel estime que “ la xénophobie existe partout et on aurait tort de se voiler les yeux en affirmant que la discrimination et le racisme ne sont pas présents au Québec. Au cours des dernières années, Montréal a été la scène d'incidents violents à saveur raciste notamment des bagarres entre bandes de jeunes dans le métro ou dans les écoles. ”³⁹ Pendant la recherche, qui a été effectuée entre 1990 et 1991, le groupe de chercheurs a rencontré 84 leaders provenant de 4 groupes ethnoculturels. Bon nombre de ces leaders estiment que le racisme et l'ethnocentrisme sont des phénomènes mondiaux, qui se manifestent moins fortement au Québec qu'aux Etats-Unis et qu'en Europe. Aucun d'entre eux n'estime que le racisme est plus prononcé au Québec qu'ailleurs : plusieurs leaders soulignent au contraire, la faiblesse du sentiment raciste au Québec, insistant plutôt sur la générosité des québécois d'origine canadienne français ”⁴⁰.

De plus, le Canada (depuis 1960) est parmi les rares pays qui mettent en vigueur des règlements dans l'intérêt de ses immigrants : le principe de la non-discrimination, le principe de la réunification des familles et le principe de considérations humanitaires. Ces lois sont également appliquées au Québec.

Pour comprendre à quel point l'immigration de certains groupes ethniques est un nouveau phénomène au Québec, il faut se baser sur l'histoire qui avance qu'en 1901, la population du Québec est à 80 % d'origine française, 18% d'origine britannique et seulement à 2% d'autres origines. En 1961, la population québécoise se compose de 81% de la population française, 11 % d'origine britannique et 9% déclare une autre origine⁴¹.

³⁷ Labelle M, Lévy, J.J, *Ethnicité et enjeux sociaux. Le Québec vu par des leaders de groupes ethnoculturels*. Montréal, Liber. , 1995, p. 201.

³⁸ *Pluralisme culturel et identité culturelle, la situation au Canada, en Finlande et en Yougoslavie*, UNESCO, 1986, p. 71

³⁹ Rogel, J.P, *Le défi de l'immigration*, Institut Québécois de recherche sur la culture, 1989, p75.

⁴⁰ Labelle M, Lévy, J.J, *Ethnicité et enjeux sociaux. Le Québec vu par des leaders de groupes ethnoculturels*. Montréal, Liber. , 1995, p. 250-253.

⁴¹ *le mouvement d'immigration d'hier à aujourd'hui*, gouvernement du Québec, ISBN, 1990, p. 10.

Mentionnons que depuis les cinquante dernières années, le Québec a été en présence d'immigrants culturellement " proches " car ils étaient Français ou Britanniques et même si ce n'était pas le cas, il s'agissait d'immigrants comme des Polonais, des Italiens et des Grecs provenant toujours d'Europe.

Toutefois, ces dernières années, le Québec fait face à un mélange culturel avec des immigrants provenant de partout dans le monde. De 1981 environ à 1989, les asiatiques sont passés de 26 à 42 % du total des nouveaux arrivants et les latino-américains, de 14 à 26 % du total.⁴²

Le résultat obtenu de mes lectures et de mon analyse personnelle, concernant l'existence de la discrimination ainsi que le racisme à Québec, m'amène à croire que ces derniers phénomènes sont très rares et qu'ils ne peuvent pas être un facteur important dans les difficultés d'adaptation des Iraniens au Québec. J'y reviendrai dans mon analyse.

⁴² Rogel, J.P, *Le défi de l'immigration*, Institut Québécois de recherche sur la culture, 1989, p. 8.

3.6 L'identité

Outre le racisme, une autre composante du pluralisme social et culturel est la notion d'identité qui consiste en un ensemble d'éléments qui constituent un individu et qui permettent de le différencier et de le distinguer d'un autre individu. Nous pouvons diviser l'identité en deux catégories, l'identité personnelle et l'identité collective. L'identité personnelle est un ensemble de principes et de valeurs caractéristiques qui définissent une personne. L'identité collective est un ensemble de la culture qu'un individu partage avec son ethnie ou sa communauté et qui se traduit par un sentiment d'appartenance. Ces deux identités, collective et personnelle, sont indissociables et ont des rapports dialectiques (au sens où l'entends Bourdieu, soit l'intégration des contradictions, des oppositions et des discussions)⁴³. Notre identité personnelle est influencée par nos acquis et celle-ci est liée à l'identité collective. Le passage de l'identité collective à l'identité personnelle et le contraire est inévitable, car toutes nos expériences personnelles se heurtent à des phénomènes sociaux. Selon Parsons (1959); “l'intégration de l'individu à l'ordre social n'est pas seulement une simple compréhension et acceptation des normes sociales, mais une internalisation de celles-ci comme partie de sa personnalité et expression de son identité.”⁴⁴ Zavalloni (1984) déclare que : “ Nous n'avons jamais trouvé un projet/histoire personnel qui ne soit pas inclus dans l'histoire collective ”⁴⁵.

L'affirmation de l'identité culturelle donne lieu à l'émancipation des ethnies en tant que peuples ou groupes sociaux. C'est pour cela que le Québec, attache beaucoup d'importance à maintenir les cultures ethniques avec différents programmes mis en place (par exemple le PLE, qui est le programme des langues ethniques, ou encore le PELO, qui est le programme d'enseignement des langues d'origine, afin que les groupes ethniques puissent sauvegarder leur langue et culture d'origine).

⁴³ Gasset, Charles, *La sociologie de Bourdieu, Textes choisis et commentés*, édition Le Mascret, 1986, p. 204.

⁴⁴ Zavalloni Marisa, Louis-Guérin Christiane, *Identité sociale et conscience, introduction à l'égo-écologie*, Les Presses de l'Université de Montréal, 1984, p. 17.

Selon Tajfel et Turner 1986, “il serait fondamentalement nécessaire pour l’individu de vouloir maintenir ou atteindre une identité sociale positive en tant que membre de son propre groupe. L’identité sociale est cette “partie du soi des individus qui provient de leur connaissance de leur appartenance à un groupe social, associé à la valeur et à la signification émotive de cette appartenance”⁴⁶. Tajfel estime que pour arriver à une identité sociale positive, le groupe d’appartenance doit se distinguer des autres groupes concernant des points considérés positifs et cruciaux par l’individu membre de ce groupe. Par exemple, les noirs américains dans les années 70, ont tourné à leur avantage toutes leurs caractéristiques que les blancs anglo-saxons méprisaient (mouvement Black is beautiful).

Il faut souligner qu’il n’existe pas de communauté iranienne soudée collectivement au Québec et lorsque cette absence s’accompagne d’une adaptation et d’une intégration défailante de la société d’accueil, nous pouvons assister à une anomie et une perte d’identité déséquilibrante pour l’immigrant iranien. Au sujet de l’anomie, Durkheim disait que la société n’est pas seulement une réalité objective existant en dehors de ses membres, elle est aussi une réalité subjective qui demeure dans leur esprit et détermine tout leur être.

Durkheim accorde une grande importance à l’attachement de l’individu à l’identité collective, le besoin des humains pour ce sentiment d’attache est énorme et la présence de celle-ci est essentielle. L’absence de cette forme de solidarité saine amène une certaine désillusion, d’angoisse profonde qu’il nomme anomie. Cette dernière se manifeste par deux voies différentes ou bien un déplacement du milieu socioculturel de l’individu ou alors la collectivité dans laquelle il vit subit d’importantes transformations. En admettant les “symptômes” de l’anomie, c’est-à-dire, l’angoisse profonde et la peur qu’engendre la perte du lien social, on peut comprendre davantage certaines réactions ultra-nationalistes, voire racistes, qu’on voit dans nos sociétés actuelles. D’ailleurs l’anomie explique aussi en partie l’augmentation des sectes et des nouvelles religions qui répondent ou prétendent répondre aux craintes des individus qui “souffrent” d’anomie et soulagent et utilisent ces derniers qui sont dans un état de grande fragilité et faiblesse.

⁴⁵ Zavalloni Marisa, Louis-Guérin Christiane, *Identité sociale et conscience, introduction à l'égo-écologie*, Les Presses de l'Université de Montréal, 1984, p. 123.

A l'heure actuelle, plusieurs sociologues déclarent qu'une condition indispensable pour qu'une société multiethnique soit basée sur la justice c'est celle de reconnaître la différence identitaire. À titre d'exemple, Charles Taylor estime qu'il ne faut pas catégoriser et donner un rang aux ethnies et à leur diversité mais viser une certaine reconnaissance des particularismes. Par ailleurs, le grand souci d'autres penseurs est que le fait de reconnaître diverses identités dans une société peut nuire à l'union des groupes ethniques et peut freiner le développement d'une identité politique partagée. On craint une trop grande fragmentation sociale et on peut alors aller jusqu'à prôner " l'assimilation ". J'y reviens plus loin.

3.7 L'ethnocentrisme

Parmi les sociologues, philosophes et autres penseurs, il y en a plusieurs qui estiment que la question de l'intégration s'oppose à cette multiplicité identitaire, car si chaque ethnie se replie sur elle-même, elle ne s'intégrera jamais à la société d'accueil. Ceci est un danger important qui menace les sociétés multiethniques et qu'on nomme l'ethnocentrisme. Cette dernière consiste dans le fait, pour un ou plusieurs groupes de personnes, de se replier entièrement sur leur propre communauté sans chercher à découvrir la société d'accueil et entrer en contact avec les membres des autres communautés, ou bien c'est la culture d'accueil qui a du mal à accepter l'immigrant. Bourdieu a défini l'ethnocentrisme comme une " tendance (inconsciente) à juger tout individu ou groupe en fonction des valeurs, des règles et des comportements du groupe auquel on appartient ".⁴⁷ Selon William Graham Sumner, " l'ethnocentrisme est le nom scientifique de l'attitude qui consiste à considérer son propre groupe comme le centre de l'univers et à évaluer et à juger tous les autres groupes en fonction du sien. " ⁴⁸,

Il convient de souligner que même si la reconnaissance de la multiplicité identitaire n'est pas à l'origine de l'ethnocentrisme, ce problème existe bel et bien dans les sociétés multiethniques et ceci peut entraver l'adaptation et l'intégration des immigrants.

⁴⁶ Vallerand Robert, *Les fondements de la psychologie sociale*, Gaëtan Morin, 1994, p. 748.

⁴⁷ Gasset, Charles, *La sociologie de Bourdieu, Textes choisis et commentés*, édition Le Mascaret, 1986, p. 204.

3.8 L'apport de l'immigration

Bien que phénomène controversé, l'immigration est aussi une source de richesse importante pour les sociétés d'accueil. En effet, le pluralisme culturel est reconnu comme un apport, dans différentes sphères culturelles et scientifiques, comme l'affirment plusieurs sociologues, penseurs et philosophes. À titre d'exemple, Costa-Lascoux démontre dans son livre *Diversité culturelle ou multiculturalisme*, l'effet bénéfique de la multiplicité culturelle, en affirmant que les richesses scientifiques artistiques et littéraires de l'Europe proviennent du pluralisme culturel.⁴⁹ Juan Comas déclare que “ la civilisation implique la coexistence de cultures offrant entre elles le maximum de diversité, et consiste même en cette coexistence, et tout progrès culturel est fonction d'une coalition entre les cultures. ”⁵⁰

Selon John Ciaccia, député de Mont-Royal, les immigrants ont participé à tous les aspects de la vie du Québec. Ils ont été une force dynamique, au service du développement du Québec et du Canada. Sans eux, ce pays n'aurait pas été aussi riche en terme économique ou culturel.⁵¹

Pendant longtemps, les sociologues comme Émile Durkheim, pensaient que les sociétés se développent à partir d'elles-mêmes, donc que le changement social et culturel est le résultat d'un avancement interne. Après la seconde guerre mondiale, cette conception a été révisée, à mesure que les sociologues ont constaté que c'est l'amalgame des cultures qui amène de la richesse et des progrès aux sociétés.

Selon R. Gonnard, la richesse de l'émigration se manifeste dans différentes dimensions sociales. Démographiquement, elle assure le peuplement et maintient l'équilibre des distributions de populations dans le globe. Économiquement parlant, les émigrants procurent de la main-d'œuvre aux pays qui en ont besoin et des aliments aux pays surpeuplés.

⁴⁸ Vallerand Robert, *Les fondements de la psychologie sociale*, Gaëtan Morin, 1994, p. 735.

⁴⁹ Costa-Lascoux, J, *diversité culturelle ou multiculturalisme*, dans C.Camillera (dir), *Différence et culture en Europe*, les éditions du conseil de l'Europe, p. 160-161.

⁵⁰ Comas, J, *Le racisme devant la science*, UNESCO, 1960, P. 277.

Socialement, ils constituent un “ exutoire pour les classes paupérisées ”, se mettant à l’abri de la misère. Intellectuellement, ils facilitent la transmission de connaissances, favorisant l’évolution des civilisations. Moralement, ils provoquent l’unification de différents peuples et affirment la solidarité des races. En conclusion, selon l’auteur, aucun phénomène social, mis à part la natalité et la mortalité n’égale l’émigration, et cela autant chez les êtres humains que pour les espèces végétales et animales dans l’histoire.⁵² On conviendra qu’il s’agit d’une vision optimiste, mais qui n’est pas sans fondement.

Il faut mentionner que le Québec promeut le multiculturalisme également par les activités comme les différents festivals, expositions ou bien encore la grande variété ethnique qu’on retrouve dans la vie gastronomique montréalaise.

Trois concepts essentiels sont au centre des analyses ayant trait aux phénomènes de l’immigration, soit l’adaptation, l’intégration et l’assimilation. Nous maintenant nous y attarder.

3.9 L’adaptation, l’ intégration et l’assimilation

3.9.1 L’adaptation

L’adaptation consiste, en premier lieu selon moi, en la connaissance de la langue du pays d’accueil, jusqu’au point où l’immigrant puisse avoir une certaine autonomie qui est le fait d’établir des contacts sociaux, trouver un emploi et combler ses besoins primaires dans la vie quotidienne. Il est estimé que pour atteindre ce niveau, une durée de 5 à 6 ans est nécessaire.

Selon Graciela Duce, il y a quatre types d’adaptation qui sont : l’adaptation fonctionnelle ou la survie de base en termes économiques, l’adaptation sociale ou l’équilibre entre la vie familiale et l’environnement québécois, l’adaptation culturelle ou la participation à la vie sociale, culturelle, politique et économique québécoise et enfin l’adaptation structurelle ou la représentation d’une communauté dans l’ensemble des structures sociales, économiques,

⁵¹ John Ciaccia, *Les Communautés ethniques au Québec*, novembre 1979, page 2, bibliothèque des HEC, JV 7290. Q3 C565co.

politiques etc...⁵³. En d'autres termes, l'adaptation fonctionnelle se fait une fois que le strict minimum économique est acquis. Cette adaptation se fait d'autant plus vite que l'immigrant est aidé par sa communauté ethnique. En ce qui concerne l'adaptation sociale qui vient après l'adaptation fonctionnelle, elle constitue la phase de l'amalgame entre les valeurs familiales et relationnelles de la culture locale et la culture d'origine. Dans cette troisième phase, l'immigrant contribue et prend part à la vie culturelle locale, il devient un participant à part entière. Finalement, l'adaptation structurelle a lieu une fois que la communauté de l'immigrant est représentée dans les diverses structures sociales, politiques, économiques, etc.... Selon la plupart des recherches effectuées au Québec, les mesures prises par le gouvernement n'ont pas été assez efficaces à cette fin. Nous allons aborder le résultat de certaines de ces recherches dans les pages suivantes.

3.9.2 L'intégration

L'intégration est un processus d'adaptation effectué par l'individu qui lui permet en préservant sa culture d'origine d'avoir des rapports interactif avec d'autres groupes culturels. Selon Jacqueline Costa-lascoux : “ l'intégration est un concept flou qui permet de coordonner des politiques favorisant un processus d'acquisition de droits individuels, la construction d'une identité électorale plus libre. ”⁵⁴

La durée du processus de l'adaptation ainsi que l'intégration peut varier d'une personne à l'autre selon l'influence de plusieurs facteurs, tels que le vécu de l'immigrant avant de s'installer dans le pays d'accueil, son éducation, son âge, son sexe, son niveau de scolarité, ses projets, sa situation financière, l'écart entre sa culture et celle du pays d'accueil et “ la présence dans la société d'accueil de la communauté culturelle d'origine facilite, selon

⁵² Gonnard, R, *histoire de l'émigration*, Librairie Valois, Paris, 1927, p. 14-15.

⁵³ Services aux communautés culturelles, *Les canadiens et les Québécois face à l'immigration*, Ministère de l'éducation, 1992, p. 82-85.

⁵⁴ Costa-Lascoux.J, Weil, P, *Logiques d'états et immigrations*, Éditions Kimé, 1992, p. 292.

certaines études, l'intégration"⁵⁵. Je reviendrai d'ailleurs dans mon analyse sur ce point important.

Le Conseil des relations interculturelles du Québec constate que ces dernières années, un grand nombre des nouveaux arrivants vivent dans une situation réelle d'exclusion de la pauvreté. Cette pauvreté a été engendrée par l'absence d'intégration de ces nouveaux arrivants. (le conseil juge que "l'intégration de ces immigrants nécessite une intervention gouvernementale accrue.")⁵⁶

Plusieurs des leaders ethniques, soulignent le retard du Québec comparativement aux États-Unis et à l'Ontario, dans l'adaptation des institutions à la diversité ethnoculturelle.⁵⁷ Il est estimé également par les leaders ethniques que "[L]'absence de structures d'accueil a motivé les leaders juifs séfarades ou libanais à mettre en place des associations communautaires ou religieuses."⁵⁸

En effet, il y a des groupes ethniques qui se sont installés au Québec depuis des décennies. Ils ont bâti leurs réseaux de travail et bénéficient d'une collaboration interne. Parmi eux, comme la communauté juive, il y a également des groupes ethniques qui ont leurs propres services sociaux.⁵⁹

De ce fait, la grande lacune au niveau de l'adaptation des immigrants iraniens au Québec, peut être, par hypothèse, l'absence d'une communauté iranienne organisée et active. Les immigrants reçus ou réfugiés, n'ayant pas des services efficaces à portée de la main, peuvent éprouver diverses difficultés administratives, affectives ou autres dans leur processus d'adaptation à la société québécoise. J'intégrerai cette dimension dans ma recherche.

⁵⁵ Services aux communautés culturelles, *Les Canadiens et les Québécois face à l'immigration*, Ministère de l'éducation, 1991, p. 85.

⁵⁶ *La capacité du Québec d'accueillir de nouveaux immigrants*, en 1998, 1999, 2000, Conseil des relations interculturelles, Gouvernement du Québec, Octobre 1997, p. 2-3.

⁵⁷ Labelle M, Lévy, J.J, *Ethnicité et enjeux sociaux. Le Québec vu par des leaders de groupes ethnoculturels*. Montréal, Liber. , 1995, p. 134.

⁵⁸ Labelle M, Lévy, J.J, *Ethnicité et enjeux sociaux. Le Québec vu par des leaders de groupes ethnoculturels*. Montréal, Liber. , 1995, p. 30.

⁵⁹ Labelle M, Lévy, J.J, *Ethnicité et enjeux sociaux. Le Québec vu par des leaders de groupes ethnoculturels*. Montréal, Liber. , 1995, p 42-43.

Mais il est clair, selon le Conseil des relations interculturelles, que “ le MRCI ne peut pas être appuyé uniquement par les organismes communautaires. L’efficacité des mesures d’intégration et d’établissement repose aussi sur une meilleure concentration et collaboration des partenaires gouvernementaux et institutionnels.”⁶⁰ John Ciaccia déclare que “ les gouvernements dans l’intégration des groupes ethniques ont un rôle de leader à assumer dans ce domaine car en acceptant de recevoir ces gens, ils ont contracté des obligations à leur égard.”⁶¹

La plupart des écrits affirment que c’est l’État, avec les mesures prises par le gouvernement, qui doit prendre en main l’adaptation et l’intégration des nouveaux arrivants qui immigreront. “ Il est essentiel de mettre sur pied des services d’accueil pour les nouveaux arrivants afin de générer de meilleurs rapports entre eux et la société Québécoise.”⁶² Le Conseil des relations interculturelles déclare que “ le développement d’employabilité et de l’emploi sont donc incontournables dans toute politique d’immigration et en particulier dans les efforts pour arriver à une réorganisation accrue.”⁶³ Le Conseil estime qu’il faut mettre l’accent d’abord sur l’intégration des personnes déjà établies au Québec. Par conséquent, il aura d’autant plus de pouvoir de garder ses immigrants sur son territoire et d’en attirer d’autres.⁶⁴

Il est indéniable que la connaissance de la langue du pays d’accueil a un rôle très important dans l’adaptation des immigrants. Malgré ceci, nous constatons que le nombre d’immigrants qui ne connaissent ni l’anglais, ni le français, a augmenté au fil des ans. Au début des années 70, 30% des immigrants ne parlaient ni anglais, ni français, et entre des années 1986 à 1989 ces derniers arrivent à 45% .⁶⁵ Considérant que la connaissance de deux langues au niveau

⁶⁰ *La capacité du Québec d’accueillir de nouveaux immigrants*, en 1998, 1999, 2000, Conseil des relations interculturelles, Gouvernement du Québec, Octobre 1997, p. 2.

⁶¹ John Ciaccia, 1979, *Les communautés ethniques au Québec*, Bibliothèque HEC, côte : JV 7290.Q3 C565co (Le nom de l’édition n’est pas écrit). p. 5.

⁶² John Ciaccia, 1979, *Les communautés ethniques au Québec*, Bibliothèque HEC, côte : JV 7290.Q3 C565co (Le nom de l’édition n’est pas écrit). p. 43.

⁶³ John Ciaccia, *Les communautés ethniques au Québec*, 1979, Bibliothèque HEC, côte : JV 7290.Q3 C565co (Le nom de l’édition n’est pas écrit). p. 3.

⁶⁴ *La capacité du Québec d’accueillir de nouveaux immigrants*, en 1998, 1999, 2000, Conseil des relations interculturelles, Gouvernement du Québec, Octobre 1997, p. 3-14.

⁶⁵ *Le mouvement d’immigration d’hier à aujourd’hui*, 1990, Direction des communications du ministère des communautés culturelles et de l’immigration. p. 47.

du travail est nécessaire au Québec, ceci peut encore entraver davantage l'adaptation des immigrants au Québec. Mais ceci reste pour le moment une hypothèse.

Il serait pertinent de mentionner que, tout au long de mes lectures, j'ai pu constater que les coupures budgétaires au Québec avaient un rôle important sur certains aspects de l'adaptation de ces immigrants. Il faut considérer que " la faiblesse de l'économie québécoise n'aura pas permis à plusieurs nouveaux arrivants d'actualiser leur potentiel sur le marché du travail ”⁶⁶ "Jusqu'au début des années 80, la problématique de l'immigration au Québec a été conçu uniquement en termes d'intégration et de choix linguistiques, c'est-à-dire dans l'espoir que le français obtienne une part beaucoup plus importante des transferts linguistiques qu'auparavant. Dès le milieu des années 80, les études ont démontré que les nouveaux arrivants allophones s'intègrent davantage à la communauté francophone, modifiant la perception. La perception est que les immigrants vont toujours privilégier l'intégration à la communauté anglophone. ”⁶⁷

Nous partageons l'opinion des sociologues qui affirment que la seule voie pour accéder au succès dans sa nouvelle société pour un immigrant est sa parfaite intégration dans celle-ci. Sur ce point, il n'y aurait pas une contradiction entre la reconnaissance de l'identité ethnique et son intégration. Nous estimons et c'est là un postulat, qu'il n'y a pour la population immigrée que deux voix possibles, celle de l'adaptation ou celle du retour dans son pays si l'immigrant ne veut pas sombrer dans l'anomie. Étant donné que dans la plupart des cas, le retour est impossible, l'adaptation reste la seule solution pour que l'immigrant puisse correctement mener sa vie et s'enraciner. Dans le cas contraire, il pourrait être marginalisé et déséquilibré, ou encore, il risque de se replier complètement sur sa communauté ethnique, au point de former une petite société coupée de la société dans laquelle il a immigré.

L'adaptation ne va pas de soi. Elle dépend d'un ensemble de conditions propices à la réalisation de celle-ci. En outre, elle exige une grande volonté de la part de l'immigrant afin qu'il puisse confronter de multiples conflits ; l'adaptation demande des moyens et des outils

⁶⁶ *La capacité du Québec d'accueillir de nouveaux immigrants*, en 1998, 1999, 2000, Conseil des relations interculturelles, Gouvernement du Québec, Octobre 1997, p. 15.

adéquats dans l'accomplissement de cette tâche. A titre d'exemple, nous pouvons évoquer l'importance de la visibilité de l'immigrant dans les sphères d'activités de la société. Nous allons traiter de cette question dans la section consacrée à l'adaptation des Iraniens.

3.9.3 L'assimilation

Park donne une définition de l'assimilation comme étant le processus de l'interpénétration et de fusion par lequel “ personnes et groupes acquièrent mémoires, sentiments et attitudes des autres personnes ou groupes, façonnés par leur expérience et histoire, sont incorporés dans une vie culturelle commune ”.⁶⁸ L'assimilation consiste au détachement de l'individu de sa culture d'origine et nécessite de changer intérieurement pour être accepté par le groupe externe.

“La France fut, depuis les premiers vagues migratoires au XIX^{ème} siècle, un pays qui menait envers ses migrants une politique d'assimilation. Une assimilation qui apparaît comme une œuvre dont la France peut-être fière.”⁶⁹ En Amérique du Nord, l'assimilation fut aussi valorisée, surtout entre 1920 et 1960. La politique canadienne voulait que l'immigrant se conforme aux normes et usages des institutions canadiennes. Park estimait que l'assimilation des immigrants était une étape inévitable. Il critiquait ceux qui utilisaient des méthodes pour assimiler les immigrants, selon lui ce phénomène devait couler de source. Mais, depuis les années 60, “ les constats que les mécanismes d'assimilation auraient perdu de leur efficacité, se sont multipliés jusqu'à devenir une banalité. Le terme lui-même s'est déprécié. Nous étions alors à l'heure de la décolonisation et l'assimilation était associée à la période coloniale.”⁷⁰ En effet, après les années 60, les sociologues ont réalisé qu'en gardant leurs repères et leur culture, les immigrants arrivaient à s'adapter plus facilement et ainsi,

⁶⁷ *Analyse et mesure de la mobilité linguistique*, actes du séminaire sur les indicateurs des immigrants, Centre d'études ethniques de l'immigration à Montréal, Veltman Calvin, 1994, p. 7.

⁶⁸ Bastenier, A, Dassetto, F, *Immigration et espace public, La controverse de l'intégration*, CIEMI L'HARMATTAN, 1993, p. 95.

⁶⁹ André Jacob, *Transformations sociales et rapports interethniques*, recueil de textes, INS 7360(20), UQAM, p. 124-126.

⁷⁰ André Jacob, *Transformations sociales et rapports interethniques*, recueil de textes, INS 7360(20), UQAM, p. 124-126.

graduellement l'assimilation cède sa place à une politique « d'adaptation ».⁷¹ En effet, comme le souligne Jean-Pierre Rogel, “ Il existe ... une assimilation à plus long terme. Les immigrants doivent se fondre dans la culture d'accueil, mais graduellement et sans que cela signifie une renonciation totale à leur culture d'origine. Les États-Unis et le Canada sont dans cette tradition, qui est liée à leur situation particulière de nations à émergence récente et à forte immigration.”⁷²

Dans les parties précédentes, nous avons abordé les causes, les défis, les conflits de l'immigration, ainsi que les richesses qui en découlent. De plus, nous avons traité d'un aspect primordial de l'immigration qui se trouve être la dimension de l'adaptation et de l'intégration. Nous allons rapidement aborder l'immigration au Canada, ainsi qu'au Québec.

⁷¹ Del Balso Michel, *L'assimilation et les études ethniques en Amérique du Nord*, Les cahiers de recherches sociologiques, vol.2, p. 49-61.

⁷² Jean-Pierre Rogel, *Le défi de l'immigration*, Institution Québécois de recherche sur la culture, 1989, p. 98.

4. Quelques données historiques sur l'immigration au Canada et au Québec

À la suite de la conquête de la Nouvelle-France par les Anglais, en 1760, les Écossais et les Irlandais vont aussi s'installer au Canada; mentionnons cependant que les premiers venus au Canada étaient les Français dans les années 1608. “ De 1901 à 1914, le Canada bénéficie du plus fort courant d'immigration de son histoire, en 1913 seulement le Canada accueille 400 000 immigrants. Il convient de souligner que de 1901 à 1921 la proportion de la population d'origine britannique et française diminue, alors qu'au contraire, les autres origines ethniques progressent. L'afflux s'interrompt brusquement avec la guerre. L'immigration reprend dans les années 20. ”⁷³

De 1860 à 1939, plus de six millions d'immigrants se sont installés au Canada (à cause de l'intolérance religieuse et la peur de la guerre, en provenance en majorité de l'Europe et constituant la principale immigration au Canada). Ces six millions d'immigrants s'installent majoritairement au Québec ou en Ontario.

Cependant dans la même période (commencement de la deuxième guerre mondiale), plus de deux millions de la population du Québec vont émigrer à cause du manque de terre cultivable et de développement industriel. À la fin de la deuxième guerre mondiale, le Canada va recevoir plus de huit millions d'immigrants dont un million et demi s'installent au Québec.

Le besoin de main d'œuvre est un élément mobilisateur de la croissance des flux d'immigration, surtout depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.⁷⁴ “ Un canadien sur sept est entré au pays depuis 1946 ”⁷⁵ Depuis la seconde guerre mondiale, le Canada a sélectionné ses immigrants plus minutieusement pour répondre à la demande du marché du travail (des asiatiques ayant des hautes qualifications scolaires).

⁷³ *Pluralisme culturel et identité culturelle, la situation au Canada, en Finlande et en Yougoslavie*, UNESCO, 1986, p. 24

⁷⁴ Badie, B, De Wenden, C. W, *Le défi migratoire, Questions de relations internationales*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1994, p. 60.

⁷⁵ George, P, *les migrations internationales*, PUF, Paris, 1976, p. 1.

Le Québec a accueilli sur le territoire plus d'un million de personnes de 1946 à 1989, dans le contexte des admissions du programme d'immigration internationale (donnant droit à une résidence permanente). Ce qui représente 18,7% du mouvement au Canada au cours de la période (volumes annuels moyens de 25 400 immigrants).

Mackenzie King en 1947, redonne de l'importance à l'immigration pour peupler le Canada et contribuer à l'essor économique. Il précise cependant que l'entrée de certaines catégories modifierait fondamentalement la population canadienne. Ainsi, la loi sur l'immigration fut reformulée en 1952.

Au cours des années 50, se produit l'immigration de nombre d'italiens, de grecs et de portugais due principalement à l'économie en difficulté en Europe méridionale. Le gouvernement Canadien est en pleine croissance économique par une industrialisation rapide où la main d'œuvre devient une nécessité. Ainsi il subventionne le transport des immigrants et accorde des prêts d'indemnités de passage.

Avant les années 60, le Québec a été considéré comme une porte d'entrée pour la plupart des immigrants reçus au Canada.

L'immigration au Canada a été liée au phénomène du peuplement de l'ouest du Canada. Dans ce contexte, des immigrants résidaient provisoirement au Québec afin de se diriger par la suite dans les régions anglophones où ils percevaient leur chance de réussite socio-économique plus facile. Par exemple, la moyenne annuelle des immigrants admis au Québec par rapport au Canada durant les années 1951-1960 était de 21%⁷⁶.

Au cours des années 60, le Québec a pris conscience de la nécessité et de l'effet bénéfique de l'établissement des immigrants sur son territoire. De ce fait, le Québec commence à négocier avec le fédéral afin de maîtriser et de contrôler la sélection, le nombre et les caractéristiques de ses immigrants.

⁷⁶ *le mouvement d'immigration d'hier à aujourd'hui* (1990), Direction des communications du ministère des communautés culturelles et de l'immigration. p. 31, tableau 2.

Au début des années 60, on assiste à une baisse économique au Canada, se traduisant par une diminution du mouvement d'immigration à cause de l'essoufflement de la situation économique canadienne. En 1962, vient s'établir un nouveau règlement au niveau de la sélection avec des exigences reliées à l'instruction, la formation professionnelle et la compétence pour occuper un poste, le but étant d'équilibrer les entrées en fonction des besoins de main-d'œuvre. On assiste donc à une politique d'immigration canadienne qui devient une politique économique. Surtout, précisons que cette politique d'immigration sélective en fonction des besoins économiques acquiert une sélection universelle objective, sans discrimination à l'égard de l'origine nationale, raciale ou ethnique.

Dans les années 70, pour la première fois, les considérations démographiques ne se basent plus sur le but de peupler le Canada mais sur des objectifs reliés sur la situation démographique future ainsi que la qualité de vie et le bien-être de la population. À cette époque, il faudrait également souligner la rédaction d'un livre vert (en 1974), la sanction d'une nouvelle loi (en 1976) ainsi l'entrée en vigueur d'une réglementation changée (en 1978) en matière d'immigration.

Cette loi confirme que l'immigration doit être en rapport à l'essor économique pour tous les Canadiens et ne pas entraver les buts démographiques du Canada.

Au cours de cette période, le Québec s'est finalement entendu avec le fédéral pour jouer un rôle sur le terrain pour mieux maîtriser son immigration comme informateur (en 1971), aviseur (en 1975) et responsable de la sélection à l'étranger (en 1978). Par ailleurs, le mouvement d'immigration continue à baisser (20 % de moins que dans les années 60), ce qui reflète bien le fait que la situation économique du Québec dans l'ensemble du Canada connaît une chute.

Le Canada fait une sélection de ses immigrants en fonction d'une pénurie de main-d'œuvre. Les années 80 sont marquées par une augmentation des réfugiés dans le monde à cause des grands événements, des guerres civiles, des mouvements de populations. Dans les années 80, se confirme la sélection universelle basée sur des objectifs démographiques, socioculturels et économiques et en regard des coutumes humanitaires du Québec. Par ailleurs, la crise

économique du début des années 80, força une restriction des nouveaux arrivants au Québec. C'est pourquoi, entre 1981 et 1985 le Québec a accueilli moins de 18000 immigrants par année. À partir de 1986, on assiste à un essor économique québécois ainsi qu'à un ralentissement de l'accroissement de la population active. C'est pourquoi le Québec a accueilli environ 26,500 immigrants annuellement. L'année 1989 est marquée par le volume le plus élevé des deux dernières décennies, le Québec reçoit plus de 33,600 immigrants, la cause principale de cela étant la présence de revendicateurs du statut de réfugiés. D'ailleurs, mentionnons qu'“ en 1985, le taux de fécondité au Québec est de 1,4 enfants par femme et selon les règles démographiques ; 2,1 enfants sont nécessaires pour assurer la continuité des générations ”.⁷⁷

Ainsi le Québec a besoin d'immigrants qui visent une implantation à long terme et de façon définitive pour compenser le bas taux de natalité. Comme nous l'avons mentionné, le volume d'immigrants du Québec évolue donc considérablement. En effet, en 1989, les admissions atteignent plus de 33,600 immigrants, et 40,000 à 50,000 entre 1990 et 1993 par année, ce qui est le chiffre le plus élevé depuis les 20 dernières années.⁷⁸ Il y a par la suite, une baisse de ce nombre, dû aux problèmes économiques et à la difficulté d'absorber cette nouvelle population active. Le gouvernement a décidé de ralentir le rythme d'entrée des immigrants entre les années 1994 à 1997, où il a accepté à peu près 26 000 à 28 000 par année. Dans ces mêmes années, le Québec a accepté 500 Iraniens par année.

Cette baisse du volume en matière d'immigration ne convient pas à la politique de développement démographique du Québec, car ce dernier avait envisagé de recevoir 60,000 à 65,000 par année, après les années suivantes de 1989. On peut ainsi constater que les fluctuations du nombre d'immigrants iraniens sont proportionnelles aux variations du nombre total d'immigrants acceptés dans la province. En effet, en Ontario où le nombre d'immigrants n'a cessé de croître d'année en année, on a également pu noter une hausse du nombre d'immigrants iraniens, et ainsi un respect de la tendance général.

⁷⁷ Labelle, M, «Immigration, main-d'œuvre immigrée et société d'accueil» , dans *Nouvelles pratiques sociales*, v1, n2, 1990, p. 395.

⁷⁸ *le mouvement d'immigration d'hier à aujourd'hui* (1990), Direction des communications du ministère des communautés culturelles et de l'immigration. p. 7-31.

Il faut mentionner que la population immigrante au Québec, par rapport aux autres provinces, s'accroît très lentement; à titre d'exemple en 1986, 16% de la population canadienne, soit 1/6 est immigrante à l'origine, tandis qu'au Québec, seulement 8,2% de la population est d'origine immigrante. De la même manière, entre 1991 et 1996 le nombre d'immigrants au Québec s'est accrue que de 3,5%, alors que les autres provinces ont accueilli beaucoup plus de migrants: La Colombie-Britannique 13,5% et l'Ontario 6,6%. ⁷⁹

D'ailleurs, il serait pertinent de préciser qu'en 1986, l'année de l'apogée de la guerre en Iran et de l'intégrisme islamique, le nombre d'immigrants iraniens arrivés au Québec s'élève à 3435, ce qui représente approximativement la moitié du nombre total d'immigrants iraniens actuellement au Québec.

À l'heure actuelle, la mondialisation, la globalisation des échanges, la pression économique, spatiale, la guerre et la politique donnent un sens à la migration et pour le Canada ainsi que le Québec, la raison centrale est la contrainte économique ou démographique.

⁷⁹ *La capacité du Québec d'accueillir de nouveaux immigrants*, en 1998, 1999, 2000, Conseil des relations interculturelles, Gouvernement du Québec, Octobre 1997, p. 12.

5. L'IRAN : Problèmes sociaux et politiques à l'origine de l'émigration d'une partie de la population iranienne.

5.1 La situation géographique et démographique

Afin de bien situer le cadre de notre recherche, nous devons donner une brève description géographique, socio-économique, culturelle et politique de l'Iran.

L'Iran, qui a une superficie de 1,648 million km carrés et une population de 64 625 455 habitants (en 1995), est situé au Moyen Orient, au bord du Golf Persique, et est composé de différentes ethnies (Perses 51%, Azari 24%, Guilaki et Mazandarani 8%, Kurde 7%, Arabe 3%, autres 7%). La religion est l'Islam et la langue officielle est le persan.

5.2 Les causes principales de l'immigration des Iraniens

Le peuple iranien n'est pas familier à l'exode et l'immigration. En effet, l'Iran a eu depuis des siècles, une situation géopolitique stable du fait de sa prospérité. La cause principale de l'immigration des iraniens fut la révolution qui a eu lieu en 1979 et qui renversa la monarchie absolue vieille de 2500 ans. Avant cet événement, en 1971, selon Statistiques Canada il n'y avait seulement que 135 Iraniens au Québec (cf. Tableau) . Dans les tous premiers temps de la révolution, nous avons eu un exode des dirigeants du régime du Shah et de la noblesse qui possédaient le pouvoir, ensuite c'est l'émigration de l'élite intellectuelle qui fuyait l'oppression du régime et la crainte des exécutions de tout opposant ou critique du régime. Il y avait aussi quelques mouvements politiques importants s'opposant au régime islamique et à la monarchie qui ont pris de l'ampleur après la révolution (avec une lutte armée dans certains cas) ; ces opposants au régime ont également été contraints de s'exiler pour sauver leur vie.

Une autre vague d'émigrants s'est ajoutée à ces groupes en 1980 avec la guerre contre l'Iraq. En effet, des familles entières se sont enfuies d'Iran pour éviter les bombardements et sauver ainsi leur vie (ou éviter le départ de leurs jeunes garçons à la guerre).

Pourquoi une dynastie en apparence assurée, dirigeant son pays avec une puissance énorme vers une modernité la plus avancée s'effondre en quelques jours? Selon le spécialiste de l'Iran Farhad Khosrokhavar⁸⁰, nous pouvons attribuer la révolution à trois facteurs qui ont indéniablement contribué à provoquer l'avènement du régime islamique. Premièrement, une jeunesse assoiffée de réformes qui ne peut plus se situer dans le cadre conservateur de la noblesse monarchique iranienne. Deuxièmement, c'est l'insatisfaction due à une modernisation excessive et une occidentalisation (désirées par le Shah) inappropriées pour une société iranienne traditionaliste où certaines valeurs orientales sont ancrées depuis des siècles. Enfin, la conjoncture économique, la récession, ses conséquences (la distribution inégalitaire des revenus), la technocratie de l'administration, la corruption et les fastes de la cour et de la famille royale ont contribué à la chute du régime monarchique et à l'avènement de la révolution islamique.

Micheline Milot estime que l'avènement au pouvoir d'une vague religieuse radicale dans diverses sociétés qui a pu mobiliser des peuples est corrélatif aux insatisfactions profondes des populations face à des régimes coloniaux ou autoritaires. En outre, la disparition de la religion de la vie publique semblait comme un élément fortement lié à la modernité. Les mouvements religieux fondamentalistes et intégristes ont servi à exprimer la peur et l'angoisse des individus ; leur refuge dans cette attitude conservatrice peut s'expliquer par un désir de protectionnisme des traditions contre une modernité qui s'impose brutalement. Ces mouvements surviennent en favorisant une reconstruction identitaire et une correction des diverses déviations sociales en se basant sur un retour à une interprétation radicale de la religion. Pour eux, c'est le fait de perdre l'emprise des codes religieux qui est à l'origine du chaos dans la société moderne. Pour eux, l'islam consent à répondre aux aspirations modernes. L'islam présente une meilleure voie que le communisme et le capitalisme, capable

⁸⁰Farhad Khosrokhavar, *L'utopie sacrifiée, sociologie de la révolution iranienne*, presse de la fondation nationale des sciences politiques, p. 65-66.

de modérer les désirs individuels et collectifs et favoriser une réorganisation sociale et politique.⁸¹

Gérard Fuchs⁸² estime que “ la révolte contre le Shah a été la révolte des laissés-pour-compte de la modernité, de ceux qui, justement, mesuraient l’identité qu’ils perdaient mais pas celle qui leur était proposée en échange. ” Selon lui, le Shah, absorbé dans ses ambitions de modernité avancée, délaissait ceux qui n’étaient pas prêts à s’adapter culturellement à cette modernité, en l’occurrence la majorité de la population vivant “ hors du temps ” ayant trouvé comme mode d’expression l’identification à l’islam.

Pour mieux comprendre les enjeux et les raisons de l’exode des immigrants des dernières années, il faut analyser les lacunes et problèmes de la nouvelle société iranienne et faire un constat de la situation politique, sociale et économique. L’Iran est sous l’emprise d’un régime essentiellement marqué, depuis 1979, par l’autoritarisme d’une théocratie peu propice à un respect des libertés fondamentales. En effet, le système institutionnel iranien, tel qu’il fonctionne aujourd’hui, présente l’originalité de faire cohabiter deux légitimités. Une légitimité démocratique et politique, d’une part, issue du suffrage populaire et une légitimité religieuse, d’autre part, incarnée en priorité par le Guide de la Révolution. Ainsi, la “cohabitation à l’iranienne” se caractérise par un déséquilibre structurel qui oppose un pouvoir absolu à une légitimité populaire.

5.3 L’Iran : problèmes sociaux, économiques et politiques

L’Iran est un pays avec un grand potentiel matériel et une certaine puissance sur la scène internationale. Sa force économique, soutenue par le cours du pétrole, lui confère un rôle stratégique en tant que membre de l’OPEP⁸³. Cependant, la gestion chaotique des institutions, la distribution inégale des revenus, la corruption et surtout les innombrables

⁸¹ Micheline Milot, *Cahiers de recherche sociologique. La sociologie face au troisième millénaire*, département de sociologie de l’UQAM, 1998, p. 153-177.

⁸² Fuchs, G, *Ils resteront, le défi de l’immigration (1987)*, Editions Syros, p. 131

⁸³ Rapport du Sénat français pour la commission des affaires étrangères fait en juillet 2000.
<http://www.senat.fr>

conflits politiques, qui ne permettent pas le consensus sur les grandes questions sociales et économiques, déchirent le pays. Les jeunes Iraniens, mieux éduqués que leurs ancêtres et armés de leur droit de vote dès 16 ans, exigent aussi des réformes. Ils refusent de se plier à la théocratie oligarchique caractérisée par le contrôle des institutions les plus puissantes par les intégristes religieux, tandis que ces derniers s'accrochent à leurs positions et supportent mal l'élan de démocratisation qu'ils considèrent anti-islamique.

En analysant la situation iranienne, nous ne pouvons pas passer à côté du déséquilibre structurel qui oppose un pouvoir absolu à une légitimité populaire. C'est un pays où, au nom de l'Islam, les intégristes religieux tentent d'étouffer les réformes et le désir de modernité exprimé par le peuple iranien, qui s'oppose non pas à la religion, mais aux religieux.

L'État est compris, par les religieux, comme un instrument et une institution de la volonté divine; ainsi, le pouvoir du clergé est quasiment illimité. Quand un groupe réussit à manipuler des institutions aussi puissantes pour atteindre leurs fins, les effets peuvent être dévastateurs pour le reste de la population. Effectivement, en regardant de plus près la conjoncture iranienne actuelle, nous remarquons que la pauvreté écrasante des masses populaires, les excès et la corruption des élites politiques, les conflits socio-politiques sans fin, etc.

Il est important de souligner que la révolution iranienne a eu aussi un impact sur les femmes iraniennes et leurs droits. En effet, le premier changement entrepris par le régime islamique concernait la vie des femmes allant de leur habillement jusqu'à leur vie professionnelle, leur enlevant toute liberté individuelle et sociale. Car le gouvernement islamique conservateur voit dans l'émancipation des femmes un danger qui menace sa morale et ses intérêts. Donc, il continue à rabaisser les femmes et réduire leurs droits en tant qu'une caste, une classe, un sexe. Les dirigeants justifient l'infériorisation des femmes par des paroles séduisantes qui expliquent la protection de ces dernières. Les femmes doivent être voilées et cachées comme des bijoux dans un coffre. La maternité est le devoir sacré de la femme qui lui assure l'accès au paradis. La femme qui obéit à son mari accomplit son devoir coranique. Autrement dit, l'oppression des femmes en Iran est omniprésente. L'abolition de la discrimination sexuelle

pratiquée dans un cadre exprimant la volonté de Dieu semble impossible, donc les femmes iraniennes qui résident à l'intérieur du pays n'ont aucune possibilité de s'opposer aux lois exercées concernant leur oppression.

Dans son numéro daté du 24 novembre 1998, le magazine Zan⁸⁴, révèle que sur 4,5 millions de filles âgées de 10 à 14 ans, 49 000 étaient déjà mariées moins et 3 000 d'entre elles sont déjà veuves, suite au décès de leur mari, trop âgé. Dans le Code civil iranien en effet (modifié en 1981), l'âge de la majorité d'une fille est de neuf ans (âge auquel elle peut donc être mariée) - contre quinze ans pour un garçon. Par ailleurs, l'autorisation du père est nécessaire pour la célébration du mariage d'une fille, quel que soit son âge. Ce n'est là que l'un des multiples aspects de la discrimination à l'égard des femmes. Parmi les événements les plus récents aggravant encore cette situation, le Parlement iranien a voté en septembre 1998 une loi sur "l'adaptation des institutions médicales aux principes de la Sharia", qui exige une séparation des établissements médicaux pour hommes et pour femmes - au risque de créer des situations aberrantes, car, par exemple, la majorité des infirmières sont des femmes et la chirurgie cardiaque en Iran est classiquement une spécialité d'hommes. À l'image de ce qui a eu lieu en Afghanistan, cette loi ne peut guère que porter préjudice aux malades, et aux femmes en particulier, et menacer la santé publique.

Il est indéniable que l'Iran est en train de vivre des changements majeurs autant aux niveaux politique et social qu'au niveau économique. Mais, ces changements ne se font pas sans heurts, ni rapidement. Dans un pays où la plus importante source de revenus est l'industrie pétrolière, l'ensemble de la population iranienne ne semble pas profiter de ses retombées financières importantes. La pauvreté, la corruption généralisée et un marché noir important sont tous des signes d'une économie en difficulté. Cette situation morose se maintient malgré la récente et brusque hausse de l'industrie pétrolière, qui a porté le prix du baril aux alentours de 30\$. Cette industrie, procurant 85% des devises au pays, a connu une dangereuse baisse de production, passant de 6 millions de barils par jour en 1978 à 3,8 millions en 2000. Ceci empêche le pays de profiter pleinement de ses ressources et constitue un des effets importants de l'embargo déclaré par les États-Unis. Il existe des insuffisances

structurelles importantes de l'économie en Iran. Le secteur public est omniprésent, en effet, l'État iranien détient la plupart des moyens de production, soit près de 85 % des ressources du pays dont le pétrole, la pétrochimie, l'industrie lourde, la construction mécanique, l'électricité, les télécommunications, etc. L'appareil productif iranien s'inscrit donc dans le cadre dirigiste d'une économie sur-réglée.

Il convient de préciser que les services publics ne se limitent pas, en Iran, à l'État au strict sens de son terme : les fondations religieuses, qui se rapportent au service public, y tiennent une place essentielle. Au départ, ces fondations avaient été créées, lors de l'avènement de la République islamique, pour gérer les biens confisqués des grands capitaux appartenant à ceux qui avaient quitté l'Iran en 1979. On estime désormais que les Fondations, gérées essentiellement par des religieux, grâce aux avoirs dont elles disposent, représentent près de 40 % du PIB iranien⁸⁵. Bien qu'elles contrôlent des centaines d'entreprises de production, leurs activités sont essentiellement tournées vers les secteurs du commerce, de l'importation des biens de consommation et de la spéculation sur les devises. Non seulement elles sont exemptées d'impôt, mais elles échappent à tout contrôle de la part du gouvernement (leurs dirigeants étant désignés par le Guide suprême). Face à ce monopole quasi-féodal, le secteur privé ne peut pas lutter.

De plus, l'économie iranienne est trop subventionnée et ce système de subvention qui est fondé sur une conception " sociale " du développement économique est une source de nombreuses distorsions économiques. Il n'est pas sans lien, par ailleurs, avec le réseau de clientélisme politique, rôdé par 20 années de République islamique. " Ce système est, bien sûr, source d'enrichissement et de corruption. Mais il permet aussi une redistribution clientéliste, sous forme de remise d'objets de consommation, par exemple, à l'employé méritant, à la famille d'un martyr de l'islam. Ce système de redistribution par l'État est un substitut à une révolution sociale qui n'a pas eu lieu. Il accentue souvent les inégalités sociales par un favoritisme qui décourage l'investissement productif et la créativité des leaders d'industrie, attirés par la perspective alléchante de gains faciles dans la

⁸⁴ Magazine d'actualité féminine (Zan veut dire femme en Iran) qui est publié en Iran.

spéculation.”⁸⁶ Les inégalités sont également alarmantes. Si l'on s'attarde sur quelques statistiques, le PIB par habitant iranien a été divisé par trois en une vingtaine d'années, passant de 2150\$ en 1978 à 700\$⁸⁷. Le rial (monnaie nationale) a perdu plus de cent fois sa valeur et le pouvoir d'achat des familles a été divisé par quatre.

Mais depuis la révolution islamique que l'économie iranienne traverse une grave crise. Le gouvernement ne fournit pour le moment que des projets très flous sur la réforme économique dont le pays a grandement besoin. En effet, 20% de la population active se trouve au chômage⁸⁸ (12,5% officiellement), plus de 50% de la population vit sous le seuil de pauvreté et le pays a une dette extérieure de 22 milliards de dollars. Les fondements de l'État iranien font des violations des droits de l'Homme une conséquence “naturelle” de l'appareil juridico-politique iranien. En effet, *la République islamique d'Iran* est tout entière fondée sur le support du droit divin, qui dépasse et transcende toute considération du droit humain - c'est là le principe de la théocratie iranienne.

La spécificité de l'Iran n'est donc pas simplement que l'Islam y est religion officielle (d'autres pays partagent cette caractéristique), mais surtout, qu'il est le fondement et la raison d'être de l'État, au point que l'Iran présente le paradoxe historique d'être l'un des seuls États à identifier si totalement pouvoir religieux et pouvoir politique. L'État est compris comme instrument et institution de la volonté divine (même si la situation actuelle tend à faire adopter une *realpolitik* par les gouvernants). C'est au nom du droit divin et des "préceptes islamiques", critères ultimes auxquels tout texte législatif doit être subordonné, que le clergé possède autant de pouvoir dans un régime où, paradoxalement, le président est quand même élu au suffrage universel.

Ainsi, le droit divin est seule source de légitimité et d'autorité politiques. Le dépositaire de ce droit est le Guide Suprême (d'abord l'ayatollah Khomeiny), qui a gouverné à titre d'agent du douzième Imam, en attendant sa supposée réapparition. Nous pouvons en conclure que le

⁸⁵ *L'Iran en transition*, rapport d'information 457 (sénatorial), commission des affaires étrangères française. Enregistré à la présidence du sénat français le 3 juillet 2000. p. 14

⁸⁶ Rapport du sénat Français pour la commission des affaires étrangères fait en juillet 2000, .p. 15-25.

⁸⁷ Idem.

⁸⁸ Idem.

régime iranien témoigne d'une utilisation du religieux par le politique. L'Islam fut et est utilisé à des fins politiques, et notamment afin de perpétuer le pouvoir d'une partie du clergé. La société iranienne contemporaine est jeune, bien éduquée et majoritairement citadine. Toutefois, cette population a grandi sous le régime austère d'une République islamique qui a multiplié les interdits culturels en tout genre. Nous pouvons, afin d'illustrer ceci, citer l'interdiction de l'antenne parabolique au nom de la lutte contre l'«agression culturelle occidentale ».

Ce n'est ici qu'un exemple parmi tant d'autres de l'oppression intellectuelle et du manque de liberté individuelle dont souffre la jeunesse iranienne. Après avoir fait un constat de la société iranienne, ses inégalités et problèmes sous-jacents, nous pouvons comprendre pourquoi le peuple iranien a tant immigré au cours des dernières années et pourquoi la diaspora iranienne ne cesse d'augmenter. Cette nouvelle diaspora s'ajoute à celle qui a fui l'Iran juste après la révolution et celle qui a quitté l'Iran à cause de la guerre contre l'Irak.

5.4 La religion des Iraniens : source de valeurs

Nous devons d'abord, donner la définition des concepts clés (culture, religion, tradition et valeurs morales).

La culture est un ensemble complexe qui englobe la langue, la religion, les tradition et les valeurs morales, pour compléter ma définition, je rajouterai cette affirmation de Jean-Guy Lacroix, “ la culture contribue directement à la production de la spécificité sociale, à la promotion de l'identité et du sentiment d'appartenance. ”⁸⁹

La religion est un ensemble de croyances, principes et la foi d'un individu se rapportant à un attachement divin. La tradition est une certaine façon de se comporter et de penser, typique d'une collectivité, qui s'est transmise de génération à génération. Les valeurs morales sont un ensemble de règles de comportement et de lois non-écrites considérées conforme à un idéal, par une société ou un individu. Comme je l'ai mentionné auparavant, dans cette partie, je vais expliquer les résultats de mes études concernant les effets de la religion islamique sur l'adaptation des immigrants musulmans en général et spécifiquement les Iraniens, au Québec. Farhad Khosrokhavar a étudié l'émergence de l'Islam en France durant ces dernières années. Selon ce dernier, de nos jours, dans la plupart des pays occidentaux, l'islam représente une minorité importante. Par exemple, en France, c'est la deuxième religion en termes de nombre. Il estime que l'Islam, fait actuellement partie du paysage européen et prend de l'ampleur dans les sociétés occidentales. Selon ce sociologue, à l'heure actuelle, en France, il y a plusieurs idéologiques islamistes qui ont chacune sa propre dynamique. De ce fait, il divise les islamistes, à partir de leurs différences idéologiques, en trois catégories.

Un premier groupe concerne des musulmans qui se sont bien intégrés économiquement, ainsi que socialement à la société d'accueil, mais qui ne veulent pas être assimilés par la société d'accueil ; ils désirent conserver une certaine spécificité concernant leur culture religieuse.

⁸⁹ Jean-Guy Lacroix, *Cahiers de recherche sociologique*, no 25, 1995, p. 249.

Le deuxième groupe est composé de jeunes maghrébins qui ne se sentent pas partie d'une intégration économique et qui cherchent à construire une identité islamique, afin de réconcilier la culture de leur parents avec celle de la société d'accueil. Cette dernière, selon eux, ne les considère pas comme des citoyens à part entière. Cet islam est opposé à la troisième forme de l'idéologie islamique qui est l'islamisme radical, qui cherche à trouver à travers l'islam, une possibilité d'échapper à l'exclusion sociale et l'isolation de leur quartier et acquérir le respect. Le troisième groupe est donc composé de jeunes islamistes dont l'islam est réellement distinct de celui des parents. Ils conçoivent l'islam à titre individuel comme l'espoir de se construire une identité qui ne leur a jamais été accordée par la société d'accueil. Ceci, sous une forme néo-communautaire, en rapport à la vie quotidienne dans les cités et non pas sous une forme ethnique, c'est-à-dire spécifique à la société maghrébine. Ils adoptent la langue française pour exprimer leur croyance. Ces jeunes islamistes radicaux croient trouver dans l'islam le remède aux problèmes induits par des pouvoirs anti-démocratiques, ainsi que le racisme. Malgré cela, l'Occident les regarde et les juge comme des fondamentalistes anti-occidentaux.

D'après Khosrokhavar, l'islamisme radical est devenu un problème majeur pour la société française. De ce fait, il analyse ce phénomène en établissant son étiologie, ses conséquences et les solutions à envisager. Il estime que " l'Islam néo-communautaire est souvent lié à une logique associative qui rend impossible la sociabilité des jeunes qui ne se reconnaissent ni dans leur famille, ni dans cette lointaine République, de plus en plus abstraite à mesure que le chômage, l'exclusion économique et la perte de l'utopie sociale peignent en gris le paysage social. ”⁹⁰ Ce nouvel Islam, selon ce sociologue, est bien ancré dans la modernité, il ne s'attache pas à la religion pratiquée dans le passé. D'autres sociologues, comme à titre d'exemple Micheline Milot, partagent son opinion. En ce qui concerne les nouveaux mouvements intégristes, Micheline Milot, en prenant l'exemple de l'Algérie et de l'Iran, déclare que l'émergence de nouveaux mouvements religieux est le résultat de désenchantements du monde de la modernité rationaliste de la sécularisation. " La société moderne suscite les insatisfactions et les sentiments d'échec par les contradictions entre les

⁹⁰ Farhad Khosrokhavar, *L'islam des jeunes*, édité chez Flammarion en 1997, p. 313.

idéaux qu'elle pose et les réalités concrètes de la vie sociale. Elle proclame la valeur de l'égalité mais ne peut éviter les inégalités de fait. »⁹¹

En effet, pour les jeunes islamistes radicaux, l'exclusion sociale, ainsi que spatiale, le chômage, la situation précaire des parents, a engendré le refus de l'ordre social; ils disent non à la citoyenneté et l'intégration dans un cadre violent (par exemple, les attentats dans les métros). Par conséquent, l'islam néo-communautaire, est devenu un lieu important des conflits entre la société d'accueil et les immigrants. Selon Khosrokhavar, la solution est de favoriser cette différence religieuse et culturelle, c'est-à-dire que la société doit promouvoir cette distinction afin de construire une France plurielle et multiculturelle, où cette minorité marginale pourra se reconnaître. Ces différences doivent faire partie du nouveau visage de la France. Dans le cas contraire, le fossé se creuse encore plus et on pourrait atteindre un point irréversible. En effet, " si on rejette frontalement l'islam identitaire au nom de la laïcité, on risque de voir une partie des jeunes se radicaliser, d'autant que les mécanismes d'intégration sociale ne fonctionnent plus comme par le passé ".⁹² Afin de les responsabiliser en tant que citoyens, les islamistes non radicaux ne doivent pas être dénigrés, la société doit les intégrer en faisant des compromis.

Au Canada, spécifiquement au Québec, les musulmans pratiquent leur religion librement et ne sont en aucun cas en contradiction avec les fondements de la société (sauf de rares exceptions), ce qui explique le pourquoi de l'absence de révolte, de rébellion et de clanisme en eux.

Nous avons constaté que la plupart des immigrants n'avait guère l'embarras du choix, et immigrait dans le pays qui voulait bien les accueillir. C'est pourquoi les Iraniens ont immigré partout dans le monde depuis une vingtaine d'années et malgré une immense distance entre l'Iran et le Canada, selon Statistiques Canada, 24 000 iraniens ont immigré au Canada depuis deux décennies.

De ces 24,000 immigrants iraniens, 7000 ont immigré au Québec.

⁹¹ *La sociologie face au troisième millénaire*, Cahiers de recherche sociologique, édité par le département de sociologie de l'UQAM en 1998, p. 157.

Nous pouvons constater qu'en 1986, 45,7% (6385) des Iraniens immigrants résident en Ontario, et nous remarquons une augmentation en 1991, 55,3% (16995). Tandis qu'au Québec, nous pouvons noter une baisse de proportion, de 24,7% (3435) à 20,3% (6230). Selon statistiques Canada, en 1995, 1276 iraniens sont acceptés en tant que réfugiés politiques au Canada, parmi eux 122 personnes se sont réfugiées au Québec et 817 sont allées en Ontario. De bouche à oreille, on entend que les Iraniens de Toronto ont inséré facilement le marché du travail, et par conséquent, se sont bien adaptées à la nouvelle société. Tandis que, les Iraniens qui ont immigré au Québec, quittent de plus en plus la province pour aller à Toronto, vers d'autres provinces ou bien aux États-Unis. Parmi ceux qui sont restés au Québec, nombreux sont ceux qui ne se sont pas bien adaptés à la nouvelle société même s'ils sont là depuis de nombreuses années.

⁹² Farhad Khosrokhavar, *L'islam des jeunes* Paris,, Flammarion. 1997, p. 316.

5.5 Les hypothèses

Mon analyse personnelle me conduit à formuler quelques hypothèses que je développe ici assez longuement et qui sont les suivantes :

1- Les Iraniens, comme la plupart des immigrants, ont une perception de l'anglais comme une langue dominante et plus utile en Amérique du Nord. De plus, ils ont une base en anglais, qui est la deuxième langue enseignée au niveau secondaire, collégiale et universitaire en Iran. De ce fait, il se peut que pour s'établir, les Iraniens aient une préférence pour les provinces anglophones (ils perçoivent leur adaptation comme étant plus facile). Qu'en est-il des immigrants iraniens à ce sujet au Québec ainsi qu'à Toronto ? Est-ce que l'immigration différenciée est basée sur une conception de l'anglais comme langue préférentielle, sachant que, l'immigrant qui a au départ une connaissance minimale de la langue du pays d'accueil a une facilité énorme au niveau de l'adaptation ?

2- Il est possible que l'immigration plus grande des Iraniens en Ontario soit due au fait que les Iraniens d'Ontario avaient leurs pionniers qui avaient déjà implanté une communauté iranienne active. Autrement dit, les Iraniens au Québec n'auraient pas l'appui communautaire facilitant leur intégration. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles les Iraniens au Québec n'ont pas la facilité de pénétrer le marché du travail et par conséquent, c'est peut-être pour cette raison que le nombre d'immigrants iraniens au Québec n'a pas augmenté comme ce fut le cas en Ontario.

Pour la définition de la communauté active, on peut dire que certains groupes d'immigrants ont leurs pionniers qui ont instauré leur communauté dans le pays d'accueil en établissant une concentration résidentielle et plusieurs associations et comités avec leur propre réglementation et qui offrent des services particuliers qui sont exclusifs à la communauté. Par exemple chez les juifs au Québec, il existe un règlement d'impôt payé par les gens aisés dans le but d'aider les pauvres pour qu'ils sortent de leur situation précaire.

3- Il est possible que la dispersion des immigrants soit due aussi au fait que la diaspora iranienne est composée de groupes variés qui ont quitté l'Iran pour des idéologies politiques

différentes (royalistes, communistes, républicains ou les islamistes qui ont différentes idéologies et des gens non politisés qui ont quitté l'Iran à cause de la guerre). Elle serait donc assez désunie et ne présenterait pas l'apparente solidarité des autres communautés (asiatique, juive ou grecque).

4- L'exigence de la connaissance de deux langues concernant l'emploi au Québec est une réalité qui peut causer plus de problèmes d'adaptation au travail chez les iraniens.

5- Les critères requis pour faire l'équivalence des diplômes iraniens au Québec revoient à la baisse la valeur de ces derniers. Par exemple, un dentiste iranien, s'il est admis au programme de médecine dentaire, doit recommencer ses études à partir de la deuxième année. On peut dire que l'immigrant iranien qui a une formation avancée a besoin d'une durée minimale de 5 à 6 ans pour valider son diplôme. Cependant, maîtriser la langue jusqu'au point où l'immigrant soit capable de faire des études avancées, est un autre problème. Cette situation peut freiner l'immigration et l'intégration au Québec.

6- Il est fort probable que l'immigrant qui a fait des études avancées et qui a besoin de 5 ou 6 ans d'études pour valider son diplôme, à cause de sa situation précaire, abandonne ses études et exerce un travail qui ne lui donnera pas de satisfaction. Cette situation induira chez lui une dévalorisation de soi (il y a par exemple de nombreux chauffeurs de taxi iraniens à Montréal qui sont d'anciens comptables, ingénieurs ou médecins). Les effets de cette baisse de l'estime de soi peuvent décourager l'immigrant dans son processus d'intégration.

7- La condition d'avoir de l'expérience de travail au Canada pour entrer dans le marché du travail et la nécessité de travailler pour obtenir cette expérience peut constituer un cercle vicieux incontournable. C'est peut-être pour cette raison que le taux de chômage a presque augmenté de deux fois pour les immigrants au Québec entre 1981 et 1991 (de 7,9% à 15,2%); tandis que pour la population née au Québec, le taux passe seulement de 11,2% à 11,6%, ce qui n'est pas un changement considérable.⁹³

⁹³ *Sociologie de l'économie, du travail et de l'entreprise*, Gaëtan Morin, 1998, p. 194-200.

8- Il me semble que la non-reconnaissance de l'expérience de travail est aussi un grand obstacle à l'obtention de l'autonomie pour les Iraniens et par la suite à leur adaptation car les immigrants iraniens qui ont pour la majorité de hautes qualifications et des études poussées, se retrouvent dans l'impossibilité d'exercer leurs capacités intellectuelles qui constituent le savoir-faire qu'une personne a acquis au cours de sa vie.

9- Le fait que les réfugiés politiques n'ont pas accès aux cours de français (COFI) pendant 2 ou 3 ans (avant que leur statut et leur situation soit définitivement réglés) retarde l'intégration de ces derniers. Le réfugié politique est un individu qui a quitté son pays clandestinement car le régime au pouvoir et la situation politique mettait sa vie en danger, ce qu'il doit prouver au pays d'accueil, afin d'obtenir le statut de réfugié politique.

Selon Statistiques Canada, en 1992, 70% des immigrants iraniens au Canada sont des réfugiés politiques, cette proportion peut être valable pour les immigrants iraniens du Québec. D'autre part, on sait bien que le Canada a été et reste un des pays les plus accueillants concernant les réfugiés politiques; il a accepté 61% des demandes d'asile de 1980 à 1995, le Québec a reçu une grande portion de ces réfugiés.⁹⁴

Nous pouvons, de ce fait, supposer que les immigrants iraniens au Québec en tant que réfugiés politiques, n'ont pas accès au cours de français pendant 2 ou 3 ans, retardant ainsi leur processus d'adaptation. En effet, d'après les lois 64 et 250 décrétées en 1970 et 1973, une connaissance préalable de l'usage du français pour l'exercice d'un emploi est exigée et nous savons combien le fait d'avoir un emploi est une étape importante de l'adaptation. Nous supposons donc que le processus d'adaptation des réfugiés politiques est retardé par leur incapacité à avoir accès au milieu du travail.

10- Une hypothèse sociologique est que plus la culture de l'immigrant est proche de celle du pays d'accueil, plus son adaptation se fait facilement. Autrement dit, plus l'immigrant et les habitants d'origine du pays d'accueil ont des points en commun et d'occasions d'échanger ensemble plus l'écart va se dissiper entre ces deux derniers et par conséquent l'immigrant va s'adapter à la nouvelle société dans un délai plus court. Nous pouvons estimer que les

⁹⁴ *Sociologie de l'économie, du travail et de l'entreprise*, Gaëtan Morin, 1998, Tableau 5.4, p. 213.

traditions et les coutumes sont fondées, en partie, sur la religion. Cette dernière, du fait d'être le pilier des valeurs morales d'un peuple, a un rôle primordial dans l'ethos même de celui-ci. En ce qui concerne les Iraniens, qui sont de religion musulmane, ils ont des valeurs morales et des traditions qui se basent sur l'islam, et ce peu importe leur degré de pratique religieuse. Or cela donne une approche totalement différente de la culture et de la tradition judéo-chrétienne occidentales ou plutôt, de la laïcité occidentale, dans plusieurs domaines, comme, par exemples, l'éducation des enfants, la mort, le mariage, le rôle des femmes dans la vie quotidienne ainsi que dans la société.

La religion peut donc représenter un certain frein dans le processus d'adaptation et d'intégration.

11- On peut éventuellement avancer que le fait d'avoir un salaire minimum aussi bas qui équivaut quasiment au bien-être social, (qui est une aide monétaire que le gouvernement donne à ceux qui sont démunis et n'ont pas d'emploi mais qui ont un domicile fixe), n'incite pas les immigrants à faire l'effort de s'insérer le marché du travail et ceci peut induire un grand obstacle à l'adaptation de ces derniers.

12- À cause de l'absence d'assistance gouvernementale à la communauté iranienne en général et aux Iraniens en particulier, le plus grand espoir d'adaptation pour les Iraniens au Québec réside dans l'aide fournie par le centre communautaire et culturel des Iraniens. L'un des principaux problèmes concernant les centres communautaires de plusieurs ethnies, c'est que dans la pratique, la qualité et l'efficacité de leurs services dépendent de leur pouvoir social et des compétences des dirigeants de ces centres. Par exemple, il y'a quatre ans, le personnel du centre communautaire et culturel des iraniens était composé de 7 personnes qui travaillaient en tant que stagiaires pour six mois. Ces derniers touchaient le bien-être social, n'ont pas suivi de formation pour donner des services et fournir des informations puisque eux-mêmes n'en possédaient pas en arrivant et ne travaillaient que pour une durée maximale de 6 à 12 mois. Notons que ce centre à but non lucratif donnait des conseils en immigration, de l'information et l'orientation concernant la vie quotidienne ainsi qu'un service de traduction persan-français-anglais aux intéressés.

Malgré cela, pendant que je travaillais au centre, je n'ai jamais vu un membre du personnel ayant une bonne maîtrise de la langue française. La plupart d'entre eux éprouvaient une grande difficulté à s'exprimer en français. D'une part, la majorité d'entre eux n'avait pas d'expérience ni d'étude en travail social ou administratif (et ceci même en Iran), on pouvait constater leurs grandes lacunes même dans les petites interventions quotidiennes. Ces lacunes, d'autre part, sont dues au fait que le personnel ne connaît pas les normes, valeurs et règlements de la société d'accueil, ne s'étant pas encore adapté à celle-ci. Ce personnel, après avoir acquis une certaine expérience doit quitter le centre, donc celui-ci sera dirigé par un nouveau personnel qui n'a pas de formation, ni d'expérience. De ce fait, le centre ne disposait pas de personnes compétentes pouvant améliorer ses services.

D'autre part, faute de ne pas disposer de matériels adéquats et de fonds pour s'en procurer, le centre communautaire des Iraniens ne pourrait organiser des activités qui seraient la source d'un certain revenu. Par exemple, le seul revenu de ce centre communautaire était une modique somme de 700 \$ par mois payée pour l'ensemble du travail par les sept employés (100\$ par personne). Cette somme ne réglait même pas les dépenses primaires du centre. C'est pourquoi aujourd'hui, ce centre n'existe même plus. Mentionnons que le budget des centres communautaires pourrait provenir des dons faits par les membres aisés de la communauté, ce qui ne s'est malheureusement jamais produit pour le centre communautaire des Iraniens car la diaspora iranienne est composée de groupes variés qui ont quitté l'Iran pour des idéologies politiques différentes (royalistes, communistes, républicains ou les moujahedins...), comme nous l'avons déjà souligné. Elle est donc assez désunie et ne présente pas la même solidarité que les autres communautés (asiatiques, juives ou grecques). Les diverses subventions qui sont les sources essentielles de revenus des centres communautaires demandent une certaine débrouillardise et surtout un certain pouvoir social que le centre communautaire iranien n'avait que pauvrement manifesté jusqu'à sa dissolution.

André Jacob déclare que "chaque communauté locale doit donc dynamiser des fonctions fondamentales à l'égard de ses membres : production et distribution de services; socialisation des membres par la transmission de normes et de valeurs; contrôle social en vue

d'influencer le comportement des membres de façon à faire respecter les normes; participation sociale; support mutuel.”⁹⁵ Malheureusement, le gouvernement n'a pas consacré un budget fixe pour les centres communautaires se trouvant dans une telle situation.

Ceci peut être une variable importante concernant l'adaptation des iraniens. C'est ce que j'essaierai de vérifier ou de démontrer.

Termotte déclare que d'après des estimations effectuées, un quart à un tiers des immigrants arrivés au Québec quittent la province un à trois ans après leur arrivées dans la province.⁹⁶ Il se peut qu'il y ait un lien important entre l'absence d'assistance organisée et effectuée par le Québec dans le cheminement des immigrants iraniens et l'adaptation de ces derniers.

⁹⁵ Conférence présenté au colloque : *Les personnes immigrantes : partenaires du développement régional*, par André Jacob, Hull 22 novembre 1991. p. 61.

⁹⁶ Labelle M, *Immigration, main-d'œuvre immigrée et société d'accueil*, dans *Nouvelles pratiques sociales*, v1, n2, 1990, p. 107.

6. Méthodologie

6.1 Objet de recherche

Nous envisageons de comparer l'adaptation des Iraniens dans les deux dernières décennies au Québec par rapport à celle des Iraniens établis à Toronto.

Il est possible que les Iraniens de la première génération ne se soient pas bien adaptés à la société québécoise en comparaison à d'autres provinces (à titre d'exemple Toronto).

6.2 Pourquoi la comparaison avec Toronto?

Selon le dernier recensement de statistique Canada fait en 1996, nous pouvons constater que parmi les 64,400 Iraniens habitant au Canada, 36,255 vivent en Ontario, majoritairement (28855) à Toronto, soit 79,6%. Comme nous pouvons le constater l'Ontario est la province la plus peuplée par les Iraniens, vient après la Colombie-Britannique avec 14690 habitants dont 13200 vivent à Vancouver (près de 90%).

En troisième position vient le Québec qui a 9,335 habitants d'origine iranienne dont 8,520 résident à Montréal (donc 91,3% de la population iranienne du Québec vivent à Montréal). Étant donné que 60,270 des 64,400 iraniens, c'est-à-dire 93, 6%, habitent dans ces trois provinces, nous pouvons donc affirmer que l'étude de la population iranienne des autres provinces est dérisoire et les trois provinces nommées ci-dessus, plus particulièrement les métropoles que sont Toronto, Montréal et Vancouver, constituent un échantillon assez représentatif.

Le climat doux et tempéré de Vancouver, est propice au goût des iraniens et constitue donc un critère important dans le choix des Iraniens à s'installer dans cette ville.

Mais, la ville qui peut être plus facilement comparée à Montréal, pour les conditions climatiques tout au moins, est Toronto. Cependant, les critères de choix qui rentrent en

définitive en ligne de compte entre Toronto et Montréal sont plus souvent des variables sociologiques (conditions linguistiques, économiques, politiques et sociales).

6.3 Augmentation dans les deux dernières décennies?

L'immigration des Iraniens au Canada ainsi que dans le reste du monde a eu lieu, en majeure partie après la révolution et l'instauration de la République islamique d'Iran en 1979.

Entreprendre une recherche sur l'immigration des Iraniens au Québec afin d'étudier leur adaptation comparée à ceux de Toronto exigeait que nous analysions la problématique sous deux facettes. D'abord, nous avons tracé un portrait du phénomène de l'immigration à travers les années en mettant en œuvre ses défis ainsi que les différentes dimensions de cette dernière en général et particulièrement dans une société multiculturelle comme le Canada et spécifiquement au Québec à l'heure actuelle. Bien entendu, nous n'avons pas négligé les avantages et les inconvénients qui découlent de l'immigration, après avoir abordé ces points nous avons fait un bref aperçu historique de l'immigration au Canada et au Québec. Par la suite, nous avons décrit d'une manière précise, le peuple Iranien, l'Iran et son histoire, la cause de l'immigration des Iraniens, en général et particulièrement au Québec et à Toronto dans les différentes périodes depuis 20 ans. Durant la recherche que j'ai effectué sur le terrain, je me suis efforcée de découvrir comment s'est déroulée l'adaptation des immigrants iraniens, leur situation et les contraintes, les difficultés, les conditions et les exigences auxquelles cette population doit faire face.

6.4 Le choix des matériaux

Deux sources d'informations m'ont permis de recueillir des matériaux afin de vérifier mes hypothèses : a) des questionnaires avec questions fermées et b) des entrevues semi-directives.

Le questionnaire fermé a subi des corrections (changement de mise en page, et quelques modifications dans la formulation du texte d'introduction et de certaines questions) après le pré-test mené auprès de 10 personnes. Ce questionnaire est présenté à l'Annexe 1.

Pourquoi l'enquête par questionnaire ? Comme le précisent Quivy et Campenhoudt, " L'enquête par questionnaire à perspective sociologique se distingue du simple sondage d'opinion par le fait qu'elle vise la vérification d'hypothèses théoriques et l'examen de corrélations que ces hypothèses suggèrent. De ce fait, ces enquêtes sont généralement beaucoup plus élaborées et consistantes que ne le sont les sondages. »⁹⁷

J'ai décidé de soumettre ce questionnaire au plus grand échantillon possible. Cependant, étant donné la rareté de notre population-cible, je me suis contenté de 100 répondants (50 au Québec et 50 à Toronto). J'ai décidé d'avoir un échantillon non probabiliste, c'est-à-dire que j'ai procédé en choisissant un échantillon qui va me permettre d'atteindre mes objectifs de recherche, en diversifiant au maximum mon échantillon, quitte à faire plus d'entrevues et conserver celles qui représentent le plus de différenciation.

Nous estimons le seuil de confiance des résultats de notre sondage à 95%, avec une marge d'erreur de 5%. Cependant, il est important de tenir compte de la marge d'erreur indiquée ci-dessus dans l'étude des résultats obtenus.

Et pourquoi l'entrevue semi-directive ? L'entretien semi-directif, ou semi-dirigé, est certainement le plus utilisé en recherche sociale. Je voulais, par les entrevues, obtenir de plus amples informations et plus d'explications suite aux résultats obtenus grâce aux

⁹⁷ Quivy, R, Van Campenhoudt, Luc, Manuel de recherche en sciences sociales, DUNOD, Paris, 1995, p190.

questionnaires. Comme le décrivent encore une fois les méthodologues précités, le chercheur détient un certain nombre de questions qu'il ne posera pas forcément dans un ordre déterminé et laissera donc plus de liberté de réponse à l'interviewé. Cependant, il tentera de ramener l'interviewé au sujet principal chaque fois qu'il s'en éloignera.⁹⁸

Les deux types de cueillette de données couvraient les mêmes thèmes. La construction des deux outils s'est faite à partir des différents thèmes que j'ai dégagés de ma problématique pour formuler mes hypothèses, soit :

- ☐ Les motifs du choix d'immigrer au Canada (à Montréal ou à Toronto)
- ☐ Les difficultés ressenties dans le processus d'intégration
- ☐ Les difficultés liées au travail (à l'équivalence entre la formation et le travail, recherche d'emploi, etc.)
- ☐ La perception sur la société d'accueil
- ☐ La pratique de la religion et son rôle, le cas échéant, dans l'intégration
- ☐ L'idéologie politique à laquelle adhèrent les Iraniens
- ☐ Les motifs de l'adaptation ou de l'inadaptation

J'ai également recueilli les données sociographiques habituelles (sexe, âge, etc), incluant la variable importante du nombre d'années passées au Canada.

6.5 La population

Tout d'abord, comme je voulais comparer les variables liées à l'intégration pour les immigrants iraniens de Toronto et ceux de Montréal, j'ai procédé à une cueillette dans les deux villes.

⁹⁸ Quivy, R, Van Campenhoudt, Luc, *Manuel de recherche en sciences sociales*, DUNOD, Paris, 1995, p. 195.

Les questionnaires fermés ont été remplis en cherchant, au hasard, des Iraniens dans les lieux publics où ils se retrouvent : lors des fêtes, ou dans les magasins, etc.

Les réponses aux questionnaires ont ensuite été compilées pour l'analyse

Les entrevues ont été réalisées auprès de personnes avec lesquelles j'ai d'abord fixé un rendez-vous : elles ont été référées par des connaissances, ou par consentement après les avoir abordées dans les commerces ou les centres iraniens. Les entrevues ont été enregistrées puis retranscrites.

6.6 Le choix des interviewés

Les interviewés, qui sont au nombre de 14 (dont 7 ont été sélectionnés parmi un réseau d'Iraniens plus ou moins connus par l'interviewer). Ainsi, plusieurs sont des connaissances ou bien des amis de connaissances. En effet, lors d'activités comme des conférences organisées par des intellectuels iraniens, des cocktails, des fêtes ou autres réunions et également en ayant travaillé pour le centre communautaire iranien pendant un an, j'ai pu me faire un réseau de contacts pertinents pour l'objectif de ma recherche. Le nombre inégal de personnes se trouvant dans chaque sous-groupe s'explique par les difficultés rencontrées lors de la recherche de personnes consentant à se prêter au jeu de l'entrevue, ce que j'explique dans la section qui suit.

6.7 Difficultés reliées à la cueillette d'information

Étant donné que nous voulions vérifier l'adaptation des Iraniens de la première génération, j'ai choisi comme population-cible des Iraniens qui sont au Québec depuis au moins 5 ans (ce qui est la durée moyenne qui correspond, selon plusieurs sociologues, au temps nécessaire à une adaptation fonctionnelle à la nouvelle société). Ils devaient aussi être majeurs à leur arrivée (avoir au moins 18 ans), car pour les mineurs qui font leurs études dans la nouvelle société, l'adaptation va de soi, c'est pourquoi ils font partie de la deuxième

génération. Sachant que la communauté Iranienne est une petite communauté, ces critères compliquaient ma tâche en ce qui a trait à l'échantillonnage.

Parmi les Iraniens qui répondaient à mes critères, rares étaient les personnes qui voulaient se prêter au jeu de l'entrevue, car ils étaient angoissés à l'idée d'être enregistrés. La méfiance provenant de la peur était une caractéristique quasiment générale de ma population cible, soit une peur du gouvernement Islamique ou bien des autres mouvements politiques. Durant une semaine à Toronto et plusieurs rencontres, mes arguments n'ont pas pu convaincre même une seule personne. Par contre, la plupart des jeunes qui ne répondaient pas à mes critères (lors d'entrée au pays d'accueil, ils n'avaient pas plus de 18 ans) et qui ne faisaient pas partie de la première génération se sentaient utiles et étaient désireux de compléter l'entrevue. Les personnes sans emploi n'étaient pas portées à répondre aux entrevues que ce soit à cause de leur gêne ou bien par orgueil. Les hommes dans l'ensemble étaient plus ouverts à être interviewés comparativement aux femmes. Malgré tout, au Québec, j'ai trouvé des Iraniens qui répondaient à mes critères et au cours des entretiens, j'ai essayé d'obtenir un maximum d'éléments d'informations et des réflexions qui peuvent servir à une analyse de contenu systématique.

Étant donné, l'absence d'entrevue à Toronto, je n'ai pas pu effectuer une comparaison parfaite, ce qui constitue une certaine limite à ma recherche car j'ai dû me contenter d'une analyse de mon questionnaire dans les deux villes.

Au Québec, l'incitatif le plus efficace afin d'avoir le plus d'interviewés fut d'éveiller en eux le sentiment patriotique, en affirmant que l'étude pouvait aider la cause de la communauté iranienne. J'ai utilisé ce même argument pour compléter mes questionnaires. J'ai compris que le sentiment patriotique pouvait être très mobilisateur. Les personnes interviewées, avaient tellement de choses à dire concernant à leur situation que parfois elles oublient le thème principal. Elles parlaient de leurs diverses souffrances et de leurs démarches inutiles, afin de sortir d'une situation précaire. La plupart du temps, l'effet de miroir et le fait d'entendre leur souffrance, me rappelaient mon propre vécu.

Les entrevues se sont déroulées dans la langue choisie par l'interviewé (français ou persan).

Étant donné les problèmes de santé graves avec lesquels j'ai dû composer durant toute la recherche, la collecte des questionnaires et des entrevues s'est faite sporadiquement et selon une séquence étendue sur plusieurs mois.

6.8 Méthode d'analyse

Pour commencer notre analyse des résultats obtenus, nous avons procédé à l'analyse des informations : d'abord, la description et la préparation (agrégée ou non) des données nécessaires pour tester les hypothèses; l'analyse des relations entre les variables; enfin, la comparaison des résultats observés avec les résultats attendus par hypothèse.⁹⁹

Pour analyser mes résultats, j'ai d'abord procédé en compilant l'information des questionnaires selon les grands thèmes permettant de vérifier mes hypothèses. J'ai complété ces résultats par les données qualitatives sur le même thème, en procédant à une analyse de contenu des entrevues. Bien que j'avais déjà des thèmes permettant de structurer mes questionnaires et entrevues, je me suis inspirée de l'analyse de contenu par catégories d'abord substantives, puis formelles, inspirée de la théorie empiriquement fondée exposée par B.G Glaser et A.L Strauss : *The Discovery of Grounded Theory*. Cette méthodologie a été systématisée précisément pour la recherche sociale.¹⁰⁰ Cette méthode s'inscrit dans la vague des méthodologies qualitatives. La première étape consiste à trier les différentes informations et observations amassées et les rassembler en catégories conceptuelles. " Ces catégories conceptuelles sont des concepts analytiques assez généraux pour désigner les caractéristiques d'entités concrètes et non pas ces entités mêmes. Une catégorie peut être très proche du *verbatim* des informateurs : le concept doit conserver "sa sensibilité" à la réalité étudiée pour nous en donner une image significative pouvant être saisie en rapport à l'expérience. Deux types de catégories conceptuelles peuvent être distingués. Les catégories substantives sont formulées dans les mêmes termes que ceux employés par les personnes interviewées et servent à désigner les processus et les comportements à décrire et à comprendre au cours de

⁹⁹ Raymond Quivy, Luc Van Campenhoudt, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Dunod, 1995, p. 218.

la recherche. Ces catégories substantives correspondent à un premier niveau de classement et d'analyse. Les catégories formelles sont construites par le chercheur et tendent à expliquer les premières ou, plus exactement, à reformuler le contenu des catégories substantives, en les dégageant de leurs particularités situationnelles. [...] Les catégories formelles permettent ensuite de procéder à des liens interprétatifs dans les matériaux analysés. Catégories substantives et catégories formelles varient eu égard à leur niveau d'abstraction.

Tout au long de la présentation analytique, j'utiliserai à la fois les catégories formelles auxquelles je suis parvenue, que j'illustrerai par des matériaux substantifs. Je mettrai le tout en corrélation avec les résultats statistiques aux questionnaires.

¹⁰⁰ Nous nous rapportons pour cette section à l'ouvrage de Glaser. B. et A. L. Strauss, *The Discovery of Grounded Theory*, Chicago, Aldine Publishing Company, 1967.

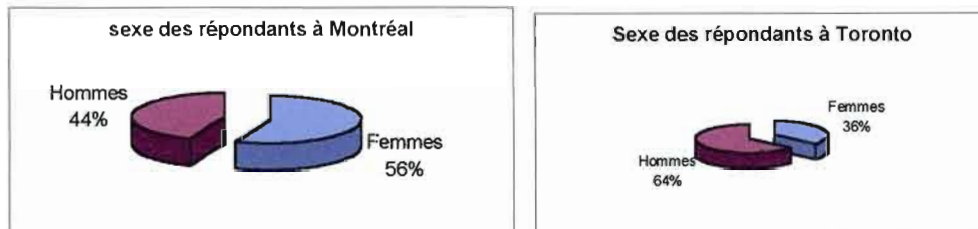
7. Analyse des matériaux

7.1 Analyse descriptive des réponses au questionnaire

Avant de commencer notre analyse descriptive, rappelons que le nombre d'Iraniens au Canada est de 64,400, de 8,850 au Québec (dont 8520 à Montréal) et de 36,550 personnes en Ontario (dont 28,855 à Toronto).

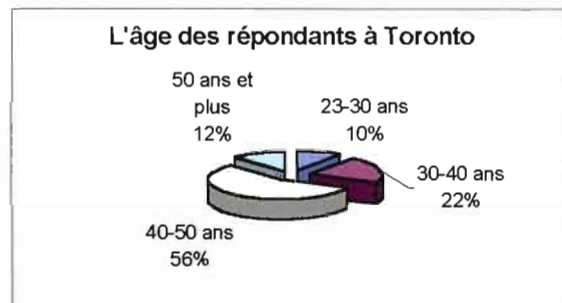
Voici le portrait tracé des résultats que j'ai obtenus à mon questionnaire, sous forme de camemberts (pie charts). Grâce à ce portrait, j'ai pu tracer un premier portrait des Iraniens et de leur intégration.

1)



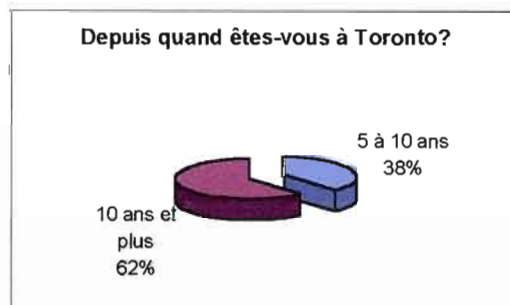
Il serait pertinent de préciser qu'à Montréal, la majorité des répondants sont des femmes (56%) et qu'à Toronto on a une majorité d'hommes (64%). Il faudra en tenir compte dans notre analyse, en effet cette proportion peut affecter, par exemple, notre interprétation en ce qui concerne le degré d'activité professionnelle, l'impact du sexe comparé aux autres facteurs, etc.

2)



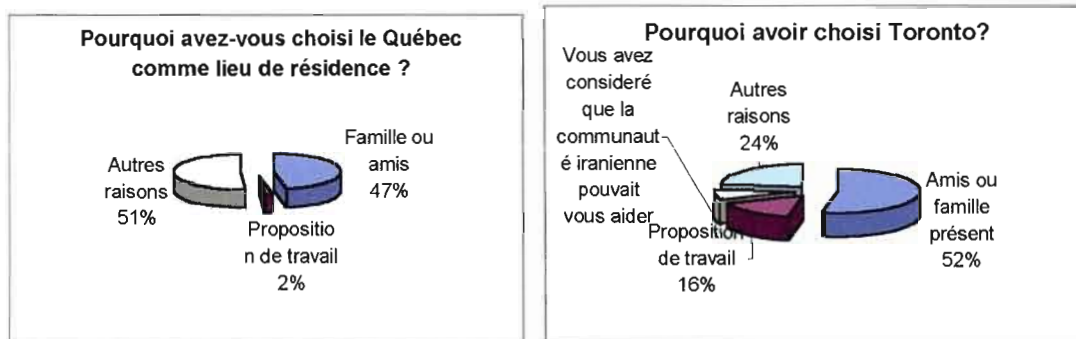
Nous pouvons remarquer que la distribution d'âge dans les deux villes est sensiblement la même. Nous notons cependant qu'à Toronto plus de la moitié (56%) de la population a entre 40 et 50 ans, ce qui est nettement plus élevé qu'à Montréal où 38% des répondants font partie de cette tranche d'âge.

3)



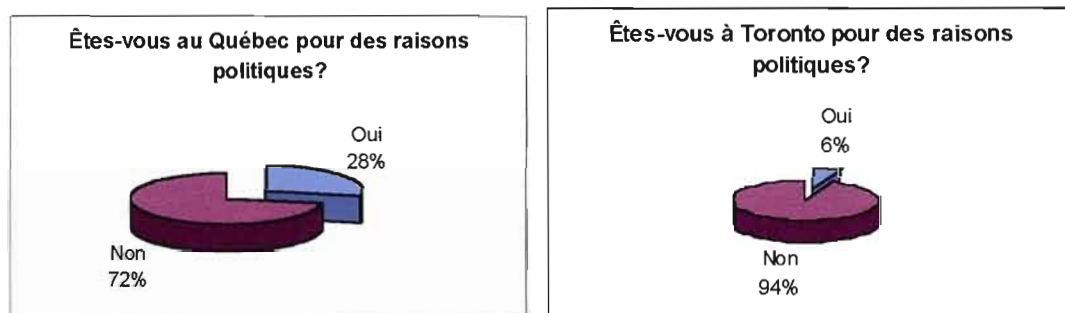
Dans les deux villes, nous avons la même période pour ce qui est de l'immigration. En effet, 64% pour Montréal et 62% des gens sont dans leurs villes respectives depuis plus de 10 ans.

4)



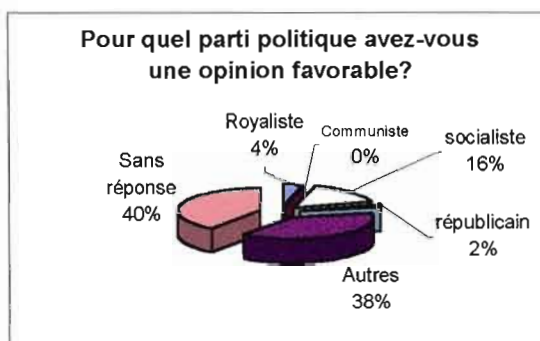
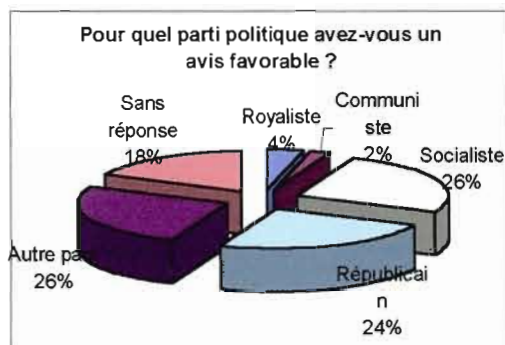
Il est primordial de dire que dans 16% des cas, les immigrants ont choisi la ville de Toronto parce qu'ils avaient une proposition de travail concrète, alors que c'est seulement le cas de 2% des gens à Montréal.

5)



Nous pouvons remarquer qu'à Toronto, les répondants en grande majorité n'ont pas choisi cette ville pour des raisons politiques; en effet seulement 6% sont à Toronto pour des raisons politiques alors qu'au Québec la proportion est de 28%. Est-ce que le facteur politique influence le succès de l'adaptation et l'intégration de l'immigrant ? Nous y reviendrons plus loin.

6)

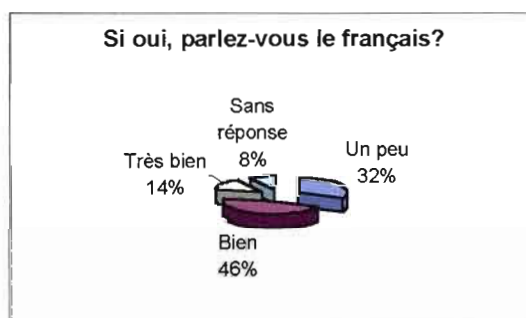


Cette question tendait à identifier les orientations politiques des répondants dans leur pays d'origine, ce qui nous permet d'avoir une idée du type d'orientation idéologique des immigrants iraniens. Au Québec les partis de gauche traditionnels iraniens sont davantage représentés qu'à Toronto où les répondants n'ont pas vraiment de parti pris ni de convictions politiques prononcées. Est-ce qu'on peut affirmer que la population Iranienne de Montréal est plus de gauche et donc moins encline à s'adapter au système économique capitaliste libéral du pays? On sait que les idéologies de gauche sont plus critiques à l'égard du système capitaliste. Il n'est donc pas impossible qu'il y ait un lien entre l'idéologie politique des immigrants et le degré de leur insertion économique

7)



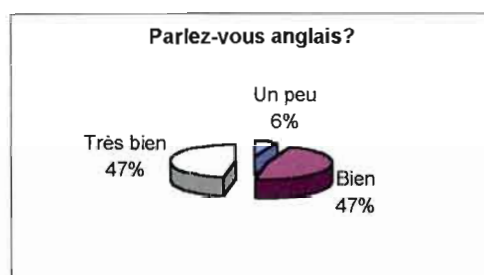
8)



9)



10)



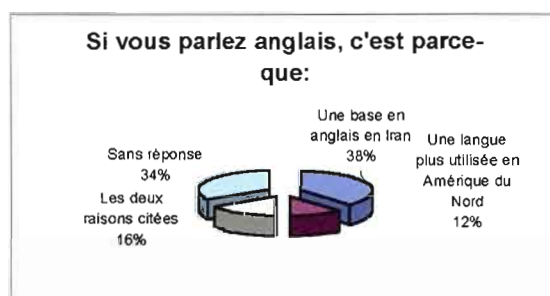
Nous pouvons noter que la proportion de personnes qui parlent anglais est la même dans les deux cas, en effet, à Toronto comme au Québec le pourcentage de gens qui parlent anglais est de 98%. Il faut souligner qu'à Toronto l'anglais est la langue principale, alors qu'au Québec la langue principale qui est le français est parlée seulement par 84%, et dans ces 84%, il y'a seulement 14% qui avouent le parler "très bien" et 32% disent parler le français "un peu". Alors que comparativement, seulement 6% des personnes qui parlent anglais à Toronto le parlent "peu" et 94% disent parler "bien ou très bien". Nous pouvons donc affirmer que, dans notre échantillon, la maîtrise de la langue locale est plus grande à Toronto comparée au Québec, nous pouvons également souligner que les Iraniens de notre échantillon au Québec sont davantage anglophones que francophones. Cela peut être dû au fait que ces Iraniens ont principalement appris l'anglais comme langue seconde en Iran.

11)



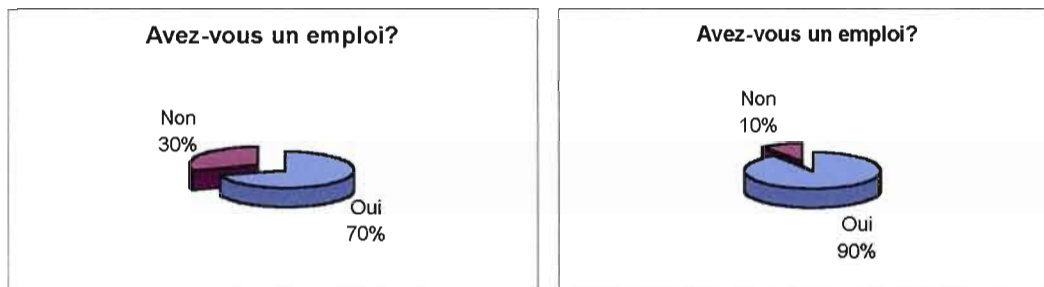
Il faut noter que la majorité (64%) des Iraniens de notre échantillon qui ne parlent pas français affirment qu'ils n'ont pas eu le temps de suivre des cours et 29% disent qu'ils n'ont pas jugé nécessaire de prendre des cours. On peut supposer que l'Amérique du Nord est perçue comme un continent anglophone où l'anglais est la langue la plus utile pour s'y intégrer.

12)



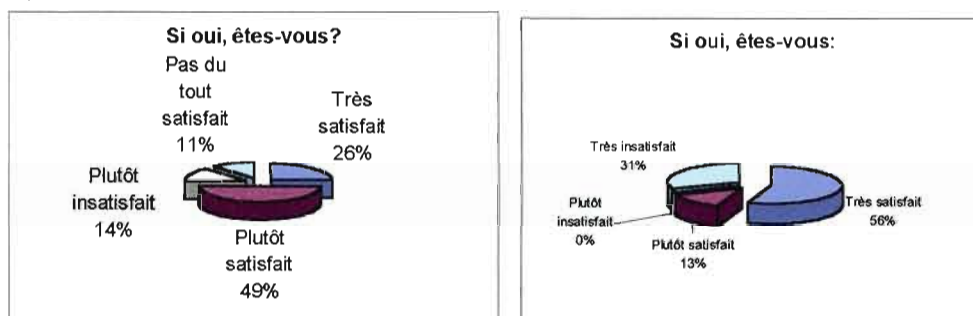
Les raisons pour lesquelles les personnes notre échantillon Montréalais parle anglais varient, sans qu'il n'y ait une raison dominante. Alors qu'à Toronto, la raison principale (62%) du fait qu'une grande proportion parlent couramment anglais est que les gens avaient déjà une base en anglais en Iran.

13)



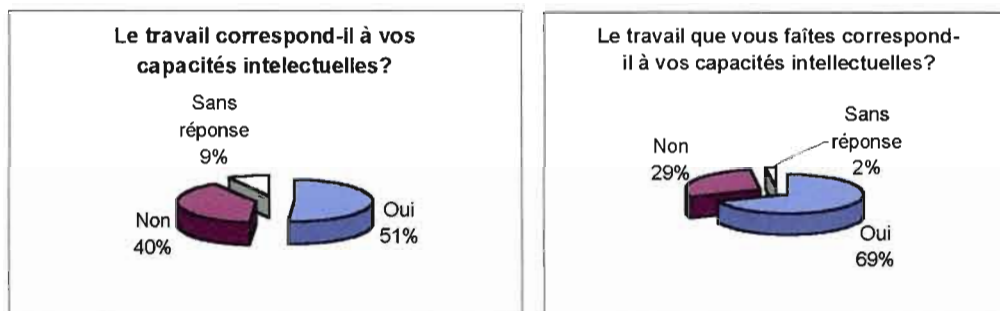
Nous remarquons qu'il y'a plus de sans emploi (30%) dans la population des répondants iraniens au Québec, comparé à Toronto où seulement 10% des gens interrogés ne travaillent pas.

14)



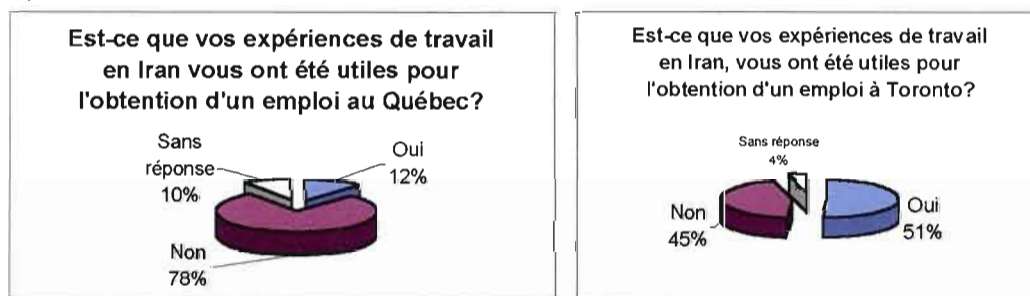
En ce qui concerne Montréal, les résultats montrent que les personnes qui travaillent sont satisfaites de leur emploi (75%), cependant les résultats sont plus partagés (26% très satisfait, 49% plutôt satisfait, 14% insatisfait et 11% pas du tout insatisfait). La satisfaction est plus tranchée à Toronto, en effet 56% sont très satisfaits de leur emploi et 31% sont très insatisfaits, ceci dit dans l'ensemble les personnes sont satisfaites, (69% des répondants).

15)



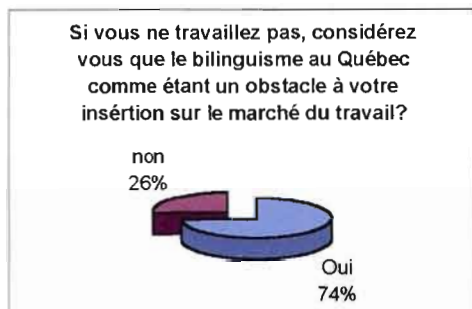
Nous pouvons remarquer qu'à Montréal seulement 51% des gens qui travaillent, effectuent un travail qui correspond à leurs capacités intellectuelles (au sens de formation intellectuelle), alors qu'à Toronto c'est le cas de 69% des personnes qui travaillent.

16)



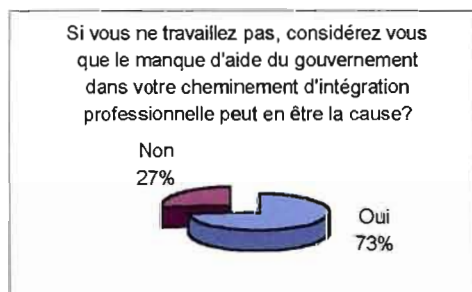
Pour les Iraniens de Toronto, les expériences de travail en Iran ont été utiles (dans 51% des cas) dans l'obtention d'un emploi. Alors que les expériences de travail en Iran ont été utiles pour seulement 12 % des Iraniens interrogés au Québec. Pour ces derniers, 78% des cas n'ont pas du tout pu profiter de leur expérience en Iran, alors que ceci est seulement vrai pour 45% des personnes à Toronto. Nous reviendrons plus loin sur cet écart drastique, qui est certainement à mettre en lien avec le processus d'intégration à la société d'accueil.

17)



Il faut souligner qu'au Québec 74% considèrent que le bilinguisme au Québec est un obstacle à l'insertion sur le marché du travail et de la même manière 60% des personnes interrogées à Toronto estiment que la langue ou plutôt la méconnaissance de celle-ci est un obstacle à l'insertion sur le marché du travail.

18)



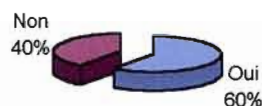
En ce qui concerne l'opinion sur le manque d'aide gouvernementale dans le cheminement d'intégration professionnelle, cela diverge entre le Québec et Toronto. Au Québec la majorité (73%) accorde une certaine responsabilité au manque d'aide gouvernementale alors qu'à Toronto seulement 33% considèrent que le manque d'aide est un facteur contribuant. Encore là, nous devons considérer des hypothèses interprétatives qui permettent de comprendre cette perception différenciée. Pour le moment, disons qu'il est clair qu'à Toronto, divers facteurs permettent une intégration plus individuelle dans le marché du travail que ce n'est le cas au Québec.

19)

Si vous ne travaillez pas, considérez-vous que le fait de ne pas avoir d'expériences de travail au Canada a été un obstacle à votre insertion sur le marché du travail?

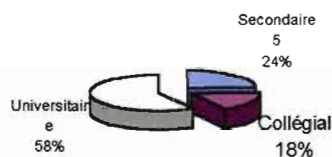


Si vous ne travaillez pas, considérez-vous que le fait de ne pas avoir d'expériences de travail au Canada a été un obstacle à votre insertion sur le marché du travail

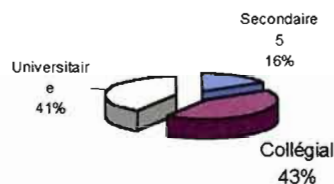


20)

Quel est votre niveau de scolarité?



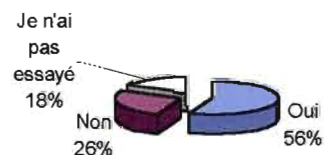
Quel est votre niveau de scolarité:



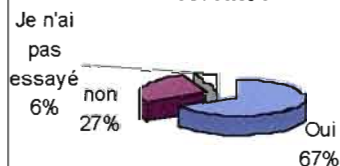
En ce qui a trait au niveau de scolarité, nous pouvons souligner que nous avons plus d'universitaires au Québec qu'à Toronto (58% vs 41%) et moins de personnes détenant une formation de niveau collégial (18% vs 43%). On retrouve au Québec plus d'Iraniens détenant un diplôme secondaire qu'à Toronto. (24% pour le Québec vs 16% pour Toronto). Il y aura lieu d'évaluer pourquoi la qualification universitaire n'est pas du tout corrélative d'une insertion du marché de travail.

21)

Avez-vous pu faire une équivalence de votre diplôme au Québec?

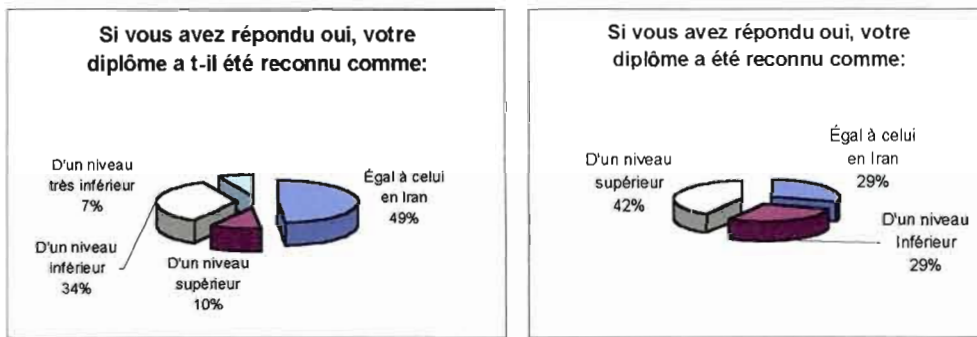


Avez-vous pu faire une équivalence de votre diplôme à Toronto?



Il y a plus de personnes qui ont réussi à faire des équivalences de leurs diplômes respectifs à Toronto comparé au Québec (67% vs 56%). Cependant, la proportion d'échec est la même dans les deux cas (environ 26%), seulement le pourcentage de personnes qui n'ont pas essayé d'obtenir des équivalences est le triple au Québec (18% pour le Québec comparé à 6% pour Toronto). Ceci est peut-être dû au fait que les immigrants Iraniens au Québec étaient au courant, de par leurs amis iraniens, du fait que leur diplôme allait être considéré à la baisse ou non reconnu au Québec.

22)

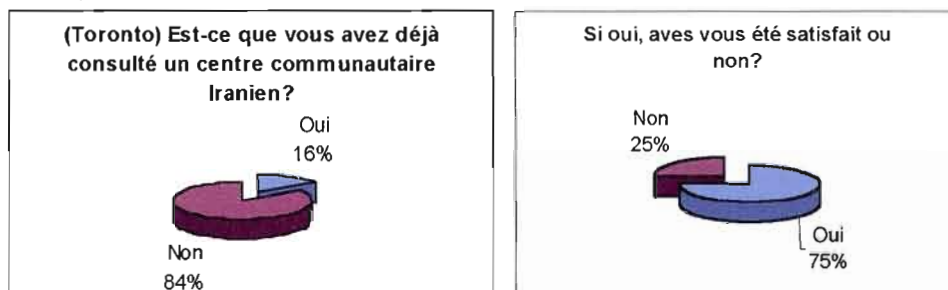


Alors qu'au Québec, la plus grande partie des gens qui ont obtenu l'équivalence, ont eu une équivalence égale à leur diplôme en Iran, très peu (10%) ont réussi à obtenir une équivalence à un niveau supérieur. Ce qui n'est pas le cas pour Toronto, où 42% ont réussi à obtenir une équivalence d'un niveau supérieur.

Les personnes qui ont vu leur diplôme être considéré à la baisse sont en proportion plus élevée (41%) au Québec qu'à Toronto (29%).

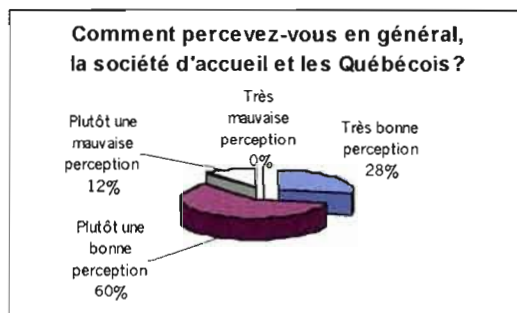
En faisant une analyse bivariable, nous pouvons constater qu'au Québec, seuls les gens possédant un niveau collégial ou un niveau secondaire peuvent prétendre à une équivalence égale, et que les universitaires subissent généralement une équivalence à la baisse.

22 bis) Toronto seulement



En ce qui concerne le centre communautaire iranien à Toronto, seulement 16% de notre échantillon déjà consulté. Et parmi ces personnes, 75% ont été satisfaites de leur expérience. Il faudrait également préciser que cette question n'a pas été posée au Québec, car il n'existe plus de centre communautaire iranien.

23)



Une très grande majorité (88%) de l'échantillon au Québec affirme avoir une “ très bonne ” ou une “ bonne perception ” de la société d'accueil et des Québécois. Il n'y a personne qui a une “ très mauvaise ” perception des Québécois et de la société Québécoise, et seulement 12% ont “ plutôt une mauvaise perception ”. Il ne m'a pas été possible de faire exprimer directement sur quoi reposaient leurs perceptions. Mais par croisements et analyse de contenu des entrevues, nous pourrions constater un peu mieux ce qu'il en est.

24)



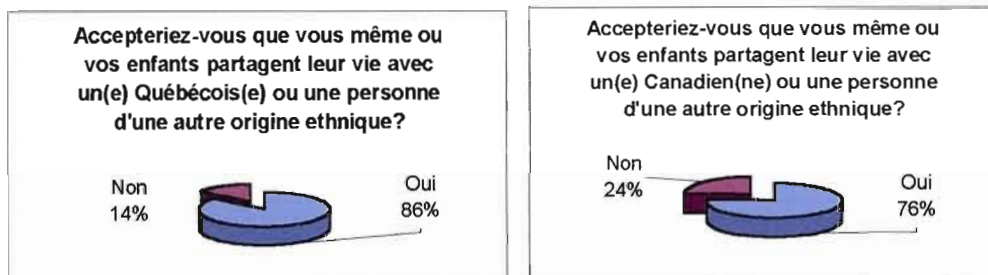
La majorité (71%) des Iraniens interrogés ont répondu qu'ils se sentaient bien accueilli dans la société Québécoise.

25)



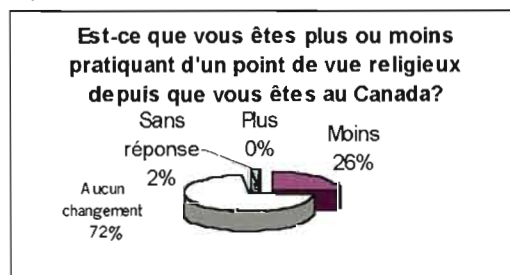
Les Iraniens de Québec ont moins d'amis Québécois que les Iraniens de Toronto qui possèdent dans une plus grande proportion des amis à Toronto (66% pour le Québec vs 88% pour Toronto). Serait-ce un signe indicateur en ce qui a trait à l'intégration et l'adaptation? En effet, si plus d'Iraniens travaillent à Toronto, il y a plus de chances qu'ils se fassent des amis autres que ceux de la communauté iranienne dans leur propre milieu de travail.

26)



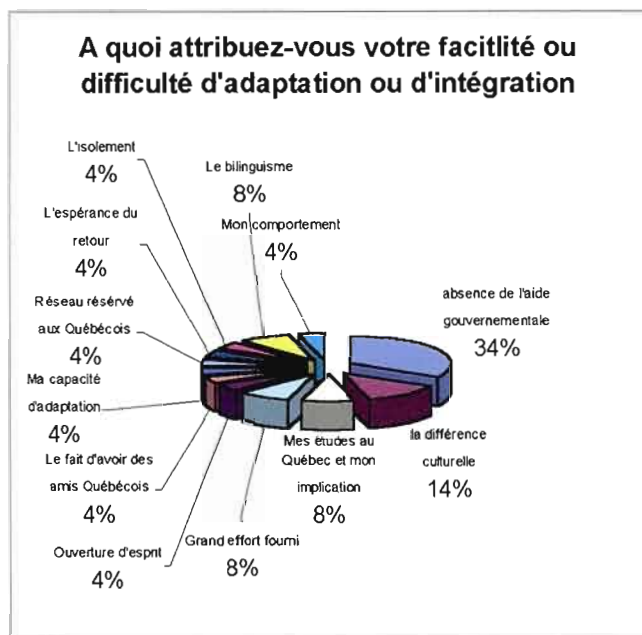
Nous pouvons souligner que la majorité, dans les deux villes, sont prêts eux-mêmes - ou pour leurs enfants - à partager leur vie avec un membre de la société d'accueil ou d'une autre ethnie. Cependant cette ouverture semble plus prononcée pour les Iraniens du Québec (86% pour les Iraniens du Québec et 76% pour ceux de Toronto).

27)



Nous pouvons noter que pour la majorité (72%), l'immigration n'a eu aucun changement dans les pratiques religieuses des Iraniens interrogés. Personne n'est devenu plus religieux, mais 26% des gens se disent toutefois moins religieux.

28) (Au Québec). A quoi attribuez-vous votre facilité ou difficulté d'adaptation ou d'intégration?



Nous pouvons remarquer la cause principale des difficultés citée par la majorité est le manque d'aide gouvernementale, laquelle vient après la différence culturelle. Nous verrons dans l'analyse du contenu des entrevues quel type d'attente ils ont par rapport à l'aide gouvernementale.

7.2 Analyse de contenu

Pour mener à terme l'étape de la vérification de mes hypothèses par les données obtenues grâce à mon questionnaire et mes entrevues, je dois faire ressortir la signification de ces résultats.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, l'adaptation peut-être classifiée en plusieurs catégories. Parmi ces catégories d'adaptation nous avons opté pour l'analyse de la comparaison de l'adaptation fonctionnelle, sociale et culturelle. Malgré mes attentes, le résultat de ma cueillette montre que les Iraniens de la première génération au Québec se sont bien adaptés à la société d'accueil fonctionnellement, socialement et culturellement.

7.2.1 Adaptation fonctionnelle comparée des Iraniens au Québec et des Iraniens de Toronto

L'adaptation fonctionnelle, comme nous l'avons mentionné dans les pages précédentes, consiste en la survie de base des immigrants en termes économiques, c'est-à-dire par l'obtention d'un emploi. " Selon certaines études, cette étape se franchit d'autant plus vite si les nouveaux arrivants reçoivent l'aide de leur communauté ethnique qui assume l'accueil. ”¹⁰¹ Nous allons aborder par la suite ce sujet. 70% des Iraniens du Québec qui ont répondu au questionnaire, ont un emploi. Il est vrai que ceci est inférieur à la proportion des Iraniens de Toronto qui est de 90%. Nous estimons qu'il existe des facteurs qui peuvent expliquer une grande partie de cet écart.

- a) Une grande partie des sujets à Montréal (56%) sont des femmes alors qu'à Toronto on a 36% de répondants de sexe féminin. Étant donné qu'en général, les femmes iraniennes sont responsables de la totalité des tâches ménagères et de l'éducation des enfants, elles ont de ce fait moins de chance de s'occuper de leur vie professionnelle et obtenir ainsi un emploi. De

¹⁰¹ Direction de la coordination des réseaux, Services aux communautés culturelles, *Les Canadiens et les Québécois face à l'immigration*, Septembre 1991, p. 82.

ce fait, nous pouvons attribuer cet écart à l'échantillonnage lui-même, c'est-à-dire au fait que nous avons moins de femmes dans l'échantillon de Toronto.

b) Le deuxième facteur qui a probablement influencé l'écart entre l'adaptation fonctionnelle des Iraniens au Québec et ceux de Toronto, est celui du niveau de scolarité des deux échantillons. En effet, nous avons plus d'universitaires au Québec (58% d'universitaires, 18% collégial et 24% secondaire V), alors qu'à Toronto, il y a plus d'Iraniens qui ont un niveau d'étude collégial (41% universitaires, 43% de niveau collégial et 16% secondaire V). De plus, nous pouvons constater que dans les deux cas, l'équivalence des diplômes secondaires et collégiales se fait d'une manière égale alors que les diplômes universitaires sont revus à la baisse surtout au Québec. Ce qui peut expliquer en grande partie pourquoi la population Iranienne au Québec rencontre plus d'embûches lors du processus d'équivalence des diplômes et a de ce fait plus de difficultés à insérer le marché du travail. Nous pouvons remarquer qu'au Québec, 67% des personnes qui ne travaillent pas, sont des universitaires. Tandis qu'à Toronto cette proportion est de 40%, ceci soutient notre cinquième hypothèse.

En 1991, selon Statistiques Canada, le niveau de scolarité des Iraniens de 15 ans et plus au Québec est celui ci :

Aucune scolarité	2%
Primaire	3%
Secondaire	29%
Collégial	16%
Universitaire	50%

Nous pouvons noter que le niveau de scolarité de notre échantillon ressemble fortement aux chiffres donnés par Statistiques Canada en 1991 concernant la communauté Iranienne. Je dois également mentionner dans cette section que parmi les gens que j'ai interviewés, plusieurs affirmaient que leurs études universitaires en Iran ont été revues à la baisse au Québec. De ce fait, ces derniers n'ont jamais pu trouver d'emploi dans leur domaine et à leur niveau de formation au Québec, comme en témoignent plusieurs interviewés :

“ J'ai essayé de travailler dans le même domaine au Québec, mais ce fut en vain et je dus me contenter d'ouvrir un magasin de chaussures où j'ai fait faillite ensuite je me suis orienté vers les taxis... enfin maintenant je suis chauffeur de taxi. ” (Homme 49 ans, profession en Iran : ingénieur en agriculture.)

“ Quand je suis arrivé au Québec, on ne m'a pas reconnu mon diplôme et j'ai donc pensé à d'autres activités, j'ai tenu un dépanneur et j'ai été par la suite chauffeur de taxi pour gagner ma vie tout en faisant mes efforts pour les équivalences pendant 5 années durant à l'université. J'ai été finalement admis en 2^{ème} année de médecine dentaire à l'université de Montréal. Je tiens à préciser qu'on ne m'avait même pas admis comme hygiéniste dentaire.” (Homme 52 ans, dentiste en Iran et dentiste au Québec actuellement.)

“ J'ai entrepris pas mal de démarches au Québec pour travailler dans le même domaine qu'en Iran et obtenir l'équivalence de mon diplôme au Québec. Ceci était impossible! A ce niveau, j'aimerais apporter une précision car l'équivalence des diplômes étrangers se fait à 2 niveaux ici, d'une part par le conseil d'immigration et d'autre part par les universités . Au niveau de l'immigration, le niveau du diplôme ne change pas beaucoup, mais en ce qui concerne l'équivalence du niveau universitaire fait par les universités elles-mêmes, c'est très différent. Selon moi, le lien entre la politique d'immigration et la politique sociale n'est pas très clair. Il n'existe pas selon moi de liens logiques et de cohérence entre ces deux politiques. Lors de ma sélection comme immigrante, j'ai obtenu des points et j'ai été avantagé grâce à mon diplôme et mes capacités professionnelles et académiques. En gros, on m'a favorisé lors de la sélection

pour l'immigration parce que j'étais professeur d'anglais et de la même manière ces mêmes qualifications qui m'ont aidé à rentrer au Canada, ne sont pas reconnues et on ne me permet pas de les utiliser pour travailler. Je pense que ce système paradoxal révèle une certaine aberration et cache une certaine hypocrisie. Les universités sont souvent très sévères avec les études faites en Iran et ne nous accordent pas beaucoup de chance. Personnellement, je devais refaire quatre ans pour retrouver le degré académique que j'avais en Iran, c'est-à-dire un an et demi au niveau Collégial et deux ans et demi à l'université. Aujourd'hui après six années de résidence au Québec, je suis en train de suivre une formation en techniques de garderie, et mes 18 ans d'expérience de travail en Iran, ne m'a pas du tout servi." (Femme 48 ans, enseignante d'anglais en Iran pendant 18 ans.)

Durant mes multiples rencontres et discussions pendant mon processus de recherche, j'ai pu déceler plusieurs commentaires qui sont pertinents afin de bien comprendre et analyser cette situation. La plupart des universitaires et les gens avec des hauts degrés d'étude affirment qu'ils ont eu moins d'opportunités et ont connu plus de difficultés que les compatriotes moins bien formés. En effet, selon eux le Québec sous-estime leur capacités académiques et dévalorise leurs compétences sans même leur donner une chance ou bien sans même les avoir évalué au préalable. Cette dévalorisation est perçue comme un mépris par ses immigrants et s'ajoute au lot des séquelles morales et psychologiques qu'amène l'immigration. Ces gens qui se considèrent lésés ont du mal à réintégrer le domaine dans lequel ils travaillaient en Iran, et découragés ils se réorientent dans des avenues où ils se confortent dans leur isolement de la société. Ils occupent des professions et des postes qui n'ont aucun rapport avec leurs métiers passés, qui n'exigent pas une grande intensité d'efforts intellectuels et qui les aident à survivre. En effet, nous pouvons donner l'exemple de la compagnie Atlas et Unitaxi qui sont deux compagnies détenues en majorité par des Iraniens.

Principales divisions de la population iranienne active, répartie selon les secteurs d'activités (source : Statistiques Canada 1991)

Transport et entreposage	15%
Industrie manufacturière	12%
Commerce de détail	12%
Santé et services sociaux	12%
Hébergement et restauration	12%

J'ai rencontré plusieurs de ces chauffeurs de taxi qui ont souvent des études de premier ou même de second cycle complétées en Iran. En effet, bon nombre d'entre eux sont des ingénieurs, médecins, avocats, comptables, directeurs de banque, journaliste ou autres professeurs d'université. Lors de nos contacts, je leur ai demandé la raison de leur choix de métier. J'ai pu recueillir ces commentaires : " C'est la seule voie où il n'y a pas vraiment de sélection, il faut juste passer le permis taxi et on peut travailler après. On avait besoin de ça, après s'être fait dire non dans toutes nos démarches "... " J'ai un certain niveau d'étude, et comme on ne l'a pas reconnu, j'ai préféré être taxi où au moins, j'ai mon indépendance. "... " Comme je n'avais pas d'expérience dans le commerce, je n'ai pas voulu risquer mon peu d'économie et me suis lancé dans le domaine du taxi. "... " Étant donné que beaucoup d'Iraniens avec qui j'ai noué des liens d'amitié à mon arrivée, étaient déjà dans le taxi et qu'eux également avaient fait des études supérieures en Iran, je me suis dirigé vers cette solution après mon échec de trouver un travail dans mon domaine. "... " Pour être taxi, il faut passer le permis taxi pour être chauffeur. On peut être propriétaire aussi ce qui rapporte plus, il faut dans ce cas acheter une licence de taxi grâce à des emprunts bancaires, ce qui est en soi une propriété...donc on achète en quelque sorte le droit de travailler "

J'ai pu remarquer dans leurs propos un certain désabusement, désenchantement et je dirais même un certain cynisme. En effet, ces oubliés qui ont été meurtris dans leur orgueil et leur

amour propre, ne semblent s'être jamais remis de leur échec dans leurs tentatives d'équivalence et refaire ainsi la même profession qu'en Iran. La fatalité qu'on lit dans leurs yeux, dénote leur déception et explique peut-être pourquoi ils se sont reclus et ont abandonné l'idée d'intégrer cette société qui n'a pas voulu reconnaître et profiter de leurs compétences et capacités intellectuelles. Ils se sont réfugiés dans cette voie où ils sont isolés ou bien entourés par leurs semblables qui ont vécu les mêmes difficultés. D'ailleurs, ces chauffeurs diplômés s'appellent entre eux par leurs titres respectifs (ce qui est un usage en Iran où on accorde beaucoup d'importance aux titres professionnels), on s'appelle volontiers Docteur ou Maître. Ce point nous permet également de mettre en perspective l'aspect culturel de ce fait. En effet, dans la culture Iranienne, on accorde énormément d'importance (certainement plus qu'ailleurs) à la formation académique et aux titres et diplômes obtenus. Ces distinctions définissent et établissent le respect et l'importance d'une personne. Ce qui explique pourquoi l'adaptation fonctionnelle (incomplète car ils ne sont pas à leur place totalement) qui peut être accomplie dans la plupart des cas, s'accompagne souvent d'un désarroi qui entraîne une certaine inadaptation sociale.

Pour reprendre l'exemple du taxi, nous pouvons éventuellement transposer l'exemple des Iraniens aux autres communautés. En effet, comme l'a dit un de nos interviewés, l'achat du permis de taxi leur permet d'acheter leur droit de travail, □ce qui explique peut-être pourquoi le marché a tant augmenté, la licence est même passée de 50 000 \$ en 1998 à 150 000 \$ en 2002. □

Ces constatations et l'analyse qui en découle nous permettent d'affirmer que l'hypothèse 5 qui a été formulée précédemment se confirme du moins pour l'échantillon analysé. C'est-à-dire que la dévalorisation excessive des diplômes et des qualifications Irlandaises nuit à l'adaptation des ces derniers.

c) Le troisième facteur peut être celui de l'expérience de travail pertinente. À Toronto, 51% des répondants qui travaillent affirment que leur expérience de travail en Iran leur a été utile et pertinente dans l'obtention de leur emploi. En revanche au Québec, seulement 12%

estiment que leur expérience de travail en Iran leur a été utile. Cela démontre que le gouvernement du Québec ne considère pas et valorise très peu l'expérience de travail des Iraniens dans leur pays d'origine. Cette constatation est également confirmée avec les interviewés. La non-reconnaissance de l'expérience va de pair avec la dévalorisation du diplôme et du niveau de scolarité. En effet, si le système ne reconnaît pas les diplômes, l'expérience de travail qui découle de cette formation est également considérée désuète. Le fossé énorme entre les deux systèmes montre peut-être les lacunes du modèle Québécois en ce qui a trait à l'adaptation fonctionnelle et du manque d'efforts établis pour intégrer et utiliser les expériences professionnelles des immigrants. En effet, j'estime qu'il faut établir des programmes ou autres initiatives afin de bonifier et modifier les expériences des immigrants pour qu'elles soient adaptées au marché Québécois.

Il serait dans l'intérêt de l'ensemble de la société si cette population immigrante pouvait intégrer le marché du travail et apporter ainsi son expertise et son savoir-faire, l'économie pourrait en profiter, et l'adaptation et l'intégration se feraient plus rapidement et d'une manière plus saine. Il faut également dans le cas de la reconnaissance des expériences professionnelles, mentionner le rôle exercé par les différents ordres professionnels qui souvent, par protectionnisme, pratiquent une certaine pression afin de limiter le nombre de professionnels admis. Par exemple, prenons le cas de la médecine où on assiste à une pénurie flagrante de médecins au Québec, beaucoup de médecins étrangers ne peuvent insérer facilement le marché du travail malgré le fait qu'ils aient passé les examens d'équivalence ("board") exigés.

Notre huitième hypothèse, qui suppose l'exigence d'une expérience professionnelle canadienne, est confirmée par ces résultats.

- d) Le quatrième facteur peut être le fait que beaucoup d'Iraniens de Toronto (16%) avaient déjà une proposition d'embauche avant même d'avoir immigré. Ce qui est seulement le cas de 2% des Iraniens au Québec. Cette différence peut facilement s'expliquer par le grand nombre d'Iraniens à Toronto et la présence d'une réelle

communauté structurée et organisée. En ce qui concerne Toronto, on peut souligner la présence de pionniers qui ont su créer un certain réseau d'affaire et professionnel qui ont profité à la prospérité de la communauté. Notre deuxième hypothèse qui stipulait que la présence d'une communauté active facilitait l'adaptation des immigrants dans la société d'accueil, se trouve en quelque sorte affirmée. Il faudrait de la même manière créer au Québec avec l'aide du gouvernement des réseaux d'affaires Iraniens et des échanges avec les réseaux locaux Québécois et mettre à bon escient l'entraide entre Iraniens. Bref, il faudrait favoriser l'action et l'« entrepreneurship ».

e) Le cinquième facteur concernant la différence entre Toronto et Québec peut être celui de la langue. Au Québec, 74% des gens qui ne travaillent pas estiment que le bilinguisme nuit à leur insertion sur le marché du travail, alors que de la même manière seulement 40% à Toronto considère la langue comme un obstacle à l'obtention d'un emploi. De plus, nous remarquons qu'au Québec comme à Toronto, seulement 2% des Iraniens ne parlent pas anglais. Il faut également préciser que 60% des Iraniens interrogés au Québec affirment parler le français, bien ou très bien alors que 40% disent le parler peu ou pas du tout. Parmi ces 40%, aucun ne possède un emploi et fait partie de la population active. Nous pouvons remarquer qu'au Québec beaucoup admettent leurs défaillances et lacunes quant au français et les effets néfastes de ces dernières sur leur adaptation fonctionnelle. Cependant, malgré ce que j'aurais pu croire, ils n'expriment aucune phobie, rancune ou désintérêt envers le français. Au contraire, ils considèrent le bilinguisme comme une grande richesse, essentiellement pour leur progéniture. Nous avons pu nous en rendre compte également dans les entrevues, en voici quelques extraits qui illustrent ce point de vue.

“Le bilinguisme a été un problème pour moi. En fait, j'étais un peu perdue dans mon cheminement d'apprentissage de la langue. Alors que je commençais à améliorer mon anglais, je m'aventurais dans l'apprentissage du français, en passant ainsi d'une langue à une autre.”... “Finalement, je suis contente d'avoir appris les deux langues et de faire ce que je fais actuellement. C'est vrai que le bilinguisme donne certaines difficultés mais d'un autre côté c'est très avantageux et c'est bien la seule province où

il faut maîtriser les deux langues. Dans ce contexte, je suis heureuse car mes enfants parlent couramment trois langues (avec le persan). ” (Femme 36 ans, hygiéniste dentaire).

De plus certaines personnes que j’ai rencontrées affirmaient que c’est l’inadaptation fonctionnelle des Iraniens au Québec était dû au fait qu’ils ne se sont pas donnés la peine d’apprendre le français et mettaient le blâme sur les Iraniens uniquement anglophone.

“ Au fait, les Iraniens refusent d’apprendre le français. L’Iranien à la base se croit anglophone, il revendique le droit de parler en anglais alors qu’ils sont venus dans une province francophone et que c’est un choix...Ils sont venus ici, ils veulent parler anglais et envoyer leurs enfants dans une école anglophone et le simple fait que ce ne soit pas possible fait qu’ils se sentent opprimés, rejetés, marginalisés, pas intégrés et dès le départ quand on part avec l’idée qu’on ne va pas s’intégrer au Québec, on ne va jamais s’intégrer au Québec. ” (Femme 37 ans, épidémiologiste.)

“ Selon moi le bilinguisme au Québec est un élément essentiel dans l’adaptation professionnelle des Iraniens. Même pour des petits boulots comme faire la plonge, on exige la maîtrise des deux langues. Dans mon cas, en ce qui concerne l’enseignement d’anglais, la maîtrise des deux langues est primordiale.” (Femme 49 ans, professeur en Iran et étudiante en techniques de garderie présentement).

“ La seconde langue apprise en Iran, se trouve être l’anglais donc les immigrants arrivant au Québec n’ont aucune base en français...Voilà pourquoi beaucoup d’entre eux immigreront à Toronto. Donc je pense que la barrière la plus importante est bien la langue. Surtout que le gouvernement n’attache pas assez d’importance à ce sujet. Les réfugiés politiques Iraniens peuvent profiter à des heures très limitées de certains cours de français donnés par le gouvernement. ” (Femme 46 ans, coordinatrice du comité de solidarité avec les femmes afghanes)

Je peux également ajouter à ces remarques quelques conversations que j'ai pu avoir avec deux familles iraniennes qui ont quitté Montréal pour aller vivre à Toronto. Les membres de ces dernières m'ont affirmé que la raison principale pour laquelle ils ont quitté Montréal est qu'ils ne pouvaient suivre l'évolution scolaire de leurs enfants, ils ne pouvaient entrer en contact avec les enseignants et ne pouvaient pas non plus aider les enfants dans les devoirs. Ce point est important, car la majorité des Iraniens s'investissent beaucoup dans l'éducation de leurs enfants.

Nous pouvons nous permettre d'affirmer que les moyens déployés par le gouvernement pour franciser la population immigrante sont peut-être minces pour atteindre les objectifs qu'on vise. En effet, comme le souligne Jean-Pierre Rogel dans son ouvrage *Le défi de l'immigration*, "...le moule de la francisation reste dominant, mais encore faut-il le renforcer. Augmenter les crédits pour les cours de langue et de culture à l'intention des immigrants adultes est une priorité. Cela implique des moyens supplémentaires pour les Cofis, pour les secteurs d'éducation aux adultes des commissions scolaires et pour le réseau privé des organismes de soutien."... "Selon une étude de 1988, les Cofis ne touchaient que 40% de la clientèle visée, largement faute de crédits. Quant aux organismes de soutien, les plus importants à Montréal se déclarent incapables de satisfaire aux demandes de cours, faute de ressources. Il y a donc matière à un effort supplémentaire."¹⁰²

Il serait peut-être pertinent d'instaurer un système adapté à cette population pour qu'ils puissent apprendre le français et être une partie intégrante de la société Québécoise. D'autant plus, que je trouve que l'immigrant Iranien est un immigrant qualifié et instruit, qui comme les autres immigrants venus à la suite d'une guerre, n'a pas l'intention de retourner dans son pays d'origine. Ce problème n'est pas juste celui des immigrants iraniens, nous savons que le Québec a accueilli de nombreux immigrants allophones. Selon Jean-Pierre Rogel, "Le changement de la population immigrante, au cours de ces dernières années, est dans le peu de connaissance des langues officielles à leur arrivée. La proportion des allophones, c'est-à-dire de ceux qui ne connaissent ni l'anglais ni le français, est ainsi passée de 74% à près de 89%,

¹⁰² Jean-Pierre Rogel, *Le défi de l'immigration*, Institut Québécois de recherche sur la culture, 1989, p.109.

depuis 1981. Cela représente plus de 20 000 personnes qu'il faut intégrer à la langue française, chaque année. »¹⁰³

¹⁰³ Jean-Pierre Rogel, *Le défi de l'immigration*, Institut Québécois de recherche sur la culture, 1989, p.82.

7.2.2 Adaptation sociale comparée des Iraniens au Québec et des Iraniens de Toronto

Il est primordial de souligner que l'adaptation sociale complète ne peut survenir qu'après une adaptation fonctionnelle réussie. Nous pouvons faire référence à la pyramide de Maslow où l'individu cherche avant toute chose à combler les besoins de survie et de sécurité. On ne peut établir de relations sociales épanouies tant qu'on n'a pas réussi à satisfaire nos besoins primaires. De ce fait, il faut comprendre qu'il est extrêmement difficile pour les immigrants qui n'ont pas de travail et qui doivent composer avec l'incertitude, de pouvoir s'adapter socialement. De la même manière, il est aussi vrai que si une certaine adaptation sociale (même partielle) est entamée, l'adaptation fonctionnelle et l'insertion du marché de travail est facilitée. Par exemple, le cas d'une des personnes interviewées nous sert d'illustration.

“ Je travaille depuis 1989 dans le même hôpital et j'ai pu progresser dans ma carrière. De la même façon, qu'en Iran j'avais créé le syndicat des infirmières, j'ai été parmi les fondatrices de l'association des femmes iraniennes et j'ai été élue représentante des groupes ethniques au sein de la fédération des femmes du Québec. De même, je suis dans le conseil d'administration de cet organisme. De ce fait, je peux dire que je n'aurais sûrement pas pu m'impliquer ainsi dans la société Québécoise comme je me tâche de le faire, si je n'avais pas pu travailler et être ainsi au cœur de la vie active Québécoise. ” (Femme 57, assistante infirmière-chef)

Comme pour l'adaptation fonctionnelle, l'adaptation sociale passe par une certaine maîtrise de la langue de la société locale. En effet, l'adaptation sociale nécessite une communication et une certaine interaction avec les autres entités de la société. Or comme nous l'avons remarqué auparavant lors de l'analyse de l'adaptation fonctionnelle, la maîtrise du français pose un certain problème aux Iraniens du Québec comparés à ceux d'Ontario à qui l'anglais ne pose aucun problème. Ceci dit si nous prenons comme jauge le fait d'avoir ou non des amis

membres de la société Québécoise, c'est-à-dire la question 25 (Pour le Québec : avez-vous des amis Québécois? Et pour Toronto : avez-vous des amis Torontois?), nous pouvons remarquer que les immigrants Iraniens du Québec se sont quand même bien adaptés socialement. En effet, les Iraniens de Québec ont moins d'amis Québécois que les Iraniens de Toronto des amis Torontois (66% pour le Québec vs 88% pour Toronto) mais ce fait démontre que les Iraniens de la première génération au Québec (encore plus à Toronto) ont pu nouer des liens d'amitié avec les membres de la société locale. La différence entre les deux cas s'explique probablement par l'écart en ce qui concerne la maîtrise de la langue locale et le fait d'avoir ou non un emploi.

De plus, la majorité (71%) des Iraniens interrogés ont répondu qu'ils se sentaient bien accueilli dans la société Québécoise, ce qui démontre qu'il n'existe pas à proprement parler de malaise social pour les Iraniens. Ils se sentent bien ici et ne sont fort probablement pas prêts à quitter la province. D'ailleurs, une très grande majorité (88%) de l'échantillon au Québec, affirme avoir une très bonne et une bonne perception de la société d'accueil et des Québécois. Il n'y a personne qui a une très mauvaise perception des Québécois et de la société Québécoise, et seulement 12% ont plutôt une mauvaise perception. Étant donné que nous avons abordé le phénomène du racisme dans la section des obstacles qui peuvent entraver l'adaptation des immigrants, nous pouvons affirmer que d'après nos résultats, le racisme n'a pu jouer un rôle prépondérant dans l'inadaptation des Iraniens au Québec.

La minorité qui n'a pas réussi à s'adapter socialement au Québec, est celle probablement qui n'a pas réussi à se trouver un emploi ou bien celle qui n'a pas trouvé un emploi correspondant à son niveau d'étude et à ses expériences professionnelles. La même minorité qui n'a pas réussi à apprendre le français et qui s'est enfermée dans son isolement.

7.2.3 Adaptation culturelle comparée des Iraniens au Québec et des Iraniens de Toronto

L'adaptation culturelle implique un contact et une connaissance au préalable de la société Québécoise. Comme nous l'avons dit précédemment en ce qui concerne l'adaptation sociale, l'adaptation culturelle dépend également des autres formes d'adaptation. En effet, pour connaître la culture locale et pouvoir passer à l'étape de l'adaptation, on se doit d'être au cœur de la société, ce qui implique une présence en tant que membre actif ayant des interactions sociales l'amenant à connaître, apprécier, s'approcher naturellement et adopter éventuellement la culture locale.

Si nous considérons la question 26 comme un signe d'ouverture culturelle et un indice d'adaptation, nous pouvons noter que la majorité dans les deux cas, sont prêts eux ou leurs enfants à partager leur vie avec un membre de la société d'accueil ou une autre ethnie. Cependant cette ouverture semble plus prononcée pour les Iraniens de Québec (86% pour les Iraniens de Québec ou 76% pour ceux de Toronto). En effet, une des raisons qui pourrait être la cause de l'écart entre le Québec et Toronto peut être le fait qu'au Québec on a plus d'universitaires (58% pour le Québec et 48% à Toronto) et donc un niveau d'éducation plus élevé. Il est certain que quelqu'un qui a un degré d'instruction plus grand, une plus grande ouverture d'esprit et une curiosité intellectuelle plus développée, aura de la même manière plus de facilités à se détacher des habitudes et certaines coutumes de sa société traditionnelle qui ne sont pas compatibles avec celle de la société moderne (comme le Québec).

Nous pouvons également peut-être expliquer la différence entre les deux cas, par le fait qu'à Toronto, il n'existe pas réellement de culture nationale clairement identifiable, on retrouve une mosaïque de toutes les cultures sans pour autant que chaque culture déteigne sur l'autre, donc chacun garde sa culture d'origine sans avoir à faire d'effort et sans avoir de référence, qui serait une certaine culture locale dominante. Ceci ne peut être constaté au Québec, où il existe une culture Québécoise par rapport à laquelle les immigrants peuvent se référer et s'identifier.

Cela est encore plus prononcé qu'il existe des similitudes dans l'histoire des deux nations, Québec et Iran, essentiellement dans l'oppression et les difficultés subies par les deux peuples de la part de leur propre gouvernement (de manière plus accentuée en Iran bien sûr).

Quant à la question 6 (Pour quel parti politique, avez-vous un avis favorable?), au Québec les Iraniens qui ont immigré sont plutôt politisés et balancent plus vers la gauche (28% des répondants au Québec par rapport à 16% à Toronto), ce qui correspond davantage aux valeurs sociales et à la tendance politique de la société Québécoise. Ce fait peut créer une attraction et un pont vers cette culture.

7.2.4 Adaptation structurelle comparée des Iraniens au Québec et des Iraniens de Toronto

L'adaptation structurelle ne peut être vraiment analysée ni mesurée pour les Iraniens du Québec, car le phénomène de l'immigration des Iraniens ne date pas d'assez longtemps. De ce fait, il est très rare de voir des Iraniens dans les structures sociales, économiques et politiques, ni même dans les conseils d'administration et dans les institutions publiques. D'ailleurs, le seul membre de la communauté Iranienne qui est à la fois actif dans la communauté Iranienne et dans la société Québécoise est Dr Amir Khadir, qui occupe de multiples rôles et fonctions (membre du Parti Québécois, membre actif de la Croix Rouge etc...). Il faut cependant préciser que les parents de ce dernier ont immigré au Québec, il y a déjà 26 ans.

7.2.5 Les difficultés d'adaptation et le rôle de l'État

L'une de nos hypothèses concernant l'adaptation des Iraniens au Québec était celle de l'absence d'assistance gouvernementale (hypothèse numéro 12). Nous pouvons constater que

selon une majorité des gens qui ont répondu au questionnaire, les interviews que j'ai réalisé et les différents témoignages que j'ai recueillis, l'État est toujours pointé du doigt comme étant le principal responsable de l'inadaptation des immigrants iraniens. Pour la question ouverte 28 (" À quoi attribuez-vous votre facilité ou difficulté d'adaptation ou d'intégration? "), 34% des gens affirment qu'ils attribuent leur inadaptation à l'absence d'aide gouvernementale, ce qui est loin devant les autres causes d'échec d'inadaptation. Nous pouvons également prendre la question 18 (" Si vous ne travaillez pas, estimez-vous que le bilinguisme soit un obstacle à votre insertion sur le marché du travail ? "), où 73% des gens interrogés au Québec estiment que le manque d'aide gouvernementale est la cause de leur chômage et de leur impossibilité à travailler, ce qui est seulement le cas de 33% des gens interrogés à Toronto. Nous retrouvons également cette constatation dans nos interviews :

" Il faut que le gouvernement du Québec s'implique plus dans l'intégration de nouveaux immigrants, je pense qu'il n'y pas d'unité entre le gouvernement et les nouveaux arrivants. " (Homme 49 ans, ingénieur en agriculture)

" Malheureusement au Québec, il n'existe aucun organisme qui vient en aide aux immigrants afin qu'ils insèrent le marché du travail plus vite. Les immigrants ont beaucoup de potentiel de travail, moi par exemple, j'ai beaucoup d'expérience de travail et d'énergie encore pour apporter quelque chose à la société. Je n'ai aucune envie de rester sans rien faire à la maison. J'ai même fait du bénévolat avec les déficients mentaux à la maison de l'amitié afin d'augmenter mes chances d'être embauchée. " (Femme 49 ans, enseignante d'anglais en Iran, étudiante en techniques de garderie)

" Le gouvernement a une grande part de responsabilité ; il veut peupler le Québec, donc les immigrants sont pour lui une richesse. La plupart arrivent ici déjà formés et très bien formés même, avec un diplôme universitaire, et prêts à occuper le marché du travail et à développer des choses et le fait de ne pas les aider au moins pour

apprendre la langue, à mon avis est une grosse bêtise de la part du gouvernement. ”
(Femme 37 ans, épidémiologiste)

“ Je crois que le gouvernement devrait mettre sur pied des organismes qui donnent des informations nécessaires et de l’aide dans les cheminements des immigrants et je pense que ceci coûtera beaucoup moins cher. À mon avis, quand les immigrants ne s’adaptent pas à la société et ne travaillent pas, ils ne payent pas d’impôt et sont pris en charge par le gouvernement. ” (Femme 36 ans, hygiéniste dentaire)

Ceci démontre le bien-fondé de notre hypothèse concernant l’absence d’aide gouvernementale du moins par rapport à ce que perçoivent les immigrants iraniens au Québec de notre échantillonnage. Il faut cependant ajouter ici une note critique : il se peut que les difficultés d’adaptation soient plus faciles à accepter si on impute une partie de celles-ci à un autre que soi-même...

8. Conclusion

Nous avons constaté que l'adaptation la plus importante, qui peut être à l'origine de l'adaptation culturelle, sociale et structurelle, est l'adaptation fonctionnelle.

Nous avons remarqué que la majorité (53%) des Iraniens au Québec qui ont répondu à la question ouverte numéro 28 ("A quoi attribuez-vous votre facilité ou difficulté d'adaptation ou d'intégration?"), estime que l'absence de l'aide gouvernementale est à l'origine de leur inadaptation. De la même façon, on note que 73% des gens qui ne travaillent pas, considèrent que le manque d'aide gouvernementale peut être la cause de leur échec dans leur cheminement d'intégration professionnelle. Tandis qu'à Toronto, seulement 33% ont la même opinion concernant leur inadaptation fonctionnelle et le rôle joué par le gouvernement. Un autre élément central qu'on retrouve souvent dans les embûches rencontrées par les immigrants en difficulté que ça soit au Québec ou à Toronto est la maîtrise de la langue qui est une condition sine qua non d'une certaine possibilité de communication et de compréhension et donc d'une adaptation fonctionnelle, sociale et culturelle.

Sans vouloir dénigrer les efforts entrepris par les différents gouvernements et les multiples initiatives et sans enlever la responsabilité de l'immigrant, nous pouvons après l'analyse de notre questionnaire et des témoignages recueillis, affirmer que le rôle du gouvernement devrait être plus important. En effet, son aide s'avère insuffisant dans l'acquisition de cet outil et de cette clé qu'est la maîtrise du français. J'estime que le gouvernement ne devrait pas attendre que ces immigrants atteignent un niveau d'isolement et de marginalisation, pour apporter une aide minime de survie (le bien-être social) qui n'est pas forcément constructive. En effet, le gouvernement aurait intérêt à ce que ces immigrants apprennent le plus vite possible le français afin qu'ils puissent apporter leur savoir-faire et contribution à la société tout en étant adapté sous tous les plans et en connaissant un certain épanouissement. Il faudrait de ce fait, attaquer le problème à la source au lieu d'attendre et d'essayer d'apaiser les maux par la suite.

C'est-à-dire que le manque d'infrastructure d'aide gouvernementale efficace et utile doit être corrigé.

L'État pourrait mettre en place des programmes d'aide (sous forme de stages ou autres) qui placeraient l'immigrant dans le contexte professionnel dans lequel il a évolué dans son pays et pour lequel il a été sélectionné tout en lui enseignant le français. Cette apprentissage de la langue se ferait donc dans un contexte professionnel qui est familier à l'immigrant. Cette méthode qui favorise l'utilité de l'apprentissage du français et l'aspect pratique car il permet également un réajustement professionnel, se fera d'une manière plus volontaire car l'immigrant voyant des perspectives professionnelles aura une motivation et une volonté plus grande.

Il est certain également que le Québec se doit d'améliorer la communication avec les nouveaux immigrants afin de leur montrer l'utilité et l'aspect primordial et essentiel de l'apprentissage du français. Il est vrai que pour ces nouveaux arrivants, l'anglais est déjà une langue de prédilection et c'est la voie de facilité, ceux-là très vite se persuadent que le français n'est pas forcément nécessaire pour évoluer au Québec, étant donné que c'est une province bilingue. Le gouvernement a un rôle à jouer en ce qui a trait à la modification de cette perception qui est de plus erronée. En effet, on doit démontrer que la maîtrise de la langue est essentielle pour une adaptation réussie menant à un certain succès social.

À part l'aide gouvernementale pour l'apprentissage de la langue, l'État pourrait mettre en place un système de "coaching" pour ceux qui ont une certaine connaissance de la langue et qui pourraient avoir une chance d'intégrer le marché du travail ou qui voudraient investir leurs économies et pourquoi pas se lancer en affaire. En effet, en mettant à leur profit un certain réseau en partenariat avec les différents centres communautaires, le gouvernement guiderait les immigrants vers la voie du succès. Ces derniers qui arrivent dans un environnement sans repère auraient besoin de ce parrainage. Les centres communautaires qui auraient un rôle prépondérant à jouer dans cette action, c'est-à-dire le rôle de l'intermédiaire entre le gouvernement et l'immigrant, se doivent d'avoir les structures, la compétence et les moyens

nécessaires d'accomplir leurs missions. L'État qui a sélectionné ses immigrants et qui a décidé en d'autres mots de les adopter doit prendre soin d'eux et leur donner ainsi une chance.

Nous pouvons également dans cette optique parler de l'importance du rôle joué par les centres communautaires et des défaillances de ces derniers. La plupart du temps, ces centres (quand ils existent) manquent de moyens et sont tenus avec un manque flagrant de rigueur. La compétence des personnes en place n'est pas vérifiée et devrait être remise en cause. Il y a très peu de contrôle également concernant la gestion de ces centres qui sont souvent mal adaptés aux besoins des nouveaux arrivants. Par exemple, en ce qui concerne le centre communautaire iranien dans lequel j'ai travaillé, le personnel n'était pas qualifié et n'avait pas les connaissances nécessaires pour répondre aux questions et donc informer les nouveaux immigrants Iraniens. D'ailleurs, la plupart du personnel parlait à peine le français et n'avait aucune expérience dans le travail communautaire et social ni au Québec, ni en Iran. En ce qui concerne le centre communautaire iranien (dont j'ai parlé précédemment), ce dernier a dû fermer ses portes à cause de problèmes financiers et de gestion.

La visibilité des immigrants dans les institutions publiques est une des initiatives positives qu'il faut intensifier. Lorsque ces derniers ont réussi une adaptation et intégration complètes, ils peuvent être une aide stratégique clé pour leurs compatriotes, que le gouvernement devrait utiliser. Ils pourraient, une fois formés d'une façon optimale, dans un cadre gouvernemental nouveau (créé pour l'intégration des immigrants), orienter leurs compatriotes nouveaux arrivants dans leurs démarches et ainsi les aider à connaître le même succès qu'eux. Cela pourrait se faire sous forme d'organisations para-gouvernementales ou gouvernementales, dédiées à l'adaptation des nouveaux immigrants et utiliserait l'expérience et les connaissances (après formation) des immigrants adaptés.

Pour conclure, nous pouvons affirmer que l'élément nécessaire qui favoriserait l'adaptation et qui transformerait le cercle vicieux de l'inadaptation en un cercle positif, doit provenir en partie du gouvernement. Ce dernier, doit mettre en place des infrastructures d'aide efficace et

adapté aux besoins de la population immigrante, en favorisant l'apprentissage de la langue et l'orientation de leur cheminement professionnel.

L'autre partie de l'adaptation doit résulter de la communauté iranienne elle-même, qui doit mettre de côté les différents clivages politiques et idéologiques qui l'ont trop souvent divisée, afin de créer une certaine organisation solide et structurée qui pourrait aider ceux qui se sont enlisés dans une certaine inertie et une torpeur à sortir de leur marasme et intégrer pleinement la société québécoise.

De plus, l'adaptation consiste également en une démarche individuelle que chaque immigrant iranien doit entreprendre. Cela doit découler avant tout d'une certaine motivation et d'une volonté personnelle, l'immigrant doit avoir le désir de s'adapter à la société québécoise et non rêver uniquement de retourner dans son pays. En effet, l'aide et l'effort du gouvernement seront vains si l'immigrant n'a pas envie d'en profiter. Il est certain que le processus de déracinement et d'enracinement est un processus douloureux et déséquilibrant qui ne se fait pas sans heurts. Cependant, il faut tôt ou tard que les immigrants Iraniens inadaptés prennent conscience de leurs responsabilités dans leurs difficultés, cette remise en question doit déboucher sur une vision plus objective de la situation.

Par la suite, le gouvernement pourrait pleinement profiter des capacités des Iraniens déjà adaptés et intégrés. Ces derniers pourraient assumer pleinement leur rôle de pionniers et de mobilisateurs. En effet, le gouvernement en les encadrant, les formant et les aidant à s'orienter pourrait leur donner les moyens de créer des bases d'organisations solides, efficaces et structurées afin de favoriser l'adaptation de la communauté iranienne au complet.

9. Bibliographie

Méthodologie

Milot, Micheline

1991. *Une religion à transmettre ? Le choix des parents*. Les presses de l'Université Laval.

Quivy, Raymond et Luc Van Campenhooft

1995. *Manuel de recherche en sciences sociales*. Éditions DUNOD.

Ouvrages généraux

Akoun, A et Ansart, P.

1999. *Dictionnaire de sociologie*, Collection Dictionnaire Le Robert/Seuil. Paris, Édition Gonzague Raynaud (Le Robert) et Louis Schlegel (Seuil).

Badie, B. et De Wenden, C. W.

1994. *Le défi migratoire, Questions de relations internationales*. Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques.

Bastienier, A., et F. Dassetto.

1993, *Immigration et espace public, La controverse de l'intégration*, CIEMI L'HARMATTAN.

Bhattacharjee, Colin.

Automne 1999. *Perspectives de la FCRP*, Bulletin de la fondation Canadienne des relations raciales.

Boudon, R, Besnard, P, Cherkaoui, M, Lécuyer, BP.

1993. *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Références Larousse.

Cluche, D.

1996. *La notion de culture dans les sciences sociales*, Paris, Éditions La Découverte.

Comas, J

1960, *Le racisme devant la science*, UNESCO.

Commission des affaires étrangères française.

L'Iran en transition. rapport d'information 457 (sénatorial), Enregistré à la présidence du sénat français. 3 juillet 2000.

Costa-Lascoux, J.

1995, *Diversité culturelle ou multiculturalisme*, dans C.Camillera (dir), *Différence et culture en Europe*, les éditions du conseil de l'Europe.

Costa-Lascoux J. et Weil, P.

1992, *Logiques d'états et immigrations*, Paris, Éditions Kimé.

Direction des communications du ministère des communautés culturelles et de l'immigration

1990. *Le mouvement d'immigration d'hier à aujourd'hui*. Québec, Gouvernement du Québec.

Dupuis, J.P. et Kuzminski, A.

1998. *Sociologie de l'économie, du travail et de l'entreprise*, Montréal, Gaëtan Morin.

Fuchs, G.

1987. *Ils resteront , le défi de l'immigration*, Paris, Editions Syros.

Gasset, C.

1986. *La sociologie de Bourdieu, Textes choisis et commentés*, Paris, Édition Le Mascret.

George, P.

1976. *Les migrations internationales*, Paris, PUF.

Gonnard, R,

1927 *Histoire de l'émigration*, Paris, Librairie Valois.

Gouvernement du Canada

1990. *La loi sur le multiculturalisme canadien*, Ottawa, Multiculturalisme et Citoyenneté Canada.

Gouvernement du Canada

1997 *Multiculturalisme, Respect, Égalité et Diversité. Lignes directrices du programme*, Ottawa, Patrimoine Canadien.

Khosrokhavar, F.

1997. *L'islam des jeunes*, Paris, Flammarion.

Khosrokhavar, F.

1993. *L'utopie sacrifiée, sociologie de la révolution iranienne*, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques.

Labelle M, Lévy, J.J,

1995. *Ethnicité et enjeux sociaux. Le Québec vu par des leaders de groupes ethnoculturels*. Montréal, Liber.

Labelle, M.

1990. *Immigration, main-d'oeuvre et société d'accueil : Réalités, contradictions*, Nouvelles Pratiques sociales, vol.1, no 2.

Lacroix, J.-G. (dir.)

1995. *Cahiers de recherche sociologique*, no 25.

Lamoureux, J.

1987. *Les impacts économiques de l'immigration*, Étude pour le Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec, Montréal.

Martiniello, M.

1992. *Leadership et pouvoir, dans les communautés d'origine immigrée*, CIEMI / L'Harmattan.

Milot, M.

1998. «Religion et intégrisme, ou les paradoxes du désenchantement du monde». *Cahiers de recherche sociologique. La sociologie face au troisième millénaire*, département de sociologie de l'UQAM, no 30, p. 152-178.

Ministère de l'éducation.

1992. *Les Canadiens et les Québécois face à l'immigration*, Québec, Services aux communautés culturelles.

Rey, A.

1995. *Le Robert, dictionnaire de la langue française*, Paris.

Rogel, J.-P.

1989. *Le défi de l'immigration*, Québec, Institut Québécois de recherche sur la culture.

Saouab, A.

1987. *Bulletin d'actualité " Le multiculturalisme canadien "*. Ottawa, Les publications gouvernementales de la bibliothèque du Parlement.

Statistiques Canada, *Recensement de 1996- 95* F0181XDB96001,

UNESCO

1986. *Pluralisme culturel et identité culturelle. La situation au Canada, en Finlande et en Yougoslavie*.

Vallerand, R.

1994. *Les fondements de la psychologie sociale*, Montréal, Gaëtan Morin.

Walsh, S.

1997. *Émergence du concept de culture, cours soc 1600, Théorie et pratiques culturelles*, photocopies distribuées par la chargée de cours, UQAM.

Wieviorka, M,

1996. " Culture, société et démocratie ", *Une société fragmentée. Le multiculturalisme au débat*. Paris, Éditions La Découverte.

Zavalloni M., Louis-Guérin C.

1984. *Identité sociale et conscience, introduction à l'égo-écologie*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

ANNEXE I**Cochez la case appropriée et remplir les pointillés**

1) Sexe : féminin Masculin

2) Quel âge avez-vous?

23-30

30-40

40-50

50 et plus

3) Depuis quand êtes-vous au Québec? (ou à Toronto ?)

5 à 10 ans

10 et plus

4) Vous avez choisi le Québec (ou Toronto) comme lieu de résidence :

Parce que vous aviez de la famille ou des amis

Parce que vous aviez une proposition de travail

Pour d'autres raisons

5) Êtes-vous au Québec (ou Toronto) pour des raisons politiques :

Oui Non

6) Pour quel parti politique aviez-vous un avis favorable en Iran?

Royaliste

Communiste

Socialiste

Républicain

Ou autre

7) Parlez-vous français?

Oui Non

8) Si oui, parlez-vous le français ?

un peu

bien

très bien

9) Parlez-vous anglais?

Oui Non

10) Si oui, parlez-vous anglais?

Un peu

Bien

Très bien

11) Si vous ne parlez pas français, c'est parce-que :

Parce que vous n'avez pas eu le temps de suivre des cours

Parce que vous n'avez pas eu accès à des cours

Parce que vous avez jugé que ce n'était pas nécessaire de prendre des cours

12) Si vous parlez anglais, c'est parce que :

Vous aviez une base de l'anglais en Iran

Pour vous c'est une langue plus utilisée en Amérique du Nord

Ou bien pour les deux raisons énumérées ci-dessus

13) Avez-vous un emploi ?

Oui Non

14) Si oui, êtes-vous satisfait ?

Très satisfaite

Plutôt satisfait

Plutôt insatisfait

Pas du tout satisfaite

15) Le travail que vous faites correspond-il à vos capacités intellectuelles ?

Oui Non

16) Est-ce que vos expériences de travail en Iran vous ont été utiles pour l'obtention d'un emploi au Québec? (ou Toronto)

Oui Non

17) Si vous ne travaillez pas, considérez vous que le bilinguisme au Québec comme étant un obstacle à votre insertion sur le marché du travail ?

Oui Non

18) Si vous ne travaillez pas, considérez vous que le manque d'aide gouvernementale dans votre cheminement d'intégration professionnelle peut en être la cause ?

Oui Non

19) Si vous ne travaillez pas, considérez vous que le fait de ne pas avoir d'expériences de travail au Canada a été un obstacle à votre insertion sur le marché du travail ?

Oui Non

20) Quel est votre niveau de scolarité en Iran ?

Secondaire 5

Collégial

Universitaire

Premier cycle

Deuxième cycle

21) Avez-vous pu faire une équivalence de votre diplôme au Québec ?

Oui ☐ Non ☐ Je n'ai pas essayé ☐

22) Si vous avez répondu oui à la question précédente, votre diplôme a-t-il été reconnu comme étant :

Égal à celui que vous aviez en Iran

D'un niveau supérieur

D'un niveau inférieur

D'un niveau très inférieur

23) Comment percevez-vous en général, la société d'accueil et les Québécois? (ou les Ontariens)

Très bonne perception

Plutôt une bonne perception

Plutôt une mauvaise perception

Très mauvaise perception

24) Vous sentez-vous bien accueilli dans la société québécoise ? (Ontariens)

Oui ☐ Non ☐

25) Avez-vous des amis Québécois (es)? (Ontariens)

Oui Non

26) Accepteriez-vous que vous-même ou vos enfants partagent leur vie avec un(e) Québécois(e) (ou un-e Ontarien-e ou une personne d'une autre origine ethnique?

Oui Non

27) Est-ce que vous êtes plus ou moins pratiquant d'un point de vue religieux depuis que vous êtes au Canada?

Plus Moins Aucun changement

28) À quoi attribuez-vous votre facilité ou votre difficulté d'adaptation ou d'intégration ?

.....

.....

ANNEXE II

Canevas d'entrevue

Thèmes et questions générales des entretiens semi-directifs

- 1) Quelle est votre opinion concernant l'adaptation des Iraniens dans la société québécoise?
- 2) Quelles sont d'après vous les raisons de votre adaptation dans la société québécoise?
- 3) Quelle était votre profession en Iran et avez-vous déjà essayé de retravailler dans le même domaine ici au Québec?
- 4) Êtes-vous satisfait de votre travail?
- 5) Quel genre de difficultés avez-vous connu dans votre cheminement d'adaptation à la société québécoise?
- 6) Avez-vous fait une équivalence de votre diplôme (obtenu en Iran)?
- 7) Est-ce que votre expérience professionnelle en Iran, vous a été utile dans vos démarches d'obtention d'un emploi au Québec?
- 8) A quoi attribuez-vous l'adaptation ou l'inadaptation des Iraniens au Québec?
- 9) Faites-vous ou avez-vous fait affaire dans le passé avec les différents services d'aide aux Iraniens? Si oui, de quel service d'aide s'agit-il ou s'agissait-il?

Note : ces questions ont été posées dans un ordre qui n'est pas nécessairement celui présenté ici, et je relançais constamment la personne pour qu'elle approfondisse ou éclaire son idée.